



d'investissement (dont la dénomination commerciale est BID Invest et qui est ci-après dénommée « BID Invest ») présente les résultats institutionnels et opérationnels de l'exercice.

Les données opérationnelles présentées dans le présent document sont basées sur le portefeuille combiné d'opérations sans garantie souveraine de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de BID Invest, dénommées ensemble Groupe BID aux fins du présent Rapport annuel. Les points saillants financiers, les résultats financiers et les états financiers en annexe font uniquement référence à BID Invest.

BID Invest est une banque multilatérale de développement ayant vocation à promouvoir le développement économique de ses pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du secteur privé. BID Invest finance des entreprises et des projets durables pour obtenir des résultats financiers et maximiser le développement économique, social et environnemental de la région.

TABLE DES MATIÈRES

5	Lettre du Président du Conseil d'administration
7	Lettre du Directeur général
10	Vue d'ensemble 2019
12	Points saillants opérationnels
14	Impact sur le développement
18	Projets phares
22	Proposition de valeur
36	Services-conseils et financement mixte
40	Mobilisation des ressources
42	Approche durable
48	Culture BID Invest
52	Impact sur la communication
56	Réalisations, prix et distinctions
58	Opérations de 2019
64	Gouvernance institutionnelle
68	Coordonnées de contact
71	Annexe :
	Annexe 1 : Résultats et états financiers
	Annexe 2 : Informations financières TCFD



LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS
SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINNE D'INVESTISSEMENT (BID INVEST)
WASHINGTON D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel pour l'exercice 2019 et les états financiers audités, notamment les bilans aux 31 décembre 2019 et 2018 ainsi que les comptes et états y afférents pour les exercices clos à ces dates.

Alors que la Société entame le quatrième exercice de son mandat élargi, le présent rapport contient une synthèse des principales réalisations et étapes clés de la Société, qui a pour dénomination commerciale BID Invest, telles que la création de 38 000 nouveaux emplois à partir de son portefeuille, le soutien de 343 000 PME et les quelque 11 milliards d'actifs sous gestion.

Veillez agréer mes sincères salutations.



LUIS ALBERTO MORENO

*PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINNE
D'INVESTISSEMENT (BID INVEST)*



LETTRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

JAMES P. SCRIVEN
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BID INVEST

Au moment où les économies actuelles doivent faire face à une baisse des prévisions de croissance conjuguée à des tensions sociales et environnementales, le financement du développement subit une pression accrue pour proposer des solutions qui permettent d'atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies et d'améliorer des vies. Lorsqu'en 2016 elle a adopté son mandat élargi, BID Invest a pris les toutes premières décisions et positions qui nous ont permis de nous surpasser sous pression et de gagner la confiance de nos clients et parties prenantes. Quatre ans plus tard, je suis heureux de vous informer que nous avons atteint tant nos objectifs financiers que nos objectifs de développement.

LES PREMIÈRES DÉCISIONS ONT PORTÉ LEURS FRUITS

La première décision était de réinventer ce qu'implique être un « Groupe ». Dans chacun de nos 26 bureaux de pays en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Groupe BID a un représentant unique à la fois pour le secteur public et le secteur privé. Cela signifie que dans chaque pays de la région, nous disposons d'un dirigeant qui prête attention à leurs besoins spécifiques en matière de développement et qui établit l'ordre de priorité de nos travaux. Les avantages du fonctionnement en tant que Groupe ont porté leurs fruits dans la manière dont nous développons des projets en amont avec les gouvernements pour ensuite les financer en aval avec les entreprises privées.

Dans le domaine du tourisme par exemple, BID Invest a soutenu le projet hôtelier Tropicalia à Miches en République dominicaine, après que la BID a financé la construction d'une route principale menant à une zone côtière reculée. Notre capacité de prêt pour ce projet écologiquement et socialement durable met en relief la proposition de valeur que représente la coordination des actions de nos guichets secteur public et secteur privé.

Outre nos représentants conjoints, nous avons d'autres responsables BID Invest sur le terrain. Nous avons augmenté notre présence globale sur le terrain de 92 % et nous sommes maintenant présents dans 24 pays. L'accroissement de notre présence sur le terrain nous a permis d'enrichir notre dialogue avec nos clients et parties prenantes sur place et dans tout le Groupe BID.

La deuxième décision prise a été de cibler nos efforts sur les marchés de capitaux. Nous qui étions un organisme mono-produit mono-devise sommes devenus un organisme capable d'adapter un éventail de produits aux besoins de chaque client. Ces deux dernières années, BID Invest a expérimenté de nouvelles structures sur les marchés de capitaux. Au Brésil, par exemple, nous avons lancé notre tout premier projet pilote de garanties totales de crédit pour couvrir l'intégralité des paiements de créances du promoteur d'infrastructure aux détenteurs d'obligations, en offrant à nos clients un instrument qui améliore les notations de crédit,

allonge la durée des prêts et assure un tarif compétitif. En Colombie, nous avons apporté notre soutien à une institution financière locale en lui offrant une garantie d'émission de la première obligation durable du pays. Nous avons ultérieurement répété cette expérience réussie en Argentine et au Pérou.

Au Panama, nous avons travaillé sur la première obligation à optique de genre, en ouvrant de nouvelles sources de financement pour les prêts sous-jacents qui soutiennent l'entrepreneuriat féminin. À présent de nouveaux acteurs suivent notre exemple, attirant ainsi davantage de capitaux vers des projets socialement inclusifs et respectueux de l'environnement.

Notre troisième décision a été de renforcer les prêts d'infrastructure et d'entreprise. Suivant en cela notre mandat d'« être audacieux en matière d'infrastructure », nous étendons notre exposition au risque dans les secteurs de l'énergie, des transports, de la santé, de l'éducation, de l'agroindustrie, du tourisme, de la technologie et de l'industrie manufacturière.

Ceci signifie que nous ne pouvons craindre les projets comportant des aspects complexes sur le plan environnemental, social et de gouvernance d'entreprise (ESG). Bien au contraire, nous les gérons proactivement en sélectionnant les clients pleinement engagés envers la durabilité. Nous collaborons avec eux. depuis la vérification préalable pendant tout le temps que nous les avons en portefeuille, avec des outils et des connaissances qui permettent de sauvegarder les actifs et les communautés ainsi que le milieu environnant. Le fait de pouvoir être sélectifs quant à nos clients signifie que lorsque des problèmes ESG surviennent, nous avons des partenaires dans la région qui peuvent atténuer les risques et déployer nos services à valeur ajoutée afin à la fois d'éviter de porter préjudice et d'apporter des avantages.

NOUS AVONS TENU NOS PROMESSES

Il y a quatre ans, nous nous étions fixé pour objectif que 15 % de nos projets allaient contribuer à une plus grande égalité entre les sexes. À présent, 18 % de nos projets répondent à ce critère. En outre, nous voulions que 30 % de nos projets aident à atténuer le changement climatique et nous atteignons précisément ce seuil tout en doublant le nombre de projets axés sur l'adaptation climatique.

Dès le regroupement, nous avons vu la possibilité d'accroître notre empreinte dans des zones délaissées telles que les petits pays insulaires (S&I). Nous nous sommes alors engagés à apporter du commerce aux petits pays insulaires et avons ciblé notre stratégie commerciale de manière à y inclure une cible de 10 % de volume de prêts d'ici 2020. En 2019, 14 % de nos projets et 7 % du volume de prêts ont apporté un soutien à ces plus petites économies. Nous avons au cours de l'exercice conclu notre premier prêt subordonné à Trinidad et Tobago et notre premier financement en monnaie locale en République dominicaine.

En analysant rétrospectivement les objectifs financiers, BID Invest avait décidé en 2017 d'être à l'origine de 3 milliards USD de projets de développement. À la fin de ce même exercice, nous avons approuvé 3,2 milliards USD. En 2018, nous nous étions fixé un objectif de 3,5 milliards USD et nous avons terminé l'exercice à 4,1 milliards. En 2018, nous nous étions fixé un objectif de 3,8 milliards USD et nous avons approuvé 4,7 milliards. Mais ce qui nous rend encore plus fiers, c'est ce que cela signifie pour le développement. Notre portefeuille a contribué à créer

38 000 nouveaux emplois, à soutenir le financement de 343 000 micro, petites et moyennes entreprises, et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'équivalent de 9,5 millions de tonnes de dioxyde de carbone.

L'ensemble du marché a également validé nos résultats. Au cours de l'exercice, nous avons eu l'honneur d'être reconnus Institution multilatérale de l'année par LatinFinance pour la deuxième année consécutive. Cet hommage, ajouté aux 33 autres prix qui nous ont été décernés au cours des quatre derniers exercices, met en relief les contributions de nos clients, partenaires et salariés au développement de notre région.

EN REGARDANT VERS L'AVENIR

BID Invest se situe à un point d'inflexion où la croissance va se poursuivre sur une courbe de tendance linéaire mais où notre impact sur le développement va devenir exponentiel. Comment allons-nous y parvenir ?

Tout d'abord, notre diversification sectorielle et notre offre produits vont demeurer essentiellement les mêmes mais nous allons renforcer notre cheville ouvrière afin de traiter les opérations avec une plus grande efficacité. Nous allons expérimenter nos nouvelles structures de projets auprès d'un plus large éventail de partenaires et d'instruments afin d'optimiser l'allocation de capital. La mobilisation future portera essentiellement sur la maximisation du pouvoir d'attraction de nos investisseurs mondiaux et sur l'effet de levier des actifs non utilisés sur les bilans institutionnels, ce qui veut dire changer notre mentalité de prêteur en gestionnaire d'actifs.

Nous restons également vigilants quant aux macro-tendances mondiales, à l'évolution des accords commerciaux, aux questions d'intégrité, au changement climatique, aux migrations, à l'inégalité et autres facteurs. Une culture de risque qui protège afin de promouvoir conduira le secteur privé de la région au-delà de la conformité. Nous aspirons à des pratiques ESG qui soient de première qualité, avec davantage de ressources consacrées aux risques contextuels et à l'implication des parties prenantes. Nous voulons que les investisseurs partout dans le monde sachent qu'être partenaires avec BID Invest est la meilleure manière d'atténuer les risques et d'investir dans la région.

Enfin, l'impact sur le développement et sa mesure continueront à appuyer tout ce que nous faisons. Nous continuerons de mesurer la contribution de chaque projet par rapport aux ODD. Au-delà du financement, nous continuerons de renforcer nos projets avec nos connaissances et nos services-conseils, multipliant ainsi notre impact. BID Invest a tenu ses promesses initiales audacieuses mais les enjeux futurs sont encore plus élevés.

Nous continuerons de nous joindre à nos clients, partenaires et parties prenantes pour créer des marchés et apporter notre pierre au développement de la région.


JAMES P. SCRIVEN
 DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BID INVEST

2019

NOUS AVONS ÉTÉ AUDACIEUX

« EN INFRASTRUCTURE »

NOTRE PORTEFEUILLE CRÉE 38 000 NOUVEAUX EMPLOIS

NOUS AVONS AUGMENTÉ NOTRE PRÉSENCE SUR LE TERRAIN DE **92%**

ET NOUS SOMMES MAINTENANT PRÉSENTS DANS 24 PAYS

EN SOUTENANT LE FINANCEMENT DE 343 000 MPME ET EN RÉDUISANT 9,5 MILLIONS DE TONNES DE DIOXIDE DE CARBONE CHAQUE ANNÉE

11 MILLIARDS USD D'ACTIFS SOUS GESTION



18% de nos projets contribuent à une plus grande égalité entre les sexes

SEMAINE DE LA DURABILITÉ 2019

36 PAYS 611 PARTICIPANTS

LA NOTATION DELTA MÉDIANE EST PARVENUE À **8,9**



POUR LE DEUXIÈME EXERCICE CONSÉCUTIF

LA MOBILISATION DE BASE A ATTEINT **1,4** MILLIARD USD

4,7 MILLIARDS USD D'APPROBATIONS

PRIX LATIN FINANCE INSTITUTION MULTILATÉRALE DE L'ANNÉE

155 ENGAGEMENTS DE SERVICES-CONSEILS

BID INVEST A EXPÉRIMENTÉ DE NOUVELLES STRUCTURES SUR LES MARCHÉS DE CAPITAUX

39 PRODUITS DE CONNAISSANCE ONT ATTEINT 10 MILLIONS AU PLAN MONDIAL

33 PRIX PRIX DÉCERNÉS



30% DE NOS PROJETS ATTÉNUENT LE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

NOUVELLE POLITIQUE

D'ACCÈS À L'INFORMATION

POINTS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

Approbations	
Nombre de projets	271
Types multiples de produits	127
Prêts	98
Garanties	41
Investissements sous forme de participations	2
Titres de créance	3
Montant	4 688 USD
Types multiples de produits	633 USD
Prêts	3 393 USD
Garanties	302 USD
Investissements sous forme de participations	80 USD
Titres de créance	280 USD
Groupe de pays C&D (sur la base du montant)	45%
Décaissements et garanties	
Décaissements	3 410 USD
Garanties	441 USD
Portefeuille d'actifs de développement	
Portefeuille actif	8 470 USD
Portefeuille actif pour Groupe de pays C&D (sur la base du montant)	44%
Mobilisation	
Mobilisation de base	1 441 USD
Engagements ajustés (2)	4 313 USD
Ratio de mobilisation de base (nombre de fois)	0,33
Services-conseils	
Pourcentage d'approbations de financements climatiques	27%
Levée de ressources de donateurs pour financement mixte et services-conseils	199,7 USD
Pourcentage de projets avec résultats en matière d'égalité entre les sexes (1)	18%
Nombre de nouveaux engagements clients pour services-conseils	90
1 Projets ayant une notation "Quelque peu", "Oui" ou "Exceptionnel" en matière de résultats de développement et/ou d'indicateur d'additionalité en égalité des sexes dans l'outil DELTA. Exclut les approbations du programme TFFP (Trade Finance Facilitation Program) et les opérations approuvées hors de l'outil DELTA	
2 Les montants engagés ont été ajustés pour refléter la méthodologie utilisée dans les rapports des banques multilatérales de développement sur la mobilisation	



IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

La façon d'obtenir l'impact maximum sur le développement est au cœur de ce que nous faisons. Nous concevons chaque projet de façon à ce qu'il y ait une valeur ajoutée au-delà du financement, aidant ainsi nos clients à mesurer les retombées sociales de l'investissement et à devenir plus compétitifs, résilients et viables. Cette notion de valeur ajoutée au-delà du financement est la pierre angulaire du Cadre de gestion de l'impact de BID Invest, c'est une approche globale axée sur l'apprentissage et l'amélioration continue pendant tout le cycle opérationnel.

Nous avons continué en 2019 à mettre en œuvre ce cadre qui est pleinement intégré aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et qui comporte une série d'outils permettant de soutenir le cycle opérationnel du début à la fin. Ces outils aident à guider la sélection,

à évaluer et assurer le suivi de l'impact sur le développement et des contributions aux ODD, à gérer et évaluer la performance du portefeuille, à créer de la valeur ajoutée pour le client et à veiller à l'apprentissage continu. Durant tout l'exercice, nous avons partagé ce cadre lors de divers forums avec des clients, des investisseurs d'impact et des banques multilatérales de développement, renforçant ainsi sa pertinence en tant qu'approche leader sur le marché. Pour plus amples détails, prière de se reporter à [Vue d'ensemble 2019 de l'efficacité du développement \(DEO\)](#).

Plus concrètement, nous avons lancé notre tableau de bord de Sélectivité stratégique qui soutient le montage en ciblant des projets qui correspondent aux principales lacunes de développement dans chaque secteur et pays, en accord avec les priorités institutionnelles et les

stratégies pays du Groupe BID. En passant à la phase de conception, nous évaluons l'impact potentiel sur le développement et l'additionalité de chaque projet grâce à l'outil DELTA (Development Effectiveness Learning Tracking and Assessment). Le score DELTA médian à l'approbation a augmenté depuis l'année précédente à 8,9 (sur 10), dépassant l'objectif du portefeuille qui était de 8,0. Cette augmentation a été principalement le résultat des meilleures notations parmi les projets du segment entreprises. Cette évaluation initiale est surveillée durant la supervision du projet et, à mesure que le portefeuille parvient à maturité, les résultats finaux en matière de développement associés à ces investissements sont évalués et validés indépendamment.

Marquant ainsi un autre accomplissement clé, nous avons déployé l'année dernière une nouvelle méthodologie permettant de mesurer la contribution des projets de BID Invest aux ODD. Nous avons analysé et étiqueté la totalité du portefeuille en fonction de l'objectif (ou des objectifs) ODD auquel chaque projet devrait contribuer, évaluation qui sera actualisée selon le cas au cours de la phase de supervision. Notre capacité installée de mesure des

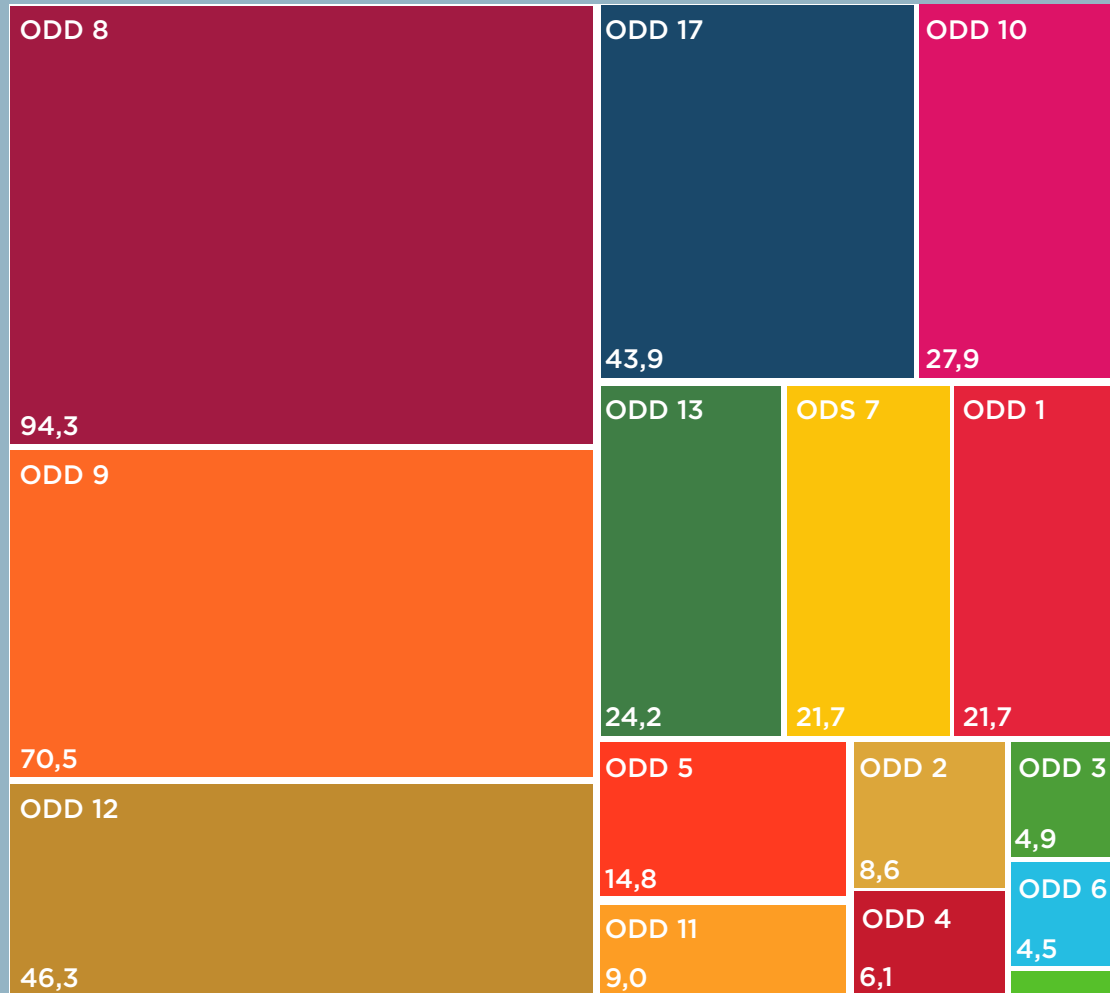
contributions ODD est une nouvelle façon d'ajouter de la valeur pour les clients et les co-investisseurs qui cherchent de plus en plus à établir un lien entre leurs opérations et investissements et les préoccupations mondiales. Pour témoigner de cet intérêt croissant, l'atelier "Comment mesurer et gérer l'impact des ODD" que nous avons organisé lors de Semaine de la durabilité 2019 a attiré plus de 50 clients et partenaires.

Enfin, nous avons continué de recueillir les enseignements retenus des projets passés afin d'améliorer la conception des nouvelles opérations. Plus de 500 enseignements retenus de près de 400 projets achevés dans 23 pays sont recueillis sur notre plateforme d'Analyse de l'efficacité en matière de développement. Nous avons également étudié de façon approfondie le secteur agroindustriel, en analysant les enseignements retenus de 20 projets achevés et en synthétisant les aspects pratiques à l'attention des équipes opérationnelles (voir [Chapitre 4 du DEO 2019](#) où figure un résumé de cette analyse).



**Contributions prévues
aux ODD pour les
projets approuvés entre
2016 et 2019**

* % d'opérations dans le portefeuille actif
% d'opérations contribuant aux ODD





PROJETS PHARES

INTERNET PARA TODOS PÉROU

Connectivité et télécommunications

Augmenter la connectivité est essentielle pour permettre à 100 millions de personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes actuellement sans service large bande mobile de profiter des avantages sociaux et économiques de l'accès à Internet. Cet obstacle représente un défi particulièrement dans les zones rurales et éloignées de la région où les opérateurs traditionnels ne parviennent pas à offrir une couverture adéquate. *Internet para Todos* (Internet pour tous) aide à résoudre le problème de la connectivité mobile rurale en améliorant le service et en offrant une couverture Internet mobile selon un modèle opérationnel de commerce de gros économiquement durable, fondé sur le libre accès et les nouvelles technologies.

En collaboration avec Facebook, Telefónica et CAF, BID Invest participe à la création de cet opérateur en gros d'infrastructure mobile rurale qui a pour objectif de réduire la fracture numérique et connecter les communautés rurales au Pérou. *Internet para Todos* permet à tout opérateur mobile et toute société du secteur des télécommunications de disposer d'une certaine fréquence d'utilisation de son infrastructure 3G et 4G et d'offrir des services de communications de qualité à des usagers, des entreprises et des organisations dans les communautés rurales. Telefónica del Perú ouvre son activité rurale actuelle à *Internet para Todos*. Entretemps, BID Invest, Facebook et CAF investissent dans la nouvelle entreprise. La réussite de ce projet, qui est le premier investissement sous forme de participation de BID Invest, pourrait jeter les bases de la réplification de ce modèle opérationnel dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il est prévu que l'opération soutienne six ODD : Pas de pauvreté (ODD 1), Égalité entre les sexes (ODD 5), Travail décent et croissance économique (ODD 8), Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9), Inégalités réduites (ODD 10) et Partenariats (ODD 17).



OUTES PRINCIPALES 2 & 7 PARAGUAY

Transports

L'infrastructure des transports est fondamentale pour la croissance et le développement d'un pays. L'amélioration de cette infrastructure renforce la compétitivité économique et facilite les processus de production, de distribution et de commercialisation. BID Invest aide le Paraguay à atteindre ces objectifs grâce au financement de l'amélioration des routes 2 & 7, principal couloir d'activité économique du pays. BID Invest a octroyé un montage financier de 200 millions USD à Concesionaria Rutas del Este, qui comprend les entreprises Sacyr Concesiones SA et Ocho A SA, pour doubler le nombre de voies de ces routes, augmenter leur capacité et renforcer la sécurité routière. Le soutien financier qu'apporte BID Invest comporte une garantie, en assumant le risque de construction des stades initiaux des travaux et en octroyant l'utilisation des ressources provenant d'une obligation émise par le concessionnaire sur le marché international. Pour les stades ultérieurs du projet, BID Invest a offert un prêt à long terme qui sera décaissé lors du paiement de la garantie. Ce projet est le premier contrat de partenariat public-privé (PPP) signé en vertu de la Loi paraguayenne PPP qui vise à attirer des investissements étrangers directs. Grâce à cette structure innovante, BID Invest soutient le développement des marchés de capitaux en finançant l'infrastructure au Paraguay. Il s'agit là d'un modèle efficace qui peut être reproduit sur d'autres marchés d'Amérique latine et des Caraïbes. Il est prévu que l'opération soutienne trois ODD : Travail décent et croissance économique (ODD 8), Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9) et Partenariats (ODD 17).

REPUBLIC BANK TRINIDAD ET TOBAGO

Transformation numérique, PME et logement

La transformation technologique des institutions financières est cruciale pour renforcer leur positionnement. En parallèle, les engagements de financement des petites et moyennes entreprises (PME) et du logement abordable sont importants pour promouvoir l'inclusion sociale et le développement économique. BID Invest a accordé à Republic Bank un prêt subordonné de 75 millions USD pour soutenir ces objectifs et consolider sa position comme l'une des institutions financières de premier plan dans les Caraïbes. L'obtention d'un financement adéquat est difficile pour les PME de Trinidad et Tobago où les prix élevés et la pénurie de terrains résidentiels constituent les principaux défis pour ceux qui recherchent un logement abordable. En donnant accès au financement par le biais d'un prêt subordonné de BID Invest, Republic Bank peut s'appuyer sur ces capitaux supplémentaires pour aider ses clients à surmonter les obstacles actuels dans ces deux segments. L'opération contribue en même temps au financement du programme de numérisation de Republic Bank pour les aspects à la fois internes et externes de son infrastructure technologique. BID Invest facilite de cette façon l'accès des trinitadiens au crédit et soutient l'expansion de Republic Bank dans les Caraïbes, ce qui contribue à l'adaptation de ses services vers les marchés sous-desservis. Il est prévu que cette opération soutienne cinq ODD : Travail décent et croissance économique (ODD 8), Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9), Inégalités réduites (ODD 10), Villes et communautés durables (ODD 11) et Consommation et production responsables (ODD 12).11) e Consumo e produção responsáveis (ODS 12).







PROPOSITION DE VALEUR

Nous collaborons avec des clients de tous secteurs stratégiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, en leur donnant accès à des ressources financières ainsi qu'à nos connaissances techniques et notre savoir-faire sectoriel. Notre travail au sein de BID Invest est de donner à nos clients les outils dont ils ont besoin pour une croissance durable.



NOTRE PROPOSITION DE VALEUR

INFRASTRUCTURE

Le développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes présente de nombreux défis et opportunités. L'un des défis les plus importants pour diminuer les inégalités et accroître la productivité des divers secteurs économiques est de continuer à réduire le déficit d'infrastructure. À ce titre, l'une des principales lignes d'action en 2019 a été de promouvoir le développement des grands projets d'infrastructure dans la région, en mobilisant le montant d'investissement le plus haut possible et en développant des structures de financement innovantes pour contribuer à la viabilité de ces projets.

EAU ET ASSAINISSEMENT

En Amérique latine et dans les Caraïbes, environ 30 millions de personnes n'ont pas accès à une eau potable traitée sûre. L'une de nos lignes d'action dans ce secteur est de financer des exploitants privés et des entreprises d'État qui ne peuvent avoir accès à des prêts avec garantie souveraine.

En outre, nous essayons d'identifier dans ce secteur des modèles de financement innovants qui aient de grandes chances

de pouvoir être reproduits dans la région. Pour la première fois, BID Invest a financé un partenariat public-privé (PPP) d'eau et d'assainissement au Brésil grâce à un prêt à BRK Ambiental de 442 millions BRL. Le projet bénéficiera aux segments vulnérables de la population urbaine de la ville de Recife située au nord-est du pays.

Nous axons également nos efforts sur le soutien à la désalinisation comme moyen pour les pays de s'adapter au changement climatique. À mesure que le coût des nouvelles technologies diminue, ces projets se transformeront en solutions viables dans les zones où les aquifères sont surexploités ou affectés par la montée du niveau de la mer.

INFRASTRUCTURE SOCIALE

La santé et l'éducation sont deux des secteurs qui constituent les plus grands défis au développement dans la région. Une grande partie de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a pas accès aux services de santé, que ce soit en raison de contraintes financières ou d'obstacles géographiques. Dans le

même temps, dans le secteur éducatif, le taux de décrochage scolaire est élevé et de nombreuses écoles ne disposent pas de l'infrastructure adéquate, comme l'accès à l'eau potable et à l'électricité.

Au sein de BID Invest, nous avons mis au point une stratégie de promotion de la santé et de l'éducation axée sur les matières des STEM, tout particulièrement par le biais de partenariats public-privé (PPP), afin d'améliorer les conditions des prestations de services et de rendre possible l'inclusion des secteurs à faible revenu. À titre d'exemple, voici le financement proposé pour l'ouverture du premier campus de l'université Texas Tech au Costa Rica. Cette nouvelle infrastructure d'éducation d'une capacité de 1500 étudiants permettra d'obtenir un diplôme universitaire en suivant le modèle d'éducation de cette université des États-Unis à un coût plus faible que sur son campus texan et avec une approche axée sur les domaines d'études qui sont très demandés sur le marché du travail au Costa Rica tels que l'ingénierie électrique et industrielle, l'informatique, les mathématiques, le commerce, la gestion, le commerce de détail ainsi que la gestion hôtelière et restauration.

TRANSPORTS

Des progrès significatifs ont été réalisés au cours de 2019 dans de vastes projets et services d'infrastructure des transports, dans des domaines tels que les routes et les ports.

À titre d'exemple, citons le projet Autopista al Mar en Colombie, où BID Invest a accordé un financement à long terme de 443 milliards COP (soit environ 143 millions USD) conjointement avec des banques commerciales internationales et locales qui ont apporté des fonds en dollars US et en pesos colombiens. Cette autoroute reliera les centres de production et de population du département d'Antioquia, y compris la ville de Medellín, à la côte caribéenne de Colombie et au nouveau port dont le développement est prévu dans le Golfe d'Urabá. Le principal objectif est d'améliorer la connectivité et l'intégration des populations bénéficiaires en réduisant les temps et les coûts de déplacement, et en améliorant la qualité des routes, de la sécurité et des services.



ÉNERGIE

Les énergies renouvelables ont reçu une impulsion majeure à la suite de la signature de l'Accord de Paris en 2016 dans le cadre duquel les pays signataires sont convenus de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin d'endiguer les effets du changement climatique. Toutefois, selon les Nations Unies, en Amérique latine et dans les Caraïbes environ 44 % de l'électricité provient encore de ressources non renouvelables.

L'une des lignes d'action stratégiques de BID Invest est de continuer à promouvoir l'expansion des énergies renouvelables dans la région. Nous avons pour objectif de promouvoir de nouvelles solutions d'énergie propre afin d'accélérer la transition énergétique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour y parvenir, nous soutenons financièrement et économiquement des projets robustes ainsi que des pratiques de gouvernance d'entreprise et de responsabilité sociale et environnementale afin de garantir des avantages à long terme pour le secteur privé. En 2019, nous accordé à X-Elio un montage financier de 34,9 millions USD pour la construction et l'entretien d'une centrale solaire d'une capacité de 200 MW dans l'État de Sonora au Mexique. Cette centrale solaire contribuera à la croissance économique du Mexique en ajoutant une source d'énergie plus compétitive, en accroissant la capacité installée d'énergie renouvelable non conventionnelle et en diversifiant la matrice énergétique du pays.

D'un autre côté, afin de développer les énergies renouvelables, il est également nécessaire d'augmenter la production d'électricité de base. Pour cette raison, nous avons au sein de BID Invest pris la ferme décision de soutenir la distribution de gaz naturel comme source de production

d'électricité en remplacement d'autres sources plus polluantes telles que le charbon ou les hydrocarbures. En fin d'exercice 2019, BID Invest a financé la construction d'Energía del Pacífico à El Salvador, la première centrale fonctionnant au GNL dans le Triangle Nord d'Amérique centrale. Elle produira 378 MW lors du démarrage de son activité en 2021, réduisant ainsi la dépendance du pays à l'égard des énergies fossiles et diminuant les importations d'électricité. Il est prévu qu'Energía del Pacífico augmente de 30 % la capacité énergétique d'El Salvador, modifiant ainsi la matrice énergétique du pays et réduisant la pollution liée à l'énergie.

Une autre ligne d'action est de faciliter les investissements dans des projets durables d'infrastructure à revenu fixe (par exemple les lignes de transmission) grâce à des outils simples et transparents qui offrent des garanties aux investisseurs quant aux caractéristiques environnementales de certains projets. Pour ce faire, BID Invest entend poursuivre ses activités conformément au cadre d'infrastructure durable élaboré conjointement avec la BID et a mis au point une méthodologie pour classer les lignes de transmission vertes. Une consultation publique sur cette méthodologie sera menée à bien dans les mois à venir afin de valider une norme de marché internationale. De cette façon, les investisseurs seront en mesure de facilement décider où placer leurs capitaux avec une meilleure certitude que les projets verts qu'ils analysent soient effectivement écologiques.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice, l'un des piliers stratégiques du segment financier a été de diriger la création d'une nouvelle catégorie d'actifs sur les marchés de capitaux d'Amérique latine et des Caraïbes, accélérant ainsi le développement d'obligations thématiques et durables.

PROJETS PHARES

PREMIER PILIER STRATÉGIQUE

À l'appui de cet objectif, nous avons apporté notre aide au Grupo Bancolombia pour la première obligation durable d'une entité privée en Colombie pour un montant de 657 milliards COP. Cette obligation vise à financer 26 projets de Bancolombia à retombées environnementales et sociales mesurables, dont huit entrent dans la catégorie des projets sociaux axés sur l'infrastructure de base et le logement social. Les 18 autres projets entrent dans la catégorie des projets verts et sont axés sur la construction durable, l'efficacité énergétique et la production plus propre.

Nous avons également collaboré avec Banistmo, filiale de Bancolombia à Panama, sur la première obligation à optique d'égalité entre les sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes, une opération de 40 millions USD à cinq ans qui vise à améliorer l'accès au financement des PME dirigées par des femmes, promouvant ainsi l'entreprenariat féminin et l'autonomisation économique dans le pays. Dans le domaine des obligations vertes, BID Invest a également collaboré avec Banco Pichincha pour soutenir la première émission d'obligations vertes en Équateur.





La participation de BID Invest à ces opérations novatrices pour la région favorise la prise de conscience environnementale et sociale et témoigne de la volonté et de l'intérêt d'un vaste groupe d'institutions financières à atteindre les ODD.

A constitué le second pilier stratégique l'engagement pris par BID Invest de promouvoir l'inclusion financière en axant son activité commerciale sur les institutions qui s'efforcent de réduire le déficit de financement parmi les secteurs les plus vulnérables de la société. Cette ligne de travaux vise à élargir l'accès et l'utilisation des services financiers formels, améliorant ainsi les capacités financières de la population qui n'a pas eu accès à ces services. Seuls 51 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes ont à ce jour un compte auprès d'une institution financière formelle.

BID Invest collabore avec ses clients afin de créer des systèmes financiers inclusifs qui permettent de renforcer les institutions financières de la région et de stimuler la concurrence. Nous nous efforçons de faire en sorte que les intermédiaires financiers de nos pays, notamment les banques et les institutions non financières telles que les coopératives et les sociétés de crédit-bail et d'affacturage, axent leurs prestations de services financiers sur les populations sous-financées et marginalisées, à savoir les populations urbaines à faible revenu, les communautés rurales, les femmes, les populations autochtones, les PME, les réfugiés et les migrants.

PROJETOS EM DESTAQUE

PILAR ESTRATÉGICO II

À titre d'exemple de ces travaux citons le prêt de 100 millions de reales octroyé à Omni, prestataire de solutions de crédit pour les populations sous-desservies du Brésil. Ces fonds permettent à l'entreprise de développer son portefeuille de microcrédit dans trois principaux segments : fintech, transports et micro-entrepreneurs immigrants. L'opération a permis à Omni d'ajouter un plus grand nombre de micro-entrepreneurs comme clients, aidant ainsi à réduire le déficit d'inclusion financière du pays. Nous avons également accordé un financement renouvelable de 25 millions USD à l'institution financière non bancaire Eurocapital afin qu'elle puisse renforcer sa croissance transnationale et ses stratégies de diversification produits. Les fonds lui ont permis d'augmenter le financement pour des PME au Chili et au Pérou par le biais de l'affacturage.

Un autre projet pertinent à cet égard est Bancamía, institution de microfinance colombienne qui est principalement axée sur le soutien aux groupes de populations vulnérables et sur l'octroi de prêts à des fins productives. BID Invest a octroyé un





prêt en monnaie locale équivalent à 35 millions USD qui va l'aider à procurer du financement à des micro-entrepreneurs ruraux et urbains. Afin de renforcer le travail de Bancamía en financement rural durable, BID Invest a proposé une assistance technique préalable à l'obtention du prêt en se servant des ressources du fonds Climate Smart Agriculture Fund. En est résulté le programme « Creditverde Adaptación », ligne de financement pour micro-entrepreneurs ruraux afin qu'ils puissent faire face et atténuer le changement climatique. Bancamía est la première institution financière privée de Colombie à avoir développé ce type de produit financier.

Nous avons en outre renforcé nos capacités de financement en monnaie locale dans le cadre de notre stratégie institutionnelle afin de pouvoir proposer des produits plus souples et innovants dans la monnaie de chaque pays et promouvoir les marchés de capitaux locaux. BID Invest a accordé un prêt en pesos dominicains pour l'équivalent de 50 millions USD au Banco Múltiple BHD León. Les ressources sont destinées à financer 400 PME dont au moins 40 % sont gérées ou dirigées par des femmes. Enfin, au niveau sectoriel, BID Invest continue de soutenir les associations bancaires de la région en menant à bien des programmes de développement durable, en encourageant l'élaboration ou l'adoption de protocoles verts en El Salvador et en Argentine.

ENTREPRISES

TÉLÉCOMMUNICA- TION, MEDIAS ET TECHNOLOGIE

Dans le domaine Télécommunications, médias et technologie (TMT), nous avons continué à mettre l'accent sur l'amélioration de la connectivité dans la région. Ceci va du financement de l'infrastructure du service large bande mobile à l'infrastructure partagée, telle que les antennes relais cellulaires, en passant par l'accroissement de l'accessibilité des appareils mobiles afin qu'un plus grand nombre de personnes profitent des avantages de l'internet. Les smartphones sont la porte d'entrée pour de vastes secteurs de la population à l'accès à internet large bande, raison pour laquelle BID Invest a mis au point des structures de financement innovantes qui ont été répliqués au Chili et en Équateur en 2019.

PROJETS PHARES

Au Mexique, où 40 millions d'habitants n'ont pas accès à Internet et où seules 15 % des petites entreprises sont connectées, nous avons accordé un prêt de 50 millions USD à Red Compartida, qui est un PPP entre le gouvernement mexicain et Altán, créé pour améliorer l'accès à la connectivité et favoriser la concurrence dans l'industrie des télécommunications. Red Compartida a mis en place un modèle nouveau dans le secteur des télécommunications, en offrant des services de gros de télécommunications mobiles 4G-LTE (prêt 5G) en infrastructure partagée, à des prix compétitifs et de façon non discriminatoire. BID Invest a également octroyé un prêt de 75 millions USD à Telecom Argentina pour permettre à celle-ci de continuer à développer le secteur des télécommunications dans le pays,



financer une partie du plan d'investissement stratégique de la société pour le déploiement du réseau 4G et offrir une meilleure connectivité sur tout son territoire.

En Bolivie, nous avons accordé un prêt de 58,5 millions USD à Phoenix Tower International (PTI) afin de renforcer le marché de l'infrastructure indépendante dans le secteur des télécommunications et de le développer plus efficacement. Le projet est une solution commerciale innovante pour le marché bolivien car il favorise l'utilisation partagée des antennes de télécommunications. Le partage améliore la productivité en rendant le déploiement de nouveaux réseaux plus rentables et dynamiques tout en réduisant le déficit de connectivité.

AGROINDUSTRIE

A estratégia do BID Invest para o setor estava assentada em três pilares: aumento da competitividade, apoio a modelos de negócios inclusivos e mitigação e adaptação às mudanças climáticas. Para isso, prestamos assistência financeira e técnica com o objetivo de otimizar o uso dos recursos, melhorar as cadeias de valor e ampliar a capacidade instalada e a produtividade do agronegócio na região.

PROJETOS EM DESTAQUE

À titre d'exemple de notre soutien à des modèles opérationnels inclusifs, citons un prêt jusqu'à hauteur de 15 millions USD accordé à Belize Sugar Industries Limited (BSI). Le prêt qui est la première opération de BID Invest à Bêlize, apporte son soutien à la principale source d'emplois et d'activité économique de la région nord. L'industrie sucrière de Bêlize est confrontée à des défis de durabilité en raison de la chute des prix et des changements de politique commerciale de son principal marché export, l'Union européenne. Le prêt a permis

à BSI de faire les investissements nécessaires pour atténuer ces difficultés, en augmentant la production et l'exportation de sucres à plus haute valeur ajoutée (sucre destiné à la consommation directe), en diversifiant ses marchés export et en renforçant sa chaîne de valeur. L'augmentation du revenu de BSI constitue un transfert économique pour sa chaîne logistique comprenant plus de 5400 petits et moyens producteurs qui partagent le chiffre d'affaires net des sucres à plus haute valeur produits par BSI. BID Invest accompagne le financement d'une assistance technique afin d'aider à améliorer la productivité agricole et la viabilité des producteurs de canne à sucre.

Nous avons aussi accru notre soutien aux modèles opérationnels inclusifs et à la chaîne de valeur du secteur agricole et sylvicole d'Uruguay, en finançant les producteurs jusqu'à hauteur de 30 millions USD. La structure de cette opération a été conçue au sein d'une fiducie financière qui a levé des fonds au travers de l'octroi privé de titres de créance devant être souscrits par BID Invest. Les fonds servent à financer 60 producteurs agricoles et sylvicoles clients d'Interagrovia (John Deere Uruguay) pour l'achat de nouvelles machines dotées de technologies modernes, permettant ainsi d'accroître leur productivité et leur rendement. Pour sa première opération de financement d'agriculteurs, BID Invest accorde des conditions et des montants répondant aux besoins des producteurs agricoles et sylvicoles uruguayens.

Nous apportons également notre soutien et nos services-conseils à des entreprises du secteur agricole d'Amérique latine et des Caraïbes pour qu'elles fassent des investissements judicieux leur permettant d'améliorer leur résistance face au changement climatique. BID Invest et Rabobank ont accordé un financement d'une durée de 7 ans jusqu'à hauteur de 30 millions USD pour soutenir Desdelsur. Ce projet finance l'achèvement du vaste projet d'élevage des clients, créant le plus grand parc d'engraissement d'Argentine et renforçant sa position dominante

dans l'exportation de légumineuses et d'oléagineux grâce à l'augmentation de la production, à l'agrandissement de sa chaîne de valeur agricole et à l'augmentation de sa flexibilité financière. Compte tenu de son emplacement dans une région aride située au nord de l'Argentine, Desdelsur est fortement exposée aux phénomènes climatiques. Son rendement a déjà été affecté par le passé et c'est pourquoi une clause de résilience financière a été incorporée à la structure de financement. Ce mécanisme innovant permet à Desdelsur de rééchelonner ses remboursements en capital sur une certaine période si ses opérations sont entravées par des événements climatiques qui l'empêchent de rembourser sa dette, permettant ainsi à l'entreprise de s'en remettre et à son activité de revenir à la normale. BID Invest a également accordé à Desdelsur deux subventions d'assistance technique, l'une pour créer un plan de mise en réseau et de formation pour les communautés autochtones voisines (wichi, chorote et guaraní, entre autres) leur permettant de participer plus amplement à l'économie régionale, et l'autre pour améliorer la structure de gouvernance d'entreprise de Desdelsur, en accroissant son efficacité opérationnelle et en consolidant son processus de prise de décision.

TOURISME

Au cours de l'exercice, l'activité de BID Invest dans ce secteur s'est portée sur l'exploration d'opportunités commerciales de développement du tourisme durable vers de nouvelles destinations, en identifiant des projets susceptibles d'aider à recouvrer le patrimoine historique et à renforcer l'égalité entre les sexes ainsi que de soutenir les communautés autochtones. Ont également été placés en priorité les projets qui favorisent la durabilité sociale et environnementale, tels que le financement de projets d'efficacité énergétique et hydraulique. Toutefois, pour ces entreprises, la gestion directe de leur impact environnemental et social n'est plus considérée comme suffisante. Il y a une

prise de conscience croissante du besoin de tenir compte de la chaîne de valeur et de l'impact exponentiel que leur activité peut avoir sur les communautés locales.

BID Invest contribue au développement du secteur du tourisme non seulement par le biais du financement mais également par le biais de solutions innovantes pour l'ajout de groupes vulnérables, tels que les femmes et les populations autochtones, à la chaîne de valeur. Nous explorons également de nouveaux modèles opérationnels pour l'hébergement qui visent à susciter l'intérêt des nomades numériques, ce groupe de voyageurs qui est à la recherche constante d'expériences et d'occasions authentiques de connexion avec les communautés locales.

PROJETS PHARES

BID Invest a financé un prêt de 37,2 millions USD à West Resort, projet de tourisme durable dans l'archipel de Bocas del Toro au Panama. West Resort construira un hôtel de 118 chambres qui représente la première phase de Casi Cielo, un complexe polyvalent comportant divers éléments touristiques. Il est prévu que le projet renforce la croissance économique de la zone grâce à la création d'emplois, de formation et d'éducation pour les communautés avoisinantes ainsi que l'intégration des petites entreprises et exploitants agricoles locaux dans la chaîne de valeur du complexe touristique. En outre, West Resort favorisera la diversification de l'industrie touristique de Panama en apportant son soutien au développement de Bocas del Toro en tant que destination touristique.

Au Costa Rica, BID Invest a octroyé un prêt de 5 millions USD à Caribe Hospitality, client récurrent du Groupe BID et l'un des plus importants promoteurs immobiliers d'Amérique centrale, pour la construction d'un hôtel urbain à San José. L'hôtel de 120 chambres qui sera affilié à la marque Marriott Fairfield et disposera d'une certification durable LEED, sera situé au sein

d'un complexe polyvalent, à quelques minutes de l'aéroport international de la capitale du Costa Rica, cherchant à répondre aux besoins du segment des réunions d'affaires ainsi qu'à celui du tourisme de loisirs.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

BID Invest œuvre à l'amélioration de la productivité des entreprises manufacturières en Amérique latine et dans les Caraïbes en encourageant l'emploi productif, l'innovation, l'adoption de nouvelles technologies, l'intégration régionale et l'optimisation de l'utilisation des ressources, notamment le recyclage et l'efficacité énergétique.

PROJETS PHARES

BID Invest est le chef de file d'un financement de 800 millions USD pour Klabin, le plus grand producteur, exportateur et recycleur de papier d'emballage au Brésil et le plus grand producteur de papier d'Amérique latine, soutenant ainsi la croissance et améliorant la productivité de l'industrie brésilienne de la pulpe et du papier. L'opération consiste en un financement de 180 millions USD de BID Invest et de 620 millions USD d'autres banques de développement, fonds de cofinancement et banques commerciales, qui vient renforcer la capacité de BID Invest à mobiliser des investisseurs internationaux afin d'entreprendre des projets à plus grand impact et plus grande échelle dans la région. Le projet vise à augmenter la production industrielle brésilienne et son efficacité, à promouvoir le commerce mondial et régional par la croissance des exportations, à agrandir et rationaliser la chaîne de valeur de l'industrie de la pulpe et du papier, et à créer des emplois et accroître la production d'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Il vise aussi à améliorer les pratiques sociales et environnementales du secteur au Brésil.





FINANCIAL

HOW TO USE: Enter your budget for each category in the Summary by Category table below. Enter transactions on the Transactions sheet to see how your actual spending compares to your budget.

ACTUAL SUMMARY



Monthly contribution	THB1,500	THB1,750	THB2,000	THB2,250	THB2,500
TOTAL SAVED	THB1,500	THB1,750	THB2,000	THB2,250	THB2,500

SAVINGS GOAL	THB1,500	THB1,750	THB2,000	THB2,250	THB2,500
SAVINGS CALCULATOR	THB1,500	THB1,750	THB2,000	THB2,250	THB2,500

SERVICES-CONSEILS ET FINANCEMENT MIXTE

En 2019, BID Invest a approuvé un total de 90 prestations de services-conseils (59 en climat, 13 en égalité des sexes, diversité et inclusion, 6 en partenariats public-privé (PPP) et 12 en commerce durable, et micro, petites et moyennes entreprises (MPME)). À la fin de l'exercice, le portefeuille actif de services-conseils comportait un total de 155 prestations (99 en climat, 29 en égalité des sexes, diversité et inclusion, 6 en partenariats public-privé (PPP) et 21 en commerce durable, et micro, petites et moyennes entreprises (MPME)).

L'équipe a été en mesure au cours de l'exercice de diversifier le portefeuille en obtenant un meilleur équilibre entre les segments (29 % de sociétés, 31 % d'intermédiaires financiers et 40 % d'infrastructure et d'énergie) et avec une plus grande couverture de l'ensemble de la région où 43 % des services-conseils ont été fournis à des clients des pays C&D. Une attention spéciale a été portée au développement de services-conseils dans les petits pays insulaires comme outil de développement commercial et d'impact,

avec un total of 23 projets actifs dans les petits pays insulaires dont 15 ont été approuvés en 2019. En outre BID Invest a étendu son programme de services-conseils en matière de commerce durable dans des domaines comme les plastiques, l'économie circulaire et l'accès des migrants au financement.

Au cours de 2019, le financement climatique s'est monté à 27 % du volume approuvé, 18 % des opérations ont encouragé l'égalité entre les sexes, la diversité et l'inclusion et 33 % du volume approuvé ont soutenu les MPME.

Nous avons durant l'exercice engagé 28,1 millions USD de ressources de financement mixte dans 5 projets, en soutenant 236 millions USD d'investissements, avec une notation DELTA moyenne de 8,7. Au-delà du renforcement de la proposition non financière de BID Invest, des efforts ont été faits pour accroître les connaissances et l'influence et nous avons atteint des jalons important en matière de positionnement, de levée de fonds et de partenariats.



AUTRES JALONS

BID Invest a continué de rehausser son profil dans la lutte contre le changement climatique. En 2019, lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, nous avons présenté des solutions financières innovantes à l'appui des objectifs de l'Accord de Paris et nous sommes positionnés comme un partenaire de choix dans ce domaine. BID Invest s'est en outre jointe au Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD - Task Force on Climate-related Financial Disclosures) qui définit un plan d'action pour être en conformité avec les recommandations (se reporter à la première information financière TCFD qui figure en annexe). BID Invest a également facilité la signature des protocoles verts par les associations bancaires d'El Salvador et d'Argentine et collaboré au premier rapport sur l'état du marché des obligations vertes dans la région.

Le Groupe WeforLAC (Femmes Entrepreneurs pour l'Amérique latine et les Caraïbes) a été accepté par le We-Fi Committee, garantissant 24 millions USD pour un programme axé sur les PME dirigées par des femmes. Grâce à ces ressources, BID Invest va mettre en place des mécanismes de financement innovants visant à encourager l'intégration de PME dirigées par des femmes dans les chaînes de valeur.

En outre, conjointement avec ESADE, l'école de commerce de Barcelone, BID

Invest a publié le rapport "Gender Lens Investing: How finance can accelerate gender equality in Latin America and the Caribbean [Investissement à optique de genre : comment le financement peut accélérer l'égalité entre les sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes par le biais du secteur privé] , première étude détaillée sur les opportunités d'investissement visant à accroître l'égalité entre les sexes dans la région par le biais du secteur privé.

BID Invest et le Canada ont lancé la seconde phase du projet Canadian Climate Fund for the Private Sector in the Americas (C2F) [Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques], programme de financement mixte pour le climat avec optique de genre pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Une mobilisation est prévue jusqu'à hauteur d'1 milliard USD d'investissements du secteur privé dans des domaines comme l'énergie renouvelable, l'agriculture et la sylviculture durables afin d'aider les segments de population régionale les plus vulnérables, tout particulièrement les femmes et les jeunes filles, pour une meilleure préparation et adaptation au changement climatique.

Enfin, BID Invest a organisé le PPP Americas, le plus important forum de discussion sur les partenariats public-privé en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec plus de 300 participants des secteurs public et privé.



MOBILISATION DES RESSOURCES

BID Invest poursuit ses efforts de mobilisation de ressources externes en Amérique latine et dans les Caraïbes. La stratégie commerciale a été conçue pour donner suite aux mandats répétés de l'Assemblée des Gouverneurs d'augmenter la capacité du Groupe BID à mobiliser des ressources de tiers. En tout, 30 opérations syndiquées ont été conclues en 2019. La mobilisation de base a atteint le chiffre de 1,4 milliard USD, soit une augmentation de 36,8 % par rapport à l'exercice précédent.

La proposition de valeur de mobilisation faite par BID Invest aux investisseurs comprend l'expérience de cette dernière en qualité de chef de file et teneur de livres ainsi que sa solide connaissance et son pipeline de projets dans tous les secteurs de la région. Pour faire face aux changements qui se sont opérés dans le paysage financier, où les banques commerciales se sont progressivement surtout axées sur leur marché national. BID Invest a adapté son offre de produits et développé de nouvelles solutions afin d'élargir sa base d'investisseurs.

Certaines des solutions éprouvées en matière d'augmentation des capacités de mobilisation sont :

- Obligations B pour attirer les Investisseurs institutionnels qui recherchent des émissions à longue échéance pour correspondre à leur passif.

- Comptes gérés établis pour attirer des fonds d'investisseurs institutionnels sur une approche de gros principalement. BID Invest est actuellement en négociations pour établir ces programmes avec plusieurs investisseurs institutionnels.

- Garanties totales de crédit conçues pour mobiliser des fonds qui contribuent aux ODD auprès de différents investisseurs qui n'ont pas par ailleurs d'appétit au risque pour de tels actifs.

Au cours de 2019, les efforts de montage d'opérations ont contribué à incorporer un flux constant d'actifs bancables et un intérêt accru de la part de co-investisseurs. Des efforts supplémentaires ont permis d'ouvrir de nouvelles discussions avec des investisseurs sur des marchés où opère BID Invest. Enfin, plusieurs efforts de relation et de communication ont été entrepris afin d'augmenter nos partenariats de mobilisation.



APPROCHE DE DURABILITÉ

Au sein de BID Invest, nous visons à accroître le développement durable en combinant nos forces avec celles de nos clients et au travers de nos interventions contribuer aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous encourageons le développement durable au travers de la gouvernance d'entreprise et de la sauvegarde de l'environnement et des communautés. En 2019, le programme de durabilité de BID Invest a mené ces travaux au niveau supérieur.





NORMES VOLONTAIRES DE DURABILITÉ POUR LE SECTEUR FINANCIER

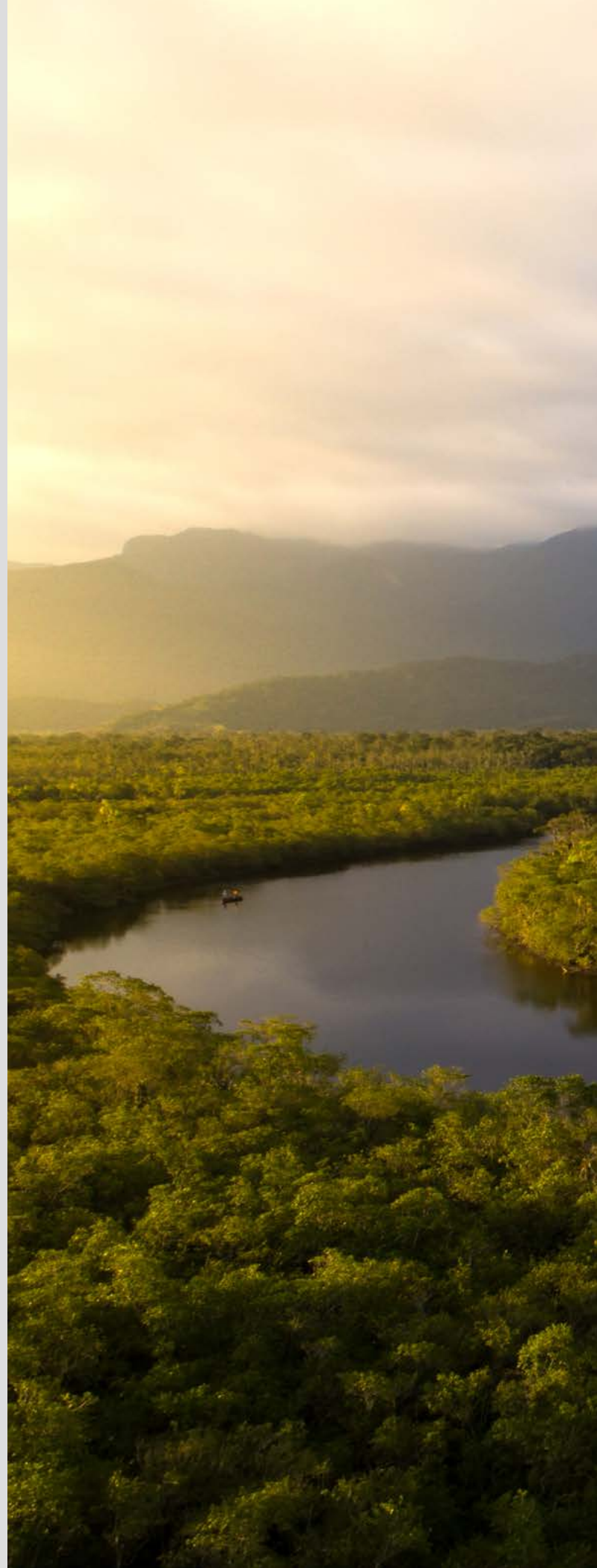
BID Invest voit l'élaboration de normes de durabilité au niveau sectoriel dans le secteur financier comme un tremplin clé pour l'amélioration de l'intégration ESG, la promotion continue des prêts verts et l'aide aux pays visant à aligner avec les ODD leurs propres plans de développement tels que les Contributions déterminées au niveau national (NDC). En 2013, le Groupe BID a commencé à apporter un soutien à quatre banques paraguayennes afin d'établir la première table-ronde de financement durable du pays. Depuis lors, cette table-ronde s'est agrandie pour inclure 15 banques et compter avec l'appui de la Banque centrale. Ces efforts ont récemment attiré l'attention d'autres banques privées et organes de réglementation de la région. En 2019, BID Invest a soutenu le développement et le lancement de tables-rondes similaires en Argentine et à El Salvador, avec un large appui du secteur bancaire dans l'espoir que ces pays placent plus haut la barre en matière de gestion environnementale et sociale et déploient du capital pour des investissements verts et durables.

AMÉLIORATION DE LA GESTION DU RISQUE DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les récents événements dans la région mettent en relief l'importance de la gouvernance d'entreprise dans le développement et la création de valeur à long terme. En 2019, BID Invest s'est axée sur la combinaison gestion de risque et services-conseils en matière de gouvernance d'entreprise à valeur ajoutée avec le soutien d'un programme d'assistance technique afin de combler les lacunes de gouvernance d'entreprise identifiées au cours de la vérification préalable. Le programme de gouvernance d'entreprise de BID Invest vise à renforcer l'environnement commercial en promouvant les valeurs éthiques, en raffermissant la transparence, en améliorant la confiance et en favorisant la responsabilité sociale des entreprises. À titre d'exemple, BID Invest a apporté son aide à KUA Mex Foods, entreprise du secteur des aliments et boissons diététiques au Mexique afin d'améliorer ses contrôles internes, ses processus de gestion des risques et son programme de conformité, actions qui amélioreront nettement la supervision d'ensemble du Conseil.

MISE À JOUR DE LA POLITIQUE DU CADRE DE DURABILITÉ

Dans le cadre de nos efforts renouvelés en faveur de l'accès à l'information, BID



Invest a, entre juin et octobre 2019, mis en place des consultations publiques pour la mise à jour de la Politique de durabilité environnementale et sociale. Nous avons reçus plus de 350 commentaires de la part de plus de 150 participants et avons inclus des séances virtuelles pour augmenter notre inclusivité et l'accès à la plateforme. La révision de la politique devrait être achevée début 2020.

GESTION DU RISQUE ET DIVULGATION D'INFORMATIONS LIÉES AU CLIMAT

Le Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) du Conseil de stabilité financière du G20 a mis au point des recommandations afin de pouvoir mesurer et gérer les risques et opportunités liés au climat. En 2019, BID Invest a décidé d'adopter les recommandations TCFD et de créer un comité directeur pour superviser le processus d'alignement. Actuellement, BID Invest étudie les risques climatiques pour les investissements à haut risque proposés. BID Invest actualise les outils afin de tenir compte et de filtrer les risques physiques et de transition liés au climat au cours du processus d'approbation de l'investissement. Si cela est jugé nécessaire, des plans d'actions seront mis au point qui viendront en complément des travaux en aval de BID Invest pour identifier les possibilités d'effectuer des interventions climatiques.

PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

ET RISQUES CONTEXTUELS

Le portefeuille de BID Invest comporte plusieurs projets à haut risque, selon leur classification par leur niveau de risques environnementaux et sociaux, l'attention des parties prenantes et la localisation du risque contextuel élevé en raison de conflits armés, de tensions sociales ou de violence. Étant donné l'attention accrue que suscite ces projets, BID Invest a publiquement réaffirmé son engagement en faveur de bonnes pratiques internationales dans le contexte de tous les aspects sociaux des projets, y compris les droits de l'homme.

BID Invest collabore proactivement avec les clients de projets sensibles, particulièrement dans des vastes projets d'infrastructure, sur la participation significative des parties prenantes et la bonne divulgation des informations. BID Invest a lancé une invitation porte ouverte pour faire participer la société civile de la région. Ceci s'est effectué dans le contexte de la formation d'un volet social avec la participation d'une équipe dédiée des parties prenantes visant à apporter une aide aux clients pour aborder les risques contextuels, les droits de l'homme ainsi que la participation de la société civile et de la communauté locale, axée sur la prévention du risque.

Une culture de risque qui protège afin de promouvoir vise à conduire le secteur privé de l'Amérique latine et des Caraïbes au-delà de la conformité. BID Invest aspire à des pratiques ESG qui soient de première qualité, avec un plus grand nombre de ressources consacrées aux risques contextuels, à la participation des parties prenantes et à la bonne gouvernance d'entreprise afin d'accroître le sentiment de confort de l'investisseur à établir un partenariat avec nous pour le long terme.

 BID | Invest

SV
201





PLATAFORMA DA SEMANA DA SUSTENTABILIDADE

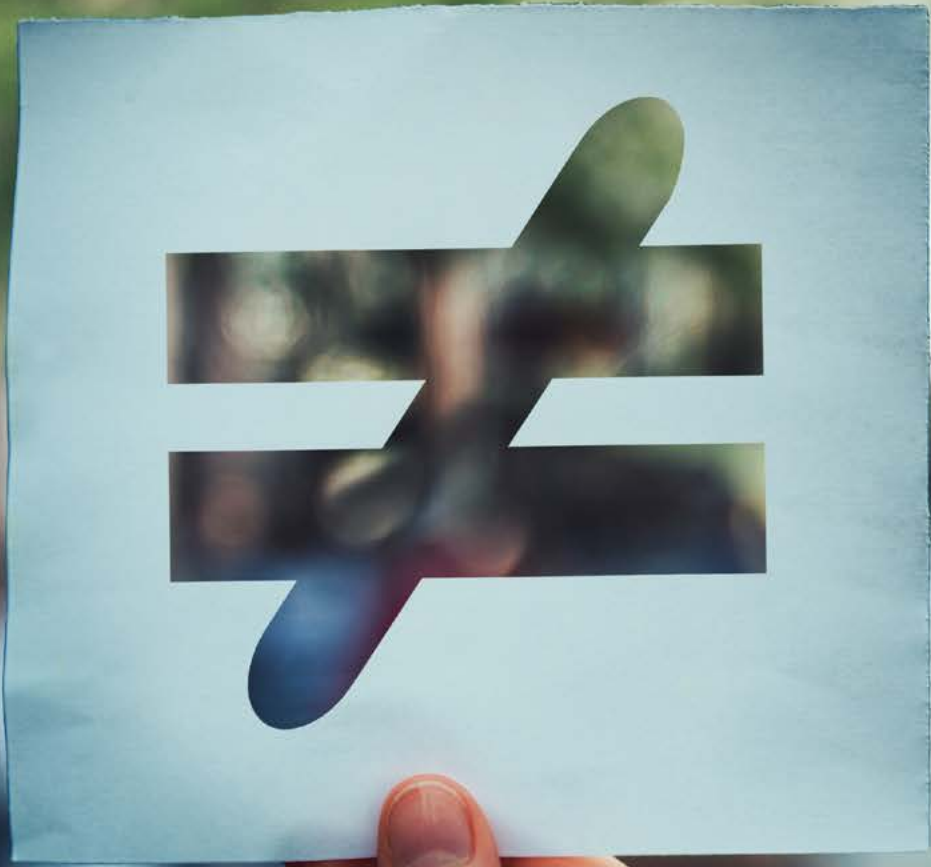
Pour construire la capacité du secteur privé et promouvoir le partage des connaissances et la mise en réseau, BID Invest a organisé la Plateforme Semaine de la durabilité. L'événement de 2019 qui s'est déroulé à Panama City, au Panama, a accueilli 611 participants de 36 pays et 272 institutions du secteur privé, du gouvernement et de la société civile.

Les trois premiers jours ont porté sur des sujets sociaux et environnementaux divers concernant les institutions financières, l'infrastructure durable, les ODD, l'agriculture judicieuse au niveau du climat et le tourisme durable, axé sur la transversalité de l'implication des parties prenantes et de la gestion de crise. La seconde moitié était axée sur la gouvernance d'entreprise qui attire actuellement certains de principaux dirigeants d'entreprise de la région et a connu une augmentation de 23 % de

participation par rapport à l'année passée et une augmentation de 320 % comparé à 2015. Cette Semaine de la durabilité a également présenté un événement de deux jours sur le renforcement des capacités en matière d'évaluation du risque lié au genre.

La Semaine de la durabilité a été mentionnée 182 fois dans les médias traditionnels, y compris dans les médias internationaux tels que EFE et El País, ce qui représente une augmentation de 658 % par rapport à 2018 et plus de 1,5 million de visionnements sur les médias sociaux, mettant l'accent sur notre rôle en tant qu'intermédiaire de confiance en matière de connaissances. BID Invest a, au cours de l'événement, signé deux lettres de mission avec des clients de l'agroindustrie, ce qui met en avant la pertinence pour les clients et l'expansion commerciale.





CULTURE DE BID INVEST

Au sein de BID Invest, nous effectuons notre travail avec une énergie débordante et un idéal élevé. Nos clients sont au cœur de tout ce que nous faisons. Nous recherchons des solutions agiles et innovantes pour répondre à leurs besoins, en apportant notre savoir-faire technique et notre engagement d'excellence.

En 2019 nous nous sommes attachés à redynamiser notre culture au travers de l'engagement de nos salariés et

collaborateurs internes par des actions grandes et petites. Nous avons mis au point un plan d'action afin de saisir des améliorations continues à différents niveaux. Le plan d'action comporte la mobilisation de plus de 30 « champions » qui impulsent des initiatives au sein de leur équipe respective. Grâce à ces actions nous visons à insuffler une expérience et une langue communes dans toute l'organisation.

CRÉER DES TRADITIONS ET ACCROÎTRE LA CONFIANCE

Notre retraite annuelle d'entreprise, Knowledge Week, continue année après année d'être un point d'inflexion qui rassemble l'ensemble de nos quelque 400 salariés pour apprendre, connecter et réfléchir sur notre culture. Cette année, nous avons prêté une attention spéciale au renforcement de la notion de confiance en écoutant Stephen Covey lors de l'atelier « The Speed of Trust ».

Parmi les autres moments d'intégration citons les réunions « All-Hands » qui tiennent le personnel au courant des initiatives et des résultats commerciaux, et d'autres expériences culturelles qui favorisent le développement de l'esprit d'équipe, les activités familiales et les espaces de conversation informelle entre nos dirigeants et le personnel.

DIVERSITÉ ET INCLUSION

Nous avons pour objectif de créer un lieu de travail inclusif, où tous les salariés sont impliqués et où ils peuvent être véritablement eux-mêmes au bureau. Pour soutenir cette ambition, nous portons nos efforts sur la recherche de la diversité et de l'inclusion, et nous mettons notre équipe de direction, nos cadres et nos employés face à leurs responsabilités.



En novembre, nous avons à nouveau obtenu la Certification EDGE (Economic Dividends for Gender Equality) au niveau Évaluation ce qui reflète notre engagement à 100 % en faveur de l'égalité entre les sexes.

Dans le cadre de cet engagement, des Équipes d'égalité entre les sexes ont été créées par des collègues de tous niveaux et départements pour analyser et recommander des mesures concernant l'écart salarial, le recrutement, les horaires flexibles, le développement de carrière et les promotions. Ont résulté de cette initiative un meilleur suivi des horaires de travail flexibles, l'augmentation du nombre de femmes à des postes de direction et la mise en œuvre d'opportunités de développement de carrière.

PROGRAMME D'ÉCHANGE DE PERSONNEL (StEP)

Le Programme d'échange de personnel (StEP) est une rotation d'un an du personnel entre les départements Opérations d'investissement et Gestion des risques où les participants ont la possibilité d'approfondir leur expérience professionnelle, d'enrichir la collaboration institutionnelle et ce faisant d'améliorer les résultats de BID Invest. Le programme a permis à six membres du personnel d'acquérir une compréhension mutuelle des responsabilités et des points de vue respectifs. En 2020

sera lancée la deuxième année réussie de ce programme.

LEADER EN RÉSIDENCE

Le programme Leader en résidence est un programme conçu pour le personnel cadre qui se rend dans les Bureaux pays pour une durée d'un à trois mois afin d'approfondir les relations avec les clients, de renforcer le partage des connaissances et les pratiques d'amélioration continue, d'encourager les synergies avec les employés du secteur public et de servir de mentor au personnel de BID Invest sur le terrain. Depuis le lancement du programme, trois cadres se sont rendu en Colombie, en Jamaïque et à Panama. Ce programme a conduit à une meilleure compréhension des activités du Groupe, de ses défis et opportunités et a donné aux cadres l'occasion d'être plus proches du personnel sur le terrain.

En conclusion, nos améliorations culturelles font partie de la transformation de notre entreprise qui vise à revitaliser notre personnel et à ce que nous restions unis vers un objectif commun, celui d'améliorer des vies dans la région, et qui implique également d'améliorer la façon dont nous travaillons entre nous.

IMPACT SUR LA COMMUNICATION

NOUVELLE POLITIQUE D'ACCÈS À L'INFORMATION

Le Conseil d'administration de BID Invest a approuvé en avril 2019 la nouvelle Politique d'accès à l'information. Après avoir organisé en 2018 une consultation publique exhaustive par le biais à la fois d'une plateforme virtuelle sur le site Web de BID Invest et de rencontres en personne dans toute la région, BID Invest a reçu des commentaires de la part de la société civile, des parties prenantes des secteurs public et privé ainsi que des organisations internationales. Les commentaires accompagnés des réponses sont classés dans un Rapport de consultation qui est accessible au public. Les commentaires reçus ont permis à BID Invest de clarifier et d'enrichir de nombreux aspects de la politique.

Une fois la politique approuvée, BID Invest a élaboré et appliqué un plan d'action multidisciplinaire pour préparer la mise en œuvre, sachant que la nouvelle politique allait entrer en vigueur au 1er janvier

2020. Le plan est articulé autour de trois axes principaux : i) la mise en place des réglementations nécessaires pour mettre effectivement en œuvre la politique, y compris les Directives de mise en œuvre de la Politique d'accès à l'information, également soumises à consultation publique, ii) la mise au point des systèmes nécessaires pour classer et divulguer les informations conformément à la nouvelle politique et iii) l'élaboration et la mise en place d'une formation obligatoire pour tous les salariés de BID Invest ainsi que des activités de vulgarisation. BID Invest poursuivra le développement des trois aspects du plan d'action dans le Plan 2020 de mise en œuvre de la Politique d'accès à l'information.

En octobre 2019, BID Invest a participé à la réunion annuelle du Groupe de travail des institutions financières internationales sur la divulgation des informations financières et l'implication des parties prenantes. Cette réunion a été l'occasion d'apprendre des expériences des autres IFI en matière de mise en œuvre de politique, de partager les progrès et les défis rencontrés dans la mise en œuvre et de promouvoir l'adoption des meilleures pratiques susceptibles de relever les normes d'accès à l'information.





CONNAISSANCES ET LEADERSHIP ÉCLAIRÉ

En tant que spécialiste du développement, BID Invest n'a cessé de produire des connaissances qui enrichissent l'impact pour tous les investisseurs, en partageant les enseignements retenus de ses opérations, en introduisant les meilleures pratiques dans la région et en soulignant les projets constituant une première qui aident le secteur privé à investir en créant un impact.

En 2019 BID Invest a publié 55 articles de blog et 39 publications sur des sujets tendance tels que l'investissement dans une optique de genre, les transports urbains, l'inclusion financière, les partenariats public-privé et les investissements liés au changement climatique. Les types de publications sont variés, allant de rapports courts à de longs rapports de recherche

comme la série de rapports intitulée "Development through the Private Sector".

Nos efforts externes portent leurs fruits. Pour le second exercice consécutif, BID Invest a plus que doublé ses mentions dans les principaux médias de la région et internationaux. L'institution a également promu les travaux de valeur des clients et partenaires au travers de plus de 30 campagnes de marketing numérique dans ses réseaux de communications, augmentant ainsi sa base d'abonnés de 23 %.

Le regard porté sur l'avenir, le développement de nos connaissances institutionnelles est au cœur de nos efforts de communication externe. Le partage de nos connaissances avec nos clients, investisseurs et autres parties prenantes est directement en accord avec notre mission d'impact et nos objectifs commerciaux.





PRIX ET DISTINCTIONS



Bonds & Loans
**PROJECT FINANCE
DEAL OF THE YEAR**

Porto Do Sergipe, Brazil

Bonds & Loans
**BRAZIL DEAL OF
THE YEAR**

Porto Do Sergipe, Brazil

The Banker
**BEST INFRASTRUCTURE AND
PROJECT FINANCE OF THE YEAR**

Porto Do Sergipe, Brazil



Bonds & Loans
**BRAZIL STRUCTURED
BOND OF THE YEAR**

Atlantic, Brazil

Bonds & Loans
**STRUCTURED BOND
OF THE YEAR**

El Naranjal, Uruguay

LatinFinance
**RENEWABLE ENERGY
FINANCING OF THE YEAR**

Villanueva I & III y Don José, Mexico



LatinFinance
**MULTILATERAL
DEVELOPMENT
BANK OF THE YEAR**



LatinFinance
**PORT FINANCING OF
THE YEAR**

Itapoá Container Terminal, Brazil



LatinFinance
**ROAD FINANCING AND
INFRASTRUCTURE
FINANCING OF THE YEAR**

Autopista al Mar 1, Colombia



LatinFinance
**WATER TREATMENT
FINANCING OF THE YEAR**

Atlantic, Brazil



LatinFinance
**SOCIAL INFRASTRUCTURE
FINANCING OF THE YEAR**

Internet para todos , Peru

OPÉRATIONS 2019

En milliers USD

Prêts			
Pays	Nom	Secteur	Montant
Argentine	Desdelsur	Agriculture et développement rural	\$15,000
	Envision Argentina	Énergie	\$20,128
	Envision Argentina II	Énergie	\$3,027
	Envision Argentina III	Énergie	\$14,346
	Banco Galicia Green Financing Partnership	Marchés financiers	\$20,000
	Emergencias Argentina	Santé	\$10,000
	Telecom Argentina CAPEX Financing	Sciences et technologies	\$75,000
	Telecom Argentina Handset Financing	Sciences et technologies	\$100,000
Bahamas	ALIV	Industrie	\$14,000
Barbade	Caribbean LED Lighting Inc.	Industrie	\$2,000
Brésil	Daycoval Sustainable Financing Partnership	Marchés financiers	\$150,000
	Sicredi Green Financing	Marchés financiers	\$100,000
	Klabin II	Industrie	\$200,000
	Brookfield - BRK/RMR W&S Project in Recife	Eau et assainissement	\$25,916
Chili	Itelecom Efficiency Lighting Phase 2	Énergie	\$16,500
	Eurocapital SME Financing Partnership	Marchés financiers	\$15,000
	Movistar Chile Handset Financing	Sciences et technologies	\$80,000
Colombie	Banco de las Microfinanzas Bancamía S.A	Marchés financiers	\$35,000
	La Hipotecaria Colombia	Marchés financiers	\$15,000
	Movistar Colombia CAPEX	Sciences et technologies	\$102,494
	Movistar Colombia Handset Financing	Sciences et technologies	\$60,000
	Puerto de Uraba	Transports	\$150,000
Costa Rica	Banco Promerica: SME Financing Partnership	Marchés financiers	\$20,000
République dominicaine	ADOPEM Gender Bond	Marchés financiers	\$18,000
	Banco Santa Cruz SME Partnership	Marchés financiers	\$20,000
Équateur	Agripac III	Agriculture et développement rural	\$20,000
	Alianza con Banco Internacional para Fomentar el Financiamiento Verde para PYMES	Marchés financiers	\$30,000
	BANCO GUAYAQUIL - Alianza con BG para financiamiento MIPYME con enfoque en género e inclusión	Marchés financiers	\$50,000
	CTH Warehousing Line	Marchés financiers	\$15,000

En milliers USD

Prêts			
Pays	Nom	Secteur	Montant
Équateur	Induglob	Industrie	\$26,000
	Tiendas TIA	Autre	\$40,000
El Salvador	Energia del Pacifico LNG Thermo Power Project	Énergie	\$60,000
	Scotiabank Let's PYME - Digital Financial Services for SMEs	Marchés financiers	\$25,000
	American Industrial Park	Autre	8,000
Guatemala	Genesis: Microfinance Partnership Alliance	Marchés financiers	\$20,000
Haïti	Sigora Haiti Microuility Project	Énergie	\$1,500
	Delimart	Industrie	\$4,500
Honduras	Grupo Kattan	Industrie	\$5,000
Mexique	Grupo Kowi	Agriculture et développement rural	\$21,640
	NASE	Agriculture et développement rural	\$15,000
	Banca Afirme -MSMEs	Marchés financiers	\$30,999
	EDILAR IV	Marchés financiers	\$18,877
	eFactor: Supply Chain Financing	Marchés financiers	\$3,000
	Konfio: Senior Secured Revolving Credit Facility	Marchés financiers	\$40,000
	HITEC	Industrie	\$20,000
	Mabe	Industrie	\$50,000
	Aguas de Rosarito Desalination Plant	Eau et assainissement	\$200,000
Nicaragua	Nicaragua Sugar	Agriculture et développement rural	\$25,000
	Banpro DPR - supporting middle-sized agro-industry producers in Nicaragua	Marchés financiers	\$27,000
	CRN - CCN Reciclaje	Industrie	30,000
Panama	St. Georges Financing Partnership for SMEs	Marchés financiers	\$25,000
	West Resort	Tourisme durable	\$37,238
Paraguay	Tecnomy - línea revolvente	Agriculture et développement rural	\$15,000
	Banco Atlas Productive Sector Financing Partnership	Marchés financiers	\$27,960
Pérou	CMAC Huancayo Equity	Marchés financiers	\$22,800
	Chimbote Bypass (Red Vial 4)	Transports	\$125,000
	Los Portales	Développement urbain et logement	\$40,000
Régional	SIGMA Alimentos	Agriculture et développement rural	\$50,000
Trinidad & Tobago	Republic Bank - Caribbean Partnership	Entreprises privées et développement des PME	\$75,000
Uruguay	Conaprole - corporativo	Agriculture et développement rural	\$40,000
	Fideicomiso Financiero Conaprole	Agriculture et développement rural	\$40,000
	PPP EDUCATIVA 2 URUGUAY	Éducation	\$25,000
	RAILWAY PPP PROJECT FERROCARRIL CENTRAL	Transports	\$300,000
			\$2,890,923

Garanties			
Pays	Nom	Secteur	Montant
Mexique	EDILAR IV	Marchés financiers	\$9,438
Paraguay	Rutas 2/7	Transports	\$200,000
			\$209,438

Participations au capital			
Pays	Nom	Secteur	Montant
Régional	Kandéo Debt Fund	Marchés financiers	\$30,000
	Victory Park Capital (VPC)	Marchés financiers	\$50,000
			\$80,000

Titres de créance			
Pays	Nom	Secteur	Montant
Colombie	Bancolombia Emisión de Bonos Sostenibles	Marchés financiers	\$200,000
Panama	Banistmo Gender Bond	Marchés financiers	\$50,000
Uruguay	Interagrovia	Agriculture et développement rural	\$30,000
			\$280,000

TFFP - Prêts		
Pays	Nom	Montant
Argentine	Banco de Galicia y Buenos Aires - TFFP (AR-L1113)	\$54,000
	Banco de Inversion y Comercio Exterior (BICE) TFFP (AR-L1129)	\$75,000
	Banco Supervielle S.A. - TFFP (AR-L1093)	\$5,284
Bolivie	Banco Economico - TFFP (BO-X1009)	\$5,000
Brésil	Banco ABC Brasil S.A. - TFFP Line (BR-X1032)	\$150,000
	Banco Industrial do Brasil TFFP (BR-L1066)	\$13,515
	Banco Santander Brasil S.A. - TFFP (BR-X1034)	\$2,000
	Daycoval - TFFP (BR-L1286)	\$22,335
Chili	Banco Internacional - TFFP (CH-X1010)	\$20,000
Équateur	Banco de Guayaquil TFFP (EC-L1028)	\$10,000
	Banco de la Produccion, S.A. (PRODUBANCO) (EC-L1024)	\$21,500
	Banco Internacional S.A. - TFFP (EC-L1042)	\$11,000
	TFFP Banco Pacifico (EC-X1013)	\$10,000
El Salvador	Banco Agricola S.A. - TFFP (ES-L1031)	\$10,000
	Banco Cuscatlan TFFP	\$5,000
	Banco Davivienda Salvadoreño, S.A. - TFFP (ES-L1042)	\$2,169
	Banco Promerica El Salvador -TFFP (ES-L1060)	\$2,939
	Banco Promerica El Salvador -TFFP (ES-L1060)	\$1,590
Guatemala	Banco G&T Continental - TFFP (GU-L1036)	\$44,000
	Banco Industrial - TFFP (GU-L1041)	\$65,000
	Banco Internacional, S.A. - TFFP (GU-L1061)	\$20,000
Honduras	Banco Atlantida S.A. - TFFP (HO-L1029)	\$17,347
	Banco Del Pais S.A. (Banpais) - TFFP (HO-L1074)	\$23,000
	Banco Ficensa Honduras TFFP (HO-X1023)	\$14,000
Jamaïque	National Commercial Bank Jamaica Ltd TFFP (JA-X1009)	\$62,000
Panama	Banco Aliado S.A. - TFFP (PN-L1030)	\$20,000
	Credicorp Bank Panama - TFFP (PN-X1008)	\$1,114
	Tower Bank - TFFP (PN-L1065)	\$17,213
Paraguay	Banco Continental S.A.E.C.A. - TFFP (PR-L1053)	\$3,355
	Banco Familiar - TFFP (PR-X1004)	\$2,052
	Banco para la Comercialización y la Producción (Bancop) - TFFP	\$3,000
	Banco Regional S.A. - TFFP (PR-L1038)	\$13,000
	Sudameris Bank SAECA - TFFP (PR-L1031)	\$10,000
Pérou	Banco Interamericano de Finanzas - TFFP (PE-L1029)	\$50,000
		\$786,413

TFFP - Garanties		
Pays	Nom	Montant
Argentine	Banco CMF S.A. - TFFP (AR-L1115)	\$840
	Banco Industrial S.A. TFFP (AR-X1019)	\$1,432
	Banco Patagonia S.A. - TFFP (AR-L1094)	\$22,761
	Banco Rio de la Plata S/A - TFFP (AR-L1028)	\$4,724
Bélize	Atlantic Bank - TFFP (BL-L1012)	\$1,070
Bolivie	Banco Nacional de Bolivia S.A. - TFFP (BO-L1049)	\$10,110
	TFFP-Banco BISA S.A. (BO-L1048)	\$8,716
Brésil	Banco Industrial do Brasil TFFP (BR-L1066)	\$1,390
	Banco Santander Brasil S.A. - TFFP (BR-X1034)	\$31,321
	Daycoval - TFFP (BR-L1286)	\$46,130
Costa Rica	Banco Improsa S.A. - TFFP (CR-L1020)	\$85
	Banco Lafise Costa Rica - TFFP (CR-L1027)	\$5,000
République dominicaine	Banco de Reservas - TFFP (DR-L1027)	\$100,000
Équateur	Banco Bolivariano - TFFP (EC-L1034)	\$17,700
	Banco de Guayaquil TFFP (EC-L1028)	\$3,500
El Salvador	Banco Cuscatlan TFFP	\$9,900
Guatemala	Banco Agromercantil de Guatemala - TFFP (GU-L1011)	\$10,000
Honduras	Banco Ficensa Honduras TFFP (HO-X1023)	\$10,100
	Banco FICOHSA TFFP (HO-L1012)	\$67,463
	Banhcafe Honduras TFFP (HO-X1022)	\$915
Nicaragua	BAC Nicaragua TFFP	\$16,225
	Banco de Finanzas - TFFP (NI-L1031)	\$7,000
	Banco de la Produccion S.A. - TFFP (NI-L1028)	\$31,557
	Banco Ficohsa Nicaragua - TFFP Line	\$13,250
Panama	Unibank TFFP Line	\$5,544
Paraguay	Banco Continental S.A.E.C.A. - TFFP (PR-L1053)	\$4,000
	Banco Regional S.A. - TFFP (PR-L1038)	\$10,109
		\$440,842

GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

STRUCTURE ET DIRECTION

MISSION

La SII favorise le développement économique des pays membres en développement de la région en encourageant la création, l'expansion et la modernisation des entreprises du secteur privé. Nous entendons être la principale institution financière ayant les connaissances et le savoir-faire pour investir avec impact en Amérique latine et dans les Caraïbes, et pour relier les pays et les investissements du secteur privé aux Objectifs de développement durable.

PAÍSES-MEMBROS

Argentine, Autriche, Bahamas, Barbades, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Allemagne, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinidad et Tobago, Uruguay et Venezuela.

MANDAT

Guidée par les principes du renforcement de l'efficacité du développement, BID Invest contribue au développement et maximise l'usage efficient des ressources et des synergies entre les activités avec les secteurs public et privé du Groupe BID. BID Invest est chargée de toutes les opérations sans garantie souveraine du Groupe BID (y compris les entreprises d'État mais exclusion faite des opérations avec les administrations infranationales).

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de BID Invest. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers de BID Invest et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement.



De gauche à droite : Devant : Gina Montiel (Venezuela), Edna Camacho (Costa Rica), Marcelo Bisogno (Uruguay), Jing Chen (Chine), Federico Poli (Argentine) et Bosco Martí (Mexique). Milieu : Selwin Hart (Barbade), Sergio Savino (Brésil), Alex Foxley (Chili), Fernando de León de Alba (Panama), Patrick Hervé (France), Eliot Pedrosa (États-Unis), Lucio Castro (Argentine). Arrière : Bjorn Olaf (Pays-Bas), Marko Marcelo Machicao (Bolivie), José Guilherme Almeida dos Reis (Brésil), Bernardo Acosta (Équateur).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est chargé de la conduite des opérations de BID Invest et exerce tous les pouvoirs que lui confère l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de la structure organisationnelle de base de BID Invest. Il approuve également le budget de l'institution. Les 13 administrateurs et leurs suppléants sont élus pour un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres. Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé d'une personne qui est l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions de BID Invest, de deux personnes parmi les

administrateurs qui représentent les pays membres en développement de la région, et d'une personne parmi les administrateurs qui représente les autres pays membres. Ce Comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue BID Invest dans des entreprises implantées dans les pays membres.

Le Président de la BID préside de droit le Conseil d'administration de BID Invest. Il préside aux réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer aux réunions de l'Assemblée des Gouverneurs mais n'y a pas droit de vote.



De gauche à droite : Rachel Robboy, Directrice de la gestion des risques, Rosemary Jeronimides, Directrice des services juridiques, Orlando Ferreira, Directeur de la stratégie et Directeur financier et administratif par intérim, Gema Sacristan, Directrice des investissements et James P. Scriven, Directeur général.

ADMINISTRAÇÃO

Le Directeur général de BID Invest est nommé par le Conseil d'administration à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale de son Président, le Directeur général est chargé des affaires courantes de BID Invest et, en consultation avec le Conseil d'administration et son Président, le Directeur général est également responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des cadres et des employés. Le Directeur général participe aux réunions du Conseil d'administration, décide de la structure opérationnelle de BID Invest et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

PERSONNEL

Pour remplir sa mission de développement, BID Invest compte 458 membres du personnel répartis en 13 divisions et 8 équipes. Sur ce total, 25,5 % des salariés sont situés dans 25 des 26 bureaux de la région : Argentine, Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Trinidad et Tobago, et Uruguay. Le reste du personnel est au siège de BID Invest à Washington DC.

COORDONNÉES DE CONTACT

SIÈGE SOCIAL

1350 NEW YORK AVENUE, NW,
WASHINGTON, DC 20577
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA
TÉL : +1 (202) 623-3900
TÉLÉCOPIEUR : +1 (202) 623-3815

DANS LA RÉGION

ARGENTINA

Esmeralda 130 Piso 17 C1035ABD,
Buenos Aires
Tél : + (54 11) 4320-1800 Fax: + (54 11)
4320-1831/7

LAS BAHAMAS

IDB House, East Bay Street Nassau
Tél : + (1-242) 396-7800 Fax: + (1-242)
393-8430

BARBADOS

“Hythe” Welches Maxwell Main Road
BB17068, Christ Church
Tél : + (1-246) 627-8500 Fax: + (1-246)
429-8869

BELIZE

1024 Newtown Barracks 101 1st Floor Marina
Towers Building, Belize City
Tél : + (501) 221-5300 Fax: + (501) 221-5312

BOLIVIA

Av. 6 de Agosto # 2818, Zona de San Jorge
La Paz
Tél : + (591) -2217-7739

BRASIL

Alameda Santos, 2300 Ed. Haddock Santos,
2 andar Bairro Cerqueira César São Paulo
Tél : + (55 61) 3317-4200 Fax: + (55-61)
3321-3112

COSTA RICA

Centro Corporativo El Cedral Edificio A.
Piso 4300 mts Este del Peaje Autopista
 Próspero Fernández Trejos Montealegre,
Escazú Apartado postal 1343-1250 San José
+ (506) 2588-8748

CHILE

Avda. Pedro de Valdivia 0193 Pisos 10 y 11,
Providencia, Santiago
Tél : + (562) 2431-3707/3719 Fax: + (562)
2374-2436

COLOMBIA

Carrera 7 No. 71-21, Torre B, Piso 19 Edificio
Davivienda Bogotá
Tél : + (571) 325-7000 Fax: + (571) 325-7057

REPUBLICA DOMINICANA

Calle Luis F. Thomen Esquina Winston
Churchill Torre BHD, piso 10, Santo Domingo
Tél : + (1-809) 784-6400 Fax.: + (1-809)
562-2607

ECUADOR

Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero
Edificio World Trade Center - Torre II, Piso
9, Quito
Tél : + (5932) 299-6900 Fax.: + (5932)
299-6969

EL SALVADOR

Edificio World Trade Center Torre 1, 4º Nivel Calle El Mirador y 89 Avenida Norte San Salvador

Tél : + (503) 2233-8900 ext. 2201 Fax: + (503) 2233-8921

GUATEMALA

3era Avenida 13 -78, Zona 10 Torre Citigroup - 10o. Nivel, Ciudad de Guatemala

Tél : + (502) 2327-4300 Fax: + (502) 2379-9301

GUIANA

47-High Street, Kingston, Georgetown

Tél : + (592) 225-7951 Fax: + (592) 225-7138

HAITI

Bourdon 389 Boite Postale 1321 Port-au-Prince

Tél : + (509) 2812-5000/5048

HONDURAS

Colonia Lomas del Guijarro Sur Primera Calle, Tegucigalpa

Tél : + (504) 2290-3500 Fax: + (504) 239-5752

JAMAICA

40-46 Knutsford Boulevard 6th Floor, Kingston

Tél : + (876) 764-0815/0852

MEXICO

Avenida Paseo de la Reforma N° 222 Piso 11 Colonia Juárez, Delegación Cuauhtémoc México, D.F. 06600

Tél : + (52-55) 5141-2492

NICARAGUA

Boulevard Jean Paul Genie, de la Rotonda Jean Paul Genie 970 mts al oeste (M/D) Managua

Tél : + (505) 2264-9140 Fax: + (505) 2264-9153

PANAMÁ

Tower Financial Center, Piso 23 Calle 50 y Elvira Méndez Panamá

Tél : + (507) 206-0927 Fax.: + (507) 206-0999

PARAGUAI

Quesada 4616 esq. Legión Civil Extranjera - Piso 1 Asunción

Tél : + (595 21) 616-2320 Fax: + (595 21) 616-2261

PERU

Calle Dean Valdivia No. 148 piso 10 Lima 27

Tél : + (511) 215-7800 Fax: + (511) 442-3466

SURINAME

Peter Brunetlaan 2-4, Paramaribo

Tél : + (597) 52-1201 Fax: + (597) 52-1229

TRINIDAD E TOBAGO

17 Alexandra Street, St. Clair, Port of Spain

Tél : + (1-868) 822-6400 Fax: + (868) 622-6047

URUGUAI

Rincón 64011.000 Montevideo

Tél : + (598) 2915-3696 Fax: + (598) 2916-2607



ANNEXE :

ANNEXE 1 : RÉSULTATS ET ÉTATS FINANCIERS

\$ in thousands	Year ended December 31				
	2019	2018	2017	2016	2015 ⁽¹⁾
Financial Highlights					
Statement of Income					
Total income	222,265	170,168	134,229	111,575	62,451
Total income/(loss), net of borrowings expense	177,695	143,556	117,189	99,020	53,008
Total operating expenses	133,824	119,500	99,635	81,249	50,006
Net income	43,871	24,056	17,554	17,771	3,002
Balance Sheet					
Total development related investments, net	2,445,809	1,690,355	963,938	851,569	954,002
Total assets	3,899,824	3,209,253	2,185,395	2,146,724	1,505,296
Borrowings	1,648,146	1,286,372	646,741	1,062,383	598,456
Equity	2,033,062	1,819,250	1,444,580	1,021,982	857,324
Ratios					
Return on average assets	1.2%	0.9%	0.8%	1.0%	0.2%
Return on average equity	2.3%	1.5%	1.4%	1.9%	0.4%
Debt to equity	81%	71%	45%	104%	70%
Equity to assets	52%	57%	66%	48%	57%
Liquidity to total assets	35%	46%	55%	59%	35%
Provisions for loan losses to total loans	4.7%	4.3%	5.2%	4.1%	3.8%
Non-performing loans	0.6%	0.8%	0.9%	1.0%	0.8%

⁽¹⁾ Pre-private sector reform

Return on average assets: defined as Net income as a percentage of average of current and previous year's Total assets.

Return on average equity: defined as Net income as a percentage of average of current and previous year's Equity.

Debt to equity: defined as Borrowings and Interest and commitment fees payable as a percentage of Equity.

Equity to assets: defined as Equity as a percentage of Total assets.

Liquidity to total assets: defined as Cash and cash equivalents, Investment securities, excluding Held-to-maturity securities, as a percentage of Total assets.

Provisions for loan losses to total loans: defined as Allowance for loan losses as a percentage of Loan portfolio.

Non-performing loans: defined as Nonaccrual loans over 90 days as a percentage of total Loan portfolio.

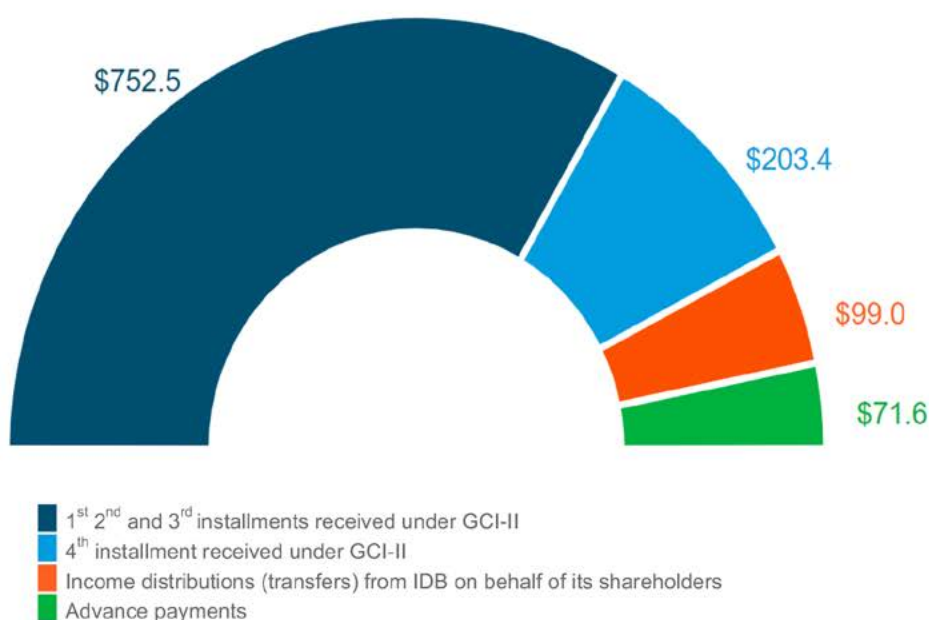
Financial Results

IDB Invest has built a strong foundation after the private sector reform in 2016 achieving efficiency objectives expected from the merge-out. The results of this IDB Group effort are recognized by the market through dozens of awards for systemic importance and innovation including the **Multilateral of the Year** award by a prestigious industry publication in 2018 and now again in 2019. With a private sector client focus, IDB Invest continued to deliver on exponential portfolio growth in number, size and complexity while maintaining a strong level of shareholder support to achieve the strategic goal of **promoting development through the private sector**.

Capital

As of December 31, 2019 (in US\$ million)

Total GCI-II capital contributions: \$1,126.5



IDB Invest's net income of \$43.9 million in 2019 increased by 82% (compared to \$24.1 million for 2018). During 2019, IDB Invest's total capital grew by 12%, from \$1.8 billion in 2018 to \$2.0 billion in 2019. This increase in IDB Invest's capital base resulted from \$210.2 million in capital contributions and the positive net income that are partially offset by other comprehensive losses of \$40.3 million comprised of unrealized valuation adjustment losses on pension obligations that are partially offset by unrealized gains on investment securities.

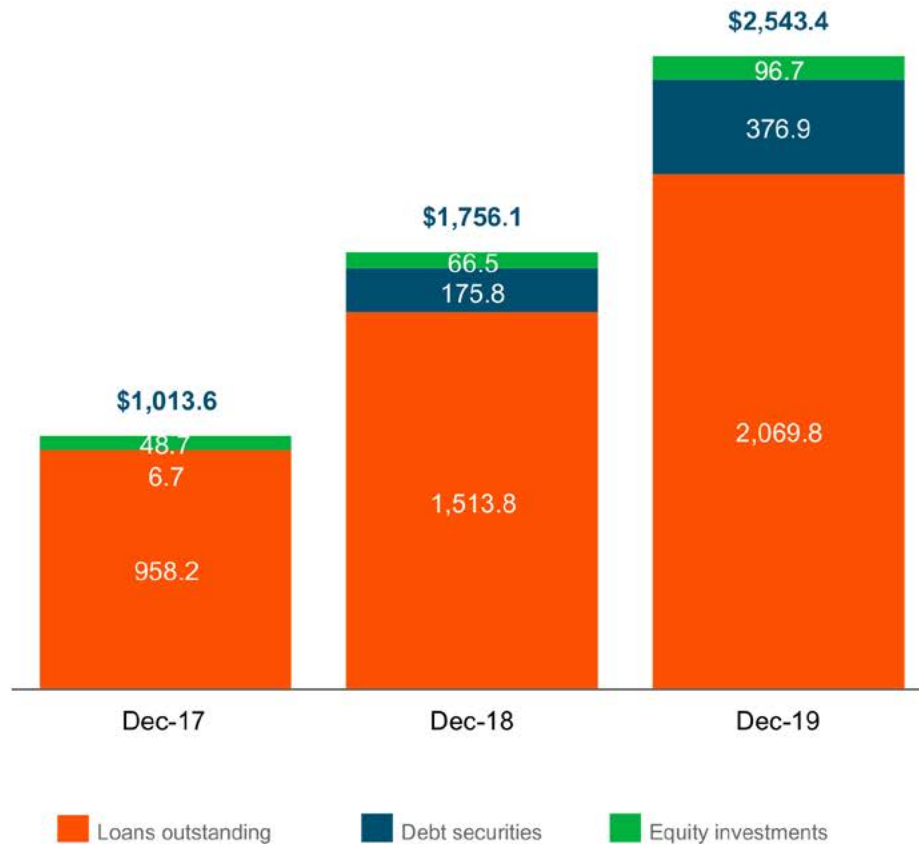
During 2019, IDB Invest continued to deliver on portfolio growth in new priority lines of business and sectors, expanding capital market solutions and reaching new sectors in social infrastructure, water and sanitation, tourism and telecommunications and the expansion of local currency funding issuances in markets as diverse as Mexico and Paraguay. IDB Invest issued its first bond in the Dominican Republic capital markets in 2019.

For the 2019 fiscal year, IDB Invest's gross development related investments, measured as gross loans, equity investments and purchased debt securities, grew from \$1.8 billion in 2018 to \$2.5 billion in 2019. In

addition, undisbursed commitments related to development related investments were 53% higher from the prior year end, providing evidence of continued growth forward in IDB Invest’s portfolio.

Development related investments portfolio

(in US\$million)



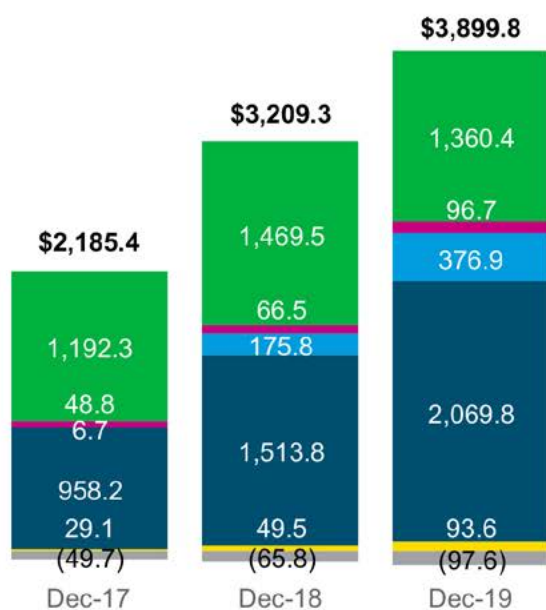
Total income, net of borrowings expense, amounted to \$177.7 million in 2019, \$34.1 million higher than in 2018. The increase in total income compared to the prior year end was primarily driven by higher gross development related investments income due to the portfolio growth, an increase of \$63.6 million that was partially offset by an increase of \$18.4 million in loan loss provisions. An additional contributor is higher income from the investment securities portfolio, an increase of \$7.8 million. The net increase in total income was partially offset by higher expenses from borrowings driven by increased borrowings volume, an increase of \$18.0 million.

Conversely, operating expenses, excluding unrealized gains and losses related to foreign currency, increased mildly from \$122.5 million in 2018 to \$130.3 million in 2019, reflecting administrative expenses increase of 6% compared to gross development related investments growth of 45% during 2019. Budgetary discipline in the first four years of operations led to more prudent growth in middle and back-office areas and system improvements; both of which will be a focus for 2020.

Unaudited supplemental information - see accompanying accountants’ report

Assets

(in US\$million)

**Liabilities and capital**

■ Liquid assets
■ Equity investments
■ Debt securities

■ Loans outstanding, gross
■ Allowance for loan losses
■ Other assets

■ Other liabilities ■ Borrowings ■ Capital

Asset Quality

IDB Invest's gross development related investments portfolio continued to grow from the prior year end while maintaining a consistent level of portfolio credit quality over the period of growth. The allowance for loan losses as a percentage of loans outstanding increased slightly compared to the end of 2018 (4.7% at the end of 2019 vs. 4.3% at the end of 2018). Also, the ratio of impaired loans to loan portfolio outstanding decreased from 2.0% in 2018 to 1.5% in 2019. The main indicators of asset quality remained stable despite the region facing a difficult political and economic outlook.

Capital, Leverage and Liquidity Adequacy

IDB Invest has a comprehensive risk management framework. In 2019, IDB Invest's capital adequacy ratio, liquidity coverage ratio and debt to equity ratio remained in full compliance with financial risk management policies and targets.

IDB Invest's solvency and liquidity ratios remained strong in 2019. IDB Invest's equity-to-total-assets ratio shifted to 52% at the end of 2019 (compared to 57% at the end of 2018). Still, leverage stayed well below the maximum level of 3.0x established by the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation, with the debt-to-equity ratio increasing to just 81%. IDB Invest's liquidity to total assets ratio was 35% in 2019 and the liquidity to financial debt ratio was 82% in 2019.

The sound business and financial profiles of IDB Invest were reflected in its external ratings. As of December 31, 2019, IDB Invest was rated AAA, Aa1, and AA by Fitch, Moody's and S&P, respectively.

Pension Plans and Post Retirement Benefit Plan

IDB Invest's Pension Plans are 75% funded (\$77.9 million underfunded) and the Post Retirement Benefit Plan (PRBP) is 90% funded (\$17.8 million underfunded) as of December 31, 2019. The funded status of the Pension Plans decreased by \$38.0 million and the PRBP decreased by \$13.7 million from 2018. The changes to the funded status of the Pension Plans and PRBP were driven by historically low discount rates, a decrease in the discount rates of 100bps and 99bps, respectively, as a result of the current economic and capital market environment, resulting in a higher actuarial value of the plans' projected liabilities. IDB Invest, in coordination with the IDB, actively monitors management strategies to address the short-term and long-term performance of the Pension Plans and PRBP.

INTER-AMERICAN INVESTMENT CORPORATION

Financial Statements

December 31, 2019 and 2018



KPMG LLP
Suite 12000
1801 K Street, NW
Washington, DC 20006

Independent Auditors' Report

The Board of Governors
Inter-American Investment Corporation:

We have audited the accompanying financial statements of Inter-American Investment Corporation (the Corporation), which comprise the balance sheets as of December 31, 2019 and 2018, and the related income statements, and statements of comprehensive income/(loss), changes in capital and cash flows for the years then ended, and the related notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with U.S. generally accepted accounting principles; this includes the design, implementation, and maintenance of internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with auditing standards generally accepted in the United States of America. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. Accordingly, we express no such opinion. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of significant accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements referred to above present fairly, in all material respects, the financial position of Inter-American Investment Corporation as of December 31, 2019 and 2018, and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with U.S. generally accepted accounting principles.

KPMG LLP

Washington, District of Columbia
March 3, 2020

KPMG LLP is a Delaware limited liability partnership and the U.S. member firm of the KPMG network of independent member firms affiliated with KPMG International Cooperative ("KPMG International"), a Swiss entity.

Inter-American Investment Corporation

Balance Sheets

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	December 31, 2019	December 31, 2018
Assets			
Cash and cash equivalents (\$523 and \$161 in restricted cash, respectively)		\$ 22,749	\$ 9,647
Investment securities	3 & 9	1,337,664	1,459,799
Development related investments			
Loans outstanding (\$27,527 and \$7,714 carried at fair value, respectively)		2,069,824	1,513,811
Allowance for loan losses		(97,614)	(65,776)
		1,972,210	1,448,035
Equity investments (\$91,980 and \$52,345 carried at fair value, respectively)		96,675	66,556
Debt securities (\$243,300 and \$91,295 carried at fair value, respectively)		376,924	175,764
Total development related investments	4 & 9	2,445,809	1,690,355
Receivables and other assets	5	93,602	49,452
Total assets		3,899,824	3,209,253
Liabilities and capital			
Accounts payable and other liabilities	6	211,284	96,291
Interest and commitment fees payable		7,332	7,340
Borrowings	7	1,648,146	1,286,372
Total liabilities		1,866,762	1,390,003
Capital			
Capital, par value		1,573,500	1,542,860
Additional paid-in-capital		546,751	523,949
Receivable from members		(287,840)	(444,603)
Total paid-in-capital	8	1,832,411	1,622,206
Retained earnings		279,227	235,356
Accumulated other comprehensive income/(loss)		(78,576)	(38,312)
Total capital		2,033,062	1,819,250
Total liabilities and capital		\$ 3,899,824	\$ 3,209,253

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Income Statements

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	Year ended December 31	
		2019	2018
Income			
Investment securities	3	\$ 37,920	\$ 30,110
Development related investments			
Loans, guarantees and debt securities			
Interest income		120,451	65,532
Fees and other income		13,616	4,107
Gain/(loss) from changes in fair value, net		(798)	—
(Provision)/release of provision for loan and guarantee losses		(36,697)	(18,313)
		96,572	51,326
Equity investments			
Gain/(loss) from changes in fair value, net		329	(1,033)
Gain/(loss) from measurement adjustments, net		(100)	1,400
Gain/(loss) on sale, net		2,541	1,131
Dividends and other income		294	485
		3,064	1,983
Income from development related investments	4	99,636	53,309
Advisory services and other income			
Service fees from related parties	11	77,420	79,030
Mobilization fees and other income		7,289	7,719
		84,709	86,749
Total income		222,265	170,168
Borrowings expense	7	44,570	26,612
Total income/(loss), net of borrowings expense		177,695	143,556
Operating expenses			
Administrative expenses		130,031	121,358
Other components of pension benefit costs, net	12	(4,119)	(2,306)
(Gain)/loss on foreign exchange transactions, net		3,559	(2,971)
Other expenses		4,353	3,419
Total operating expenses		133,824	119,500
Net income		\$ 43,871	\$ 24,056

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

Inter-American Investment Corporation
Statements of Comprehensive Income/(Loss)
Statements of Changes in Capital

Statements of Comprehensive Income/(Loss)

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	Year ended December 31	
		2019	2018
Net income		\$ 43,871	\$ 24,056
Other comprehensive income/(loss)			
Recognition of changes in assets/liabilities under the Pension Plans and Postretirement Benefit Plan	12	(50,064)	16,449
Recognition of unrealized gain/(loss) related to available-for-sale securities	3	9,800	(4,627)
Total other comprehensive income/(loss)		(40,264)	11,822
Comprehensive income/(loss)		\$ 3,607	\$ 35,878

Statements of Changes in Capital

<i>Expressed in thousands of United States dollars, except for share information</i>	Notes	Shares	Total paid-in capital	Retained earnings	Accumulated other comprehensive income/(loss)	Total capital
As of December 31, 2017		151,248	\$ 1,283,414	\$ 208,471	\$ (47,305)	\$ 1,444,580
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-01	2		—	2,829	(2,829)	—
Year ended December 31, 2018						
Net income			—	24,056	—	24,056
Other comprehensive income/(loss)			—	—	11,822	11,822
Change in shares	8	3,038				
Payments received for capital			338,792	—	—	338,792
As of December 31, 2018		154,286	1,622,206	235,356	(38,312)	1,819,250
Year ended December 31, 2019						
Net income			—	43,871	—	43,871
Other comprehensive income/(loss)			—	—	(40,264)	(40,264)
Change in shares	8	3,064				
Payments received for capital			210,205	—	—	210,205
As of December 31, 2019		157,350	\$ 1,832,411	\$ 279,227	\$ (78,576)	\$ 2,033,062

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Statements of Cash Flows

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Year ended December 31	
	2019	2018
Cash flows from investing activities		
Loan disbursements	\$ (1,320,894)	\$ (906,566)
Loan proceeds	772,450	349,563
Equity investment disbursements	(37,624)	(18,232)
Equity investment proceeds	9,993	1,804
Development related debt securities purchases	(205,813)	(175,679)
Development related debt securities proceeds	413	278
Available-for-sale security purchases	(187,271)	(621,610)
Available-for-sale security proceeds	732,777	523,212
Capital asset expenditures	(3,835)	(5,224)
Net cash provided by/(used in) investing activities	\$ (239,804)	\$ (852,454)
Cash flows from financing activities		
Proceeds from issuance of borrowings	980,416	677,262
Borrowings repayments	(620,000)	(28,106)
Payments received for capital	210,205	338,792
Net cash provided by/(used in) financing activities	\$ 570,621	\$ 987,948
Cash flows from operating activities		
Net income	43,871	24,056
Adjustments to reconcile net income to net cash provided by/(used in) operating activities:		
Change in fair value of equity investments and measurement adjustments	(229)	(367)
Change in fair value of loans and debt securities	798	—
Provision for loan and guarantee losses	36,697	18,313
Net (gain)/loss on investment securities included in earnings	(10,828)	(1,549)
Realized (gain)/loss on sales of equity investments	(2,541)	(1,131)
Change in receivables and other assets	(59,701)	(17,687)
Change in accounts payable and other liabilities	74,678	16,644
Change in Pension Plans and Postretirement Benefit Plan, net	1,618	5,939
Change in trading investment securities	(403,822)	(195,798)
Other-than-temporary impairment losses on available-for-sale investment	—	628
Other, net	1,722	4,367
Net cash provided by/(used in) operating activities	\$ (317,737)	\$ (146,585)
Net effect of exchange rate changes on cash, cash equivalents and restricted cash	22	(17)
Net increase/(decrease) in cash, cash equivalents and restricted cash	13,102	(11,108)
Cash, cash equivalents and restricted cash as of January 1	9,647	20,755
Cash, cash equivalents and restricted cash as of December 31	\$ 22,749	\$ 9,647
Supplemental disclosure:		
Change in ending balances resulting from currency exchange rate fluctuations:		
Investment securities	3,689	(3,634)
Loans outstanding	2,072	196
Debt securities	(4,780)	(6,348)
Borrowings	(910)	9,314
	71	(472)
Interest paid during the period	44,569	21,302

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Entity and Operations

The Inter-American Investment Corporation (the IIC or IDB Invest), an international organization, was established in 1986 and began operations in 1989, and is owned by its member countries. These members include 26 regional developing member countries, all of which are located in Latin America and the Caribbean (the Regional Developing Member Countries), and 21 members from other countries. The purpose of IDB Invest is to promote the economic development of its Regional Developing Member Countries by encouraging the establishment, expansion, and modernization of private enterprises in such a way as to supplement the activities of the Inter-American Development Bank (IDB). IDB Invest provides financing through loans, investments in debt securities, guarantees and equity investments where sufficient capital is not otherwise available on adequate terms in the market. IDB Invest also arranges additional project funding from other investors and lenders, either through joint financing or through loan syndications, loan participations and guarantees. In addition, IDB Invest provides financial and technical advisory services to clients. IDB Invest is an autonomous international organization and a member of the Inter-American Development Bank Group (the IDB Group), which also includes the IDB and the Multilateral Investment Fund (now commercially known as IDB Lab).

1. Basis of Presentation

These financial statements are prepared in accordance with generally accepted accounting principles in the United States of America (US GAAP). References to US GAAP issued by the Financial Accounting Standards Board (FASB) in these notes are to the FASB Accounting Standards Codification, sometimes referred to as the Codification or ASC.

All amounts presented in the accompanying financial statements and notes are expressed in United States dollars (US\$ or \$), which is IDB Invest's functional and reporting currency.

2. Summary of Significant Accounting Policies

Use of estimates – The preparation of financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Actual results could differ from those estimates. A significant degree of judgment has been used in the determination of the adequacy of the allowance for loan and guarantee losses, the evaluation for other-than-temporary impairment on available-for-sale and held-to-maturity debt securities and equity investments, the fair value of investment securities, loan and equity investments, debt securities, borrowings, and the determination of the projected benefit obligations of the pension and postretirement benefit plans, the fair value of plan assets, the funded status and net periodic benefit cost associated with these plans. There are inherent risks and uncertainties related to IDB Invest's operations including the potential impacts of changing economic conditions on IDB Invest's clients and the global investment markets that could have an adverse effect on the financial position of IDB Invest.

Cash and cash equivalents – Highly liquid investment instruments purchased with original maturities of three months or less are considered cash equivalents. IDB Invest may hold cash deposits in excess of Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) insured limits. In addition, cash and cash equivalents include restricted cash related to third party project origination costs.

Investment securities – As part of its overall portfolio management strategy and to provide liquidity and resources to finance development related investments, IDB Invest invests in debt securities issued by corporations, governments, supranationals and agencies. These investments may include fixed and floating rate bonds, notes, bills, certificates of deposit, commercial paper and mutual funds.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Investment securities are classified based on management's intention on the date of purchase. Purchases and sales of investment securities are recorded on a trade date basis. The first-in, first-out method is used to determine the cost basis of securities sold. The investment portfolio classified as trading is recorded at fair value with unrealized gains and losses reported in earnings from Investment securities¹. The investment securities classified as available-for-sale are carried at fair value with net unrealized gains or losses included in Other comprehensive income/(loss). Interest and dividends on securities, amortization of premiums, accretion of discounts, and realized gains and losses from both trading and available-for-sale debt securities are reported in income from Investment securities.

Available-for-sale debt securities are evaluated for other-than-temporary impairment. IDB Invest considers various factors in determining whether a decline in fair value is other-than-temporary including the issuer's financial condition, the effects of changes in interest rates or credit spreads, the expected recovery period, and other quantitative and qualitative information. The evaluation of securities for impairment is intended to determine whether declines in fair value of investment securities should be recognized in current period earnings. The risks and uncertainties include changes in general economic conditions and future changes in assessments of the aforementioned factors. It is expected that such factors will change in the future. For impairments that are deemed to be other-than-temporary, the credit portion of the loss is recognized in earnings and the non-credit portion is recognized in Other comprehensive income/(loss). However, when impairment is recorded because IDB Invest intends to sell or considers it more likely than not that it will be required to sell the securities before the recovery of the amortized cost the full impairment is recognized in earnings.

Loans – Loans are recorded as assets when disbursed and are carried at the unpaid principal amount outstanding adjusted for allowance for loan losses or carried at fair value.

IDB Invest classifies its loan portfolio as either financial institution loans or corporate loans. Corporate loans are extended to enterprises operating in a variety of sectors further detailed in Note 4. IDB Invest's loans may be secured or unsecured. Secured loans may be guaranteed by mortgages and other forms of collateral security, as well as third-party guarantees.

Allowance for loan and guarantee losses – The allowance for loan and guarantee losses represents management's estimate of probable incurred losses in the related portfolio as of the balance sheet date and is recorded as a reduction of loans and as a contingent liability for guarantees. Changes in the allowance for loan and guarantee losses are recorded through the (Provision)/release of provision for loan and guarantee losses in the income statements. The estimate takes into consideration the rating of each loan or guarantee counterparty which incorporates qualitative and quantitative elements including country risk, industry risk as well as financial risk and the loss given default based on Standard and Poor's (S&P) methodology. IDB Invest believes that the allowance for loan and guarantee losses is adequate as of the balance sheet date; however, future changes to the allowance for loan and guarantee losses may be necessary based on changes in any of the factors discussed herein.

The allowance for loan losses reflects estimates of both probable losses inherent in the portfolio but not yet specifically identifiable (collective provision) and identified probable losses (specific provision).

As mentioned above, the collective provision is established via an internal credit risk classification system that estimates the probable loss inherent in the portfolio based on various analyses. The collective provision for each loan exposure considers: (i) the probability of default rate for each risk category and the applicable loss emergence period; (ii) the amount of credit exposure in each of these categories; and (iii) the loss given default (LGD) ratio.

¹ References to captions in the financial statements are identified by the name of the caption beginning with a capital letter every time they appear in the notes to the financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Each loan is individually monitored and rated by assigning an applicable probability of default rate and an LGD ratio on at least an annual basis.

- **Probability of Default** — A scorecard is completed that contemplates a variety of borrower-specific considerations including, but not limited to: country risk, industry risk, market risk, competitive position, any sponsor guarantees and support agreements, as well as an analysis of the financial performance and other information provided by the borrower. The scorecard result produces an internal risk rating that is comparable to a long-term issuer credit rating published by S&P. The credit rating is mapped to a probability of default (PD) according to the latest S&P Annual Global Corporate Default Study and Rating Transitions publication, as approved by management.
- **Loss Given Default** — IDB Invest calculates an LGD ratio for each individual loan or guarantee. A scorecard is completed that contemplates a variety of transaction-specific considerations for each loan or guarantee exposure, including, but not limited to: the seniority of the instrument, the collateral type, third party guarantees and jurisdiction risk or creditor rights under the law of the respective country. The scorecard produces an LGD ratio that is calibrated using empirical evidence of over 20 years of historical loss data collected by S&P.

IDB Invest utilizes these external inputs to calculate the allowance for loan losses because of IDB Invest's limited historical loss experience, relatively small volume of business, and variation in loan size, sector and geographic dispersion of the portfolio.

For the specific provision and for loans evaluated for impairment, the determination of the allowance for identified probable losses reflects management's best judgment of the creditworthiness of the borrower and is established based upon the periodic review of individual loans. This estimate considers all available evidence including, as appropriate, the present value of the expected future cash flows discounted at the loan's contractual effective rate, the fair value of collateral less disposal costs, and other market data. Because of the purpose of IDB Invest and the nature of the loans, secondary market values are usually not available.

IDB Invest considers a loan impaired when, based on current information and events, it is probable that IDB Invest will be unable to collect all amounts due according to the loan's contractual terms. Information and events considered in determining that a loan is impaired include the borrower's financial difficulties, the borrower's competitive position in the marketplace, the risk associated with the underlying collateral, the willingness and capacity of the sponsor who organized the project to support the investment, the borrower's management team, as well as geopolitical conflict and macroeconomic crises.

Further, a loan modification is considered a troubled debt restructuring when the borrower is experiencing financial difficulty and IDB Invest has granted a concession to the borrower that it otherwise would not grant in order to maximize recoveries on the existing loan. A loan restructured under a troubled debt restructuring is considered impaired, until its extinguishment, but it does not need to be disclosed as such after the year it was restructured, if the restructuring agreement specifies an interest rate equal to or greater than the rate that IDB Invest was willing to accept at the time of the restructuring for a new loan with comparable risk, and the loan is not impaired based on the terms specified in the restructuring agreement. Additional information is included in Note 4.

Loans are written off when IDB Invest has exhausted all possible means of recovery, by reducing the loan and related allowance for loan losses. Such reductions in the allowance are partially offset by recoveries, if any, associated with previously written off loans.

Revenue recognition on loans – Interest and fees are recognized in the periods earned. A loan is generally placed in nonaccrual status when collectability is in doubt or payments of interest or principal are past due more than 90 days. IDB Invest does not accrue income on loans in nonaccrual status, and any uncollected interest accrued on a loan placed in nonaccrual status is reversed out of income and is thereafter recognized as income when the payment is received and is included in Interest income in the income statements. The loan is returned

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

to accrual status once management has concluded that the borrower's ability to make periodic interest and principal payments has been demonstrated.

Loan origination fees and costs, net, are deferred and amortized over the life of the loan on a straight-line basis are included in Fees and other income in the income statements, which approximates how costs would be reflected under the effective interest method. These amounts are included in Accounts payable and other liabilities in the balance sheets.

Equity investments – Equity investments include ownership interests in limited partnerships and similar fund structures (LPs) and equity investments primarily in small and medium-sized enterprises and financial institutions.

Equity investments under ASC 321, *Investments-Equity Securities*, are accounted for at fair value through the income statements except for those investments that are accounted for under the cost-based measurement alternative (without a readily determinable fair value).

IDB Invest relies on the net asset value (NAV) reported by the fund managers as a practical expedient for the fair value measurement of LPs. The NAVs that have been reported by the fund manager are derived from the fair values of the underlying investments.

Equity investments accounted for under the cost-based measurement alternative are recorded at cost less impairment plus or minus adjustments resulting from observable price changes in orderly transactions for the identical investment or a similar investment of the same issuer. Adjustments related to impairment and observable price changes, if any, are recorded in Gain/(loss) from measurement adjustments, net in the income statements. IDB Invest reassesses periodically whether these equity investments continue to qualify for this cost-based measurement alternative. IDB Invest may subsequently elect to measure an equity investment at fair value; such election is irrevocable, and any resulting gains or losses would be recorded in earnings at the time of election and thereafter.

Equity investments not recorded at fair value are assessed for impairment periodically based on the latest financial information, operating performance and other relevant information including macroeconomic conditions, specific industry trends, the historical performance of the company, and IDB Invest's intent to hold the investment for an extended period. When impairment is identified, the investment is written down to its fair value, which becomes the new carrying value for the investment.

Revenue recognition on equity investments – Dividends and profit participations received from equity investments are recorded as income and reported as Dividends and other income in the income statements on a cash basis when dividend distributions are collected. Gains or losses on the sale or redemption of equity investments accounted for under the cost-based measurement alternative are recorded, at disposition, as income/(loss) and reported in Gain/(loss) on sale, net in the income statements.

For equity investments accounted for at fair value, unrealized gains and losses are recorded as Gain/(loss) from changes in fair value, net of equity investments in the income statements. Disbursements and distributions are recorded as changes to the outstanding balance of these equity investments and reflected as such in Equity investments in the balance sheets.

Development related investments in debt securities – Debt securities in the development related investment portfolio are carried at fair value through earnings or are designated in a held-to-maturity portfolio.

For the remaining portfolio, debt securities are classified as held-to-maturity and carried at amortized cost. Interest on these debt securities is included in Income from development related investments in the income statements. Held-to-maturity debt securities are assessed for other-than-temporary impairment on a quarterly basis.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Variable interest entities – ASC 810, *Consolidation*, provides for consolidation when a reporting entity is the primary beneficiary of a variable interest entity (VIE), or if an entity does not meet the definitional elements of a VIE, consolidation is required if a reporting entity has a controlling financial interest and/or holds a majority voting interest in an entity.

Revenue recognition for service fees – A series of service level agreements (SLAs) define the nature of the services and corresponding fees for services provided to the IDB. The most significant of these services relates to loan origination and servicing performed on the IDB's behalf. Revenue is recognized when services are rendered, as the corresponding fees are determinable, and collection is reasonably assured. Similarly, IDB Invest receives project administration and general administrative fees for services provided to several special purpose trust funds affiliated with IDB Invest or the IDB. Additional information about related-party transactions is included in Note 11.

Guarantees – IDB Invest offers credit guarantees covering, on a risk-sharing basis, third party obligations on loans undertaken for or securities issued in support of projects located within a member country to enhance their credit standing and enable them to complete a wide variety of business transactions. These financial guarantees are commitments issued by IDB Invest to guarantee payment performance by a borrower to a third party. IDB Invest's policy for requiring collateral security with respect to these instruments and the types of collateral security held is generally the same as for loans. Guarantees are regarded as issued when IDB Invest executes the guarantee agreement, outstanding when the underlying financial obligation of the third party is incurred and called when IDB Invest's obligation under the guarantee has been invoked. There are two obligations associated with the guarantees: (1) the stand-ready obligation to perform; and (2) the contingent obligation to make future payments. The stand-ready obligation to perform is recognized at the issuance date at fair value. The contingent liability associated with the financial guarantee is recognized when it is probable that the guarantee will be called and when the amount of the guarantee can be reasonably estimated. Any stand-ready and contingent liabilities associated with the guarantees are included in Accounts payable and other liabilities in the balance sheets. The expense related to the contingent liability is recorded in (Provision)/release of provision for loan and guarantee losses in the income statements. Guarantee fee income is recognized as IDB Invest is released from risk and its stand-ready obligation to perform. In the event the guarantees are called, the amount disbursed is recorded as a loan investment and specific reserves are established based on the estimated probable loss.

Fixed and intangible assets – Fixed and intangible assets (software costs) are presented at cost less accumulated depreciation and amortization and are included in Receivables and other assets in the balance sheets. Depreciation and amortization are recognized using the straight-line method over the estimated useful lives of the assets that range from three to seven years. Additional information about fixed and intangible assets is included in Note 5.

Leases – On January 1, 2019, IDB Invest adopted the new lease standard ASC 842, *Leases*, which requires lessees to recognize lease assets and lease liabilities in the balance sheets. IDB Invest follows lessee accounting related to its operating leases for office space with the IDB at headquarters and in its Regional Developing Member Countries.

IDB Invest recognizes a right-of-use asset and lease liability for its operating leases. The right-of-use assets are nonmonetary assets amortized based on each period's discounted cash flows included in Receivable and other assets and the lease liabilities are monetary liabilities reduced based on each period's discounted cash flows included in Accounts payable and other liabilities in the balance sheets. IDB Invest remeasures its lease liabilities originating in currencies other than US\$ at the current market exchange rate in effect at each reporting date. Operating lease expense is recorded on a straight-line basis and included in Administrative expenses in the income statements. Additional information related to IDB Invest's leases is included in Notes 5, 6 and 10.

Borrowings – To ensure funds are available for its operational liquidity needs, IDB Invest accesses the international capital markets, offering its debt securities to investors. IDB Invest's borrowings are carried at amortized cost. The amortization of premiums and accretion of discounts is calculated following a methodology

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

that approximates the effective interest method and is included in Borrowings expense in the income statements.

The unamortized balance of the borrowing issuance costs related to a recognized debt liability is included as a direct deduction from the carrying amount of the debt liability in Borrowings in the balance sheets.

Interest expense on borrowings is recognized on an accrual basis and is included in Borrowings expense in the income statements.

Remeasurements of foreign currency transactions – Monetary assets and liabilities denominated in currencies other than the United States dollar are recognized at the market exchange rate in effect at the transaction date or at monthly average rates. Resulting gains and losses from remeasurements are generally included in (Gain)/loss on foreign exchange transactions, net in the income statements.

Fair value measurements – The Codification requires entities to disclose information about recurring and non-recurring fair value measurements, as well as the fair value of financial instruments.

Fair value is defined as the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transfer between market participants at the measurement date under current market conditions. Fair value measurement further assumes that a transaction to sell the asset or assume a liability takes place either in the principal market or, in the absence of a principal market, in the most advantageous market for the asset or liability.

In determining fair value, IDB Invest uses various valuation approaches, including market, income and/or cost approaches. The Codification establishes a hierarchy for inputs used in measuring fair value that maximizes the use of observable inputs and minimizes the use of unobservable inputs by requiring that the observable inputs be used when available. Observable inputs are inputs that market participants would use in pricing the asset or liability developed based on market data obtained from sources independent of IDB Invest. Unobservable inputs are inputs that reflect IDB Invest's assumptions about the assumptions market participants would use in pricing the asset or liability developed based on the best information available in the circumstances. The hierarchy is broken down into three levels based on the reliability of inputs as follows:

- Level 1—Unadjusted quoted prices for identical assets or liabilities in active markets.

Assets and liabilities utilizing Level 1 inputs include investment securities and equity investments that are actively traded and primarily include debt securities of the United States government and agencies.

- Level 2—Valuations based on quoted prices for similar assets or liabilities in active markets; quoted prices for identical or similar assets or liabilities that are not actively traded; or pricing models for which all significant inputs are observable, directly or indirectly, for substantially the full term of the asset or liability.

Assets and liabilities utilizing Level 2 inputs include investment securities that are not actively traded, and primarily include investments in obligations of banks, governments and agencies or instrumentalities other than the United States, sovereigns, local and regional governments, corporate bonds, and structured borrowings.

- Level 3—Valuations based on inputs that are unobservable and significant to the overall fair value measurement.

Assets utilizing Level 3 inputs include loans, equity investments and development related debt securities that are also measured for impairment or disclosed at fair value.

The availability of observable inputs is affected by a wide variety of factors, including, for example, the type of product, and other characteristics particular to the transaction. To the extent fair value is based on models or

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

inputs that are less observable or unobservable in the market, the determination of fair value requires more judgment. Accordingly, the degree of judgment exercised in determining fair value is greatest for instruments categorized in Level 3.

Fair value for the majority of IDB Invest's financial instruments is derived using pricing models. Pricing models take into account the contract terms (including maturity) as well as multiple inputs, including, where applicable, interest rate yield curves, credit spreads, creditworthiness of the counterparty, option volatility, and currency rates. In accordance with ASC 820, *Fair Value Measurements* (ASC 820), the impact of IDB Invest's own credit spreads would also be considered when measuring the fair value of liabilities. Where appropriate, valuation adjustments are made to account for various factors, including bid-ask spreads, credit quality, and market liquidity. These adjustments are applied on a consistent basis and are based upon observable inputs, where available.

Fair value option – The Fair Value Option (FVO) under ASC 825 permits the measurement of eligible financial assets, financial liabilities and firm commitments at fair value on an instrument-by-instrument basis, that are not otherwise permitted to be accounted for at fair value under other accounting standards. IDB Invest has elected the FVO for the following classes of financial assets: i) investments in LPs, ii) certain development related investments in debt securities that IDB Invest does not have the ability and intent to hold until maturity, iii) certain development related investments that meet the definition of a beneficial interest iv) certain development related investments in equity securities that do not have quoted market prices and v) certain hybrid instruments in the loan portfolio that would have otherwise required bifurcation of the host and embedded derivative. The classes of financial assets elected under the FVO are measured at fair value on a recurring basis and changes in fair value of these financial instruments are included in the income statements. Interest income on these financial instruments is recognized on an accrual basis in Interest income in the income statements.

Loan participations and co-financing arrangements – IDB Invest mobilizes funds from commercial banks and other financial institutions (Participants) by facilitating loan participations, without recourse. These loan participations are administered and serviced by IDB Invest on behalf of the Participants in exchange for a fee. Such fees are reported as Mobilization fees and other income in the income statements. IDB Invest also services co-financing arrangements with IDB Group related parties in exchange for a fee. Income for these arrangements are reported as Services fees from related parties in the income statements. The disbursed and outstanding balances of loan participations and co-financing arrangements that meet the applicable accounting criteria for sales are not included in IDB Invest's balance sheets.

Pension and postretirement benefits – The IDB Group has three defined benefit pension plans: The Staff Retirement Plan (SRP), the Complementary Staff Retirement Plan (CSR), and the Local Retirement Plan (LRP) (the Pension Plans and LRP), covering staff of the IDB Group entities. Under the Pension Plans and LRP, benefits are based on years of service and level of compensation, and are funded by contributions from employees, IDB Invest and the IDB, in accordance with the provisions of the Pension Plans and LRP. Any and all contributions to the Pension Plans and LRP are irrevocable and are held separately in retirement funds solely for the payment of benefits under the Pension Plans and LRP.

The IDB Group also provides certain health care, tax reimbursement and other benefits to retirees. Staff who retire, receive a monthly pension from the IDB or IDB Invest, and who meet certain requirements, are eligible for postretirement benefits under the Postretirement Benefit Plan (PRBP). Retirees contribute toward the PRBP based on an established premium schedule. IDB Invest and the IDB contribute the remainder of the actuarially determined cost of future health care and other benefits. While all contributions and all other assets and income of the PRBP remain the property of IDB Invest and the IDB, they are held and administered separately and apart from the other property and assets of each employer solely for the purpose of payment of benefits under the PRBP.

Since both the IDB and IDB Invest are sponsors of the Pension Plans and the PRBP, each employer presents its respective share of these plans. The amounts presented reflect IDB Invest's proportionate share of costs,

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

assets, and obligations of these Pension Plans and PRBP in accordance with ASC 715, *Compensation – Retirement Benefits*.

The service cost component of net periodic benefit costs allocated to IDB Invest is included in Administrative expenses and the other components are included in Other components of pension benefit costs, net in the income statements. The funded status of the Pension Plans and the PRBP is included in Receivables and other assets when the respective plan is in a funded status and included in Accounts payable and other liabilities when the respective plan is in an unfunded status in the balance sheets. Additional information about the Pension Plans and PRBP is included in Note 12.

Taxes – IDB Invest, its property, other assets, income, and the operations and transactions it carries out pursuant to the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation are immune from all taxation and from all custom duties in its member countries. IDB Invest is also immune from any obligation relating to the payment, withholding or collection of any tax or duty in its member countries.

Accounting and financial reporting developments – In February 2016, the FASB issued Accounting Standards Update (ASU) 2016-02, *Leases (Topic 842)* and supplemental guidance has been issued in the form of additional ASUs related to the lease topic. The FASB issued these Updates to increase transparency and comparability among organizations by recognizing lease assets and lease liabilities in the balance sheets and disclosing key information about leasing arrangements. To meet this objective, the FASB amended the Codification and created Topic 842 that supersedes *Topic 840, Leases*. The key change from previous US GAAP and Topic 840 is the recognition of lease assets and lease liabilities by lessees in the balance sheets under Topic 842 for those leases classified as operating leases under previous US GAAP. IDB Invest adopted this Update effective January 1, 2019 applying the modified retrospective approach that permits entities to not adjust comparative periods. This Update did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In June 2016, the FASB issued ASU 2016-13, *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326): Measurement of Credit Losses on Financial Instruments*. The amendments in this Update affect entities holding financial assets and net investments in leases that are not accounted for at fair value through earnings. The amendments affect loans, debt securities, trade receivables, net investments in leases, off-balance sheet credit exposures, reinsurance receivables, and any other financial assets not excluded from the scope that have the contractual right to receive cash. The amendments replace the incurred loss impairment methodology in current US GAAP with a methodology that reflects expected credit losses and requires consideration of a broader range of reasonable and supportable information to determine credit loss estimates. The use of forecasted information incorporates more timely information in the estimate of expected credit loss that will be more useful to users of the financial statements. Supplemental guidance has been issued in the form of additional ASUs related to the financial instruments - credit losses topic. The amendments in this Update are applied through a cumulative-effect adjustment to retained earnings as of the beginning of the first reporting period in which the guidance is effective (that is, a modified-retrospective approach). This Update permits early adoption and IDB Invest has elected to early adopt effective January 1, 2020. The estimated impact of this Update to IDB Invest's financial statements is an increase in the estimated credit loss of \$39 million, primarily driven by a new requirement to estimate a provision for undisbursed commitments and held-to-maturity debt securities.

In March 2017, the FASB issued ASU 2017-08, *Receivables – Nonrefundable Fees and Other Costs (Subtopic 310-20): Premium Amortization of Purchased Callable Debt Securities*. The amendment in this Update shortens the amortization period to the earliest call date for certain purchased callable debt securities held at a premium. This Update effective January 1, 2019 and it did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-13, *Fair Value Measurement – Changes to the disclosure requirements for fair value measurement*. The amendments in this Update impact disclosure requirements for all entities that are required, under existing US GAAP, to make disclosures about recurring or nonrecurring fair value measurements. This Update eliminates, modifies, and adds to the existing disclosures. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020. This Update is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-14, *Compensation – Retirement Benefits - Defined Benefit Plans – Changes to the disclosure requirements for defined benefit plans*. The amendments in this Update impact disclosure requirements for all employers that sponsor defined benefit pension or other postretirement plans by eliminating existing disclosures that are no longer deemed to be relevant while at the same time adding new disclosures deemed to improve disclosures and clarifying existing disclosures. Among the new disclosures, the explanation of the reasons for significant gains and losses related to changes in the benefit obligation for the period will be required. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020. This Update is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-15, *Intangibles – Goodwill and other – Internal-use software – Customer's accounting for implementation costs incurred in a cloud computing arrangement that is a service contract*. The amendments in this Update result in consistent capitalization of implementation costs of a hosting arrangement that is a service contract and implementation costs incurred to develop or obtain internal-use software and hosting arrangements that include an internal-use software license. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020 and is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In October 2018, the FASB issued ASU 2018-17, *Consolidation (Topic 810) – Targeted Improvements to Related Party Guidance for Variable Interest Entities (VIEs)*. The amendments in this Update eliminate the requirement that entities consider indirect interests held through related parties under common control in their entirety when assessing whether a decision-making fee is a variable interest. Instead, the reporting entity will consider such indirect costs on a proportional basis. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020, and is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

3. Investment Securities

The total income from Investment securities is summarized below (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2019	2018
Interests and dividends, net	\$ 27,092	\$ 29,189
Net gains/(losses)	10,828	1,549
Other-than-temporary losses on investment securities	—	(628)
Total	\$ 37,920	\$ 30,110

The trading portfolio consists of the following (US\$ thousands):

	December 31, 2019	December 31, 2018
Corporate securities	\$ 495,908	\$ 266,707
Government securities	189,268	70,907
Agency securities	66,093	—
Total	\$ 751,269	\$ 337,614

Net unrealized gains recognized in earnings for the year ended December 31, 2019 relating to trading securities still held as of December 31, 2019 were \$193 thousand (\$312 thousand net unrealized gains for the year ended December 31, 2018).

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The fair value of available-for-sale debt securities is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019			
	Amortized cost	Gross unrealized		Fair value
		gains	losses	
Corporate securities	\$ 410,019	\$ 3,014	\$ (328)	\$ 412,705
Government securities	80,046	184	(6)	80,224
Agency securities	70,139	115	(11)	70,243
Supranational securities	23,042	183	(2)	23,223
Total	\$ 583,246	\$ 3,496	\$ (347)	\$ 586,395

	December 31, 2018			
	Amortized cost	Gross unrealized		Fair value
		gains	losses	
Corporate securities	\$ 798,368	\$ 384	\$ (5,429)	\$ 793,323
Agency securities	234,433	3	(1,157)	233,279
Government securities	47,984	2	(141)	47,845
Supranational securities	48,053	—	(315)	47,738
Total	\$ 1,128,838	\$ 389	\$ (7,042)	\$ 1,122,185

The length of time that individual available-for-sale debt securities have been in a continuous unrealized loss position is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019					
	Less than 12 months		12 months or more		Total	
	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss
Corporate securities	\$ 34,975	\$ (51)	\$ 74,611	\$ (277)	\$ 109,586	\$ (328)
Government securities	6,981	(6)	—	—	6,981	(6)
Agency securities	—	—	52,416	(11)	52,416	(11)
Supranational securities	—	—	7,997	(2)	7,997	(2)
Total	\$ 41,956	\$ (57)	\$ 135,024	\$ (290)	\$ 176,980	\$ (347)

	December 31, 2018					
	Less than 12 months		12 months or more		Total	
	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss
Corporate securities	\$ 340,131	\$ (2,554)	\$ 201,577	\$ (2,875)	\$ 541,708	\$ (5,429)
Agency securities	13,886	(5)	116,864	(1,152)	130,750	(1,157)
Government securities	3,036	(3)	24,837	(138)	27,873	(141)
Supranational securities	29,978	—	17,761	(315)	47,739	(315)
Total	\$ 387,031	\$ (2,562)	\$ 361,039	\$ (4,480)	\$ 748,070	\$ (7,042)

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Changes in available-for-sale debt securities recognized in Other comprehensive income/(loss) are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2019	2018
Unrealized gain/(loss) during the period	\$ 10,759	\$ (4,891)
Reclassification of (gain)/loss to net income	(959)	(242)
Reclassification to net income due to impaired securities	—	628
Total recognized in other comprehensive income/(loss) related to available-for-sale investment securities	\$ 9,800	\$ (4,505)

Sales of available-for-sale debt securities amounted to \$293.2 million during the year ended December 31, 2019 (\$315.9 million during the year ended December 31, 2018). Gross realized gains were \$884 thousand and there were \$4 thousand gross realized losses from the sale of available-for-sale debt securities during the year ended December 31, 2019 (\$534 thousand gross realized gains and \$292 thousand gross realized losses during the year ended December 31, 2018).

IDB Invest maintains a strict credit policy that all investment securities must be high quality credit rated investment grade. Unrealized losses on the available-for-sale investment securities are analyzed as part of IDB Invest's ongoing assessment of other-than-temporary impairments. For available-for-sale debt securities, IDB Invest recognizes impairment losses in earnings if IDB Invest has the intent to sell the debt security or if it is more likely than not that IDB Invest will be required to sell the debt security before recovery of its amortized cost. In these circumstances the impairment loss is equal to the full difference between the amortized cost and the fair value of the securities. During the year ended December 31, 2019, there were no other-than-temporary impairment losses on debt securities that IDB Invest would be more likely than not required to sell before recovery of the amortized cost (\$628 thousand during the year ended December 31, 2018). Further, for the remainder of the securities in the available-for-sale portfolio that are in an unrealized loss position, IDB Invest has the intent and ability to hold the securities until recovery of the non-credit portion recognized in Other comprehensive income/(loss).

The maturity structure of available-for-sale debt securities is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019	December 31, 2018
Less than one year	\$ 154,521	\$ 466,233
Between one and five years	431,874	655,952
Total	\$ 586,395	\$ 1,122,185

4. Development Related Investments

IDB Invest has specific metrics for concentrations and it monitors the development related investments for credit performance, market risk and any potential related effects of geographic or sectorial concentrations. IDB Invest's development related investments are the result of lending and investing activities that include loans, equity investments, debt securities and guarantees that promote the economic development of IDB Invest's Regional Developing Member Countries through the establishment, expansion and modernization of private enterprises. All development related investments are individually evaluated for purposes of monitoring and evaluating credit performance and market risk.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The distribution of the outstanding portfolio by country and by sector is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019				December 31, 2018			
	Loans	Equity investments	Debt securities	Total	Loans	Equity investments	Debt securities	Total
Brazil	\$ 273,290	\$ 20,590	\$ 45,894	\$ 339,774	\$ 226,201	\$ 10,453	\$ 30,962	\$ 267,616
Colombia	150,536	4,938	144,335	299,809	83,729	2,004	44,369	130,102
Chile	282,164	—	—	282,164	255,118	—	—	255,118
Ecuador	241,783	—	19,882	261,665	122,603	—	—	122,603
Argentina	196,864	—	12,000	208,864	155,962	—	12,000	167,962
Mexico	187,960	14,895	3,233	206,088	113,571	15,505	—	129,076
Panama	66,929	—	50,000	116,929	10,597	—	—	10,597
Regional ⁽¹⁾	47,288	36,611	16,000	99,899	41,790	35,594	5,333	82,717
Guatemala	59,890	—	39,877	99,767	69,987	—	40,000	109,987
Uruguay	79,648	—	17,703	97,351	65,077	—	15,100	80,177
Paraguay	96,663	—	—	96,663	95,980	—	—	95,980
Peru	77,878	—	13,000	90,878	62,421	—	13,000	75,421
Costa Rica	78,690	—	—	78,690	71,559	—	—	71,559
Nicaragua	65,717	—	—	65,717	34,666	—	—	34,666
Bolivia	38,566	19,641	—	58,207	569	3,000	—	3,569
El Salvador	27,982	—	15,000	42,982	24,684	—	15,000	39,684
Trinidad and Tobago	37,500	—	—	37,500	—	—	—	—
Honduras	24,273	—	—	24,273	48,310	—	—	48,310
Dominican Republic	13,265	—	—	13,265	6,119	—	—	6,119
Belize	7,500	—	—	7,500	—	—	—	—
Haiti	7,032	—	—	7,032	8,417	—	—	8,417
Suriname	6,515	—	—	6,515	7,894	—	—	7,894
Bahamas	1,891	—	—	1,891	2,337	—	—	2,337
Jamaica	—	—	—	—	6,220	—	—	6,220
Total	\$2,069,824	\$ 96,675	\$ 376,924	\$2,543,423	\$1,513,811	\$ 66,556	\$ 175,764	\$1,756,131
Financial intermediaries	\$ 791,027	\$ 4,141	\$ 253,391	\$1,048,559	\$ 635,804	\$ 3,116	\$ 80,000	\$ 718,920
Telecom & IT	274,991	20,195	89,831	385,017	185,927	4,695	75,331	265,953
Agribusiness	322,005	—	3,015	325,020	236,068	—	—	236,068
Energy	304,918	—	14,687	319,605	266,362	—	15,100	281,462
General manufacturing	148,380	—	—	148,380	90,731	—	—	90,731
Transportation	128,369	—	—	128,369	47,289	—	—	47,289
Investment funds	9,658	64,741	16,000	90,399	4,858	46,351	5,333	56,542
Services, dist. & retail	34,304	6,300	—	40,604	9,742	6,400	—	16,142
Commodities	13,770	—	—	13,770	14,455	—	—	14,455
Education	13,168	—	—	13,168	—	—	—	—
Water, sanitation and environment infr.	11,760	—	—	11,760	—	—	—	—
Health	10,468	—	—	10,468	4,511	—	—	4,511
Real estate, tourism and construction	6,847	1,298	—	8,145	16,896	5,994	—	22,890
Pulp and paper	159	—	—	159	180	—	—	180
Logistics	—	—	—	—	988	—	—	988
Total	\$2,069,824	\$ 96,675	\$ 376,924	\$2,543,423	\$1,513,811	\$ 66,556	\$ 175,764	\$1,756,131

⁽¹⁾ Represents investments with operations in multiple countries.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Development related investments committed but not disbursed (net of cancellations) are summarized below (US \$ thousands):

	December 31, 2019
Loans	\$ 669,139
Debt securities	66,204
Equity investments	24,245
Total	\$ 759,588

Loans

The loan portfolio includes loans at amortized cost (fixed rate, variable rate and no stated interest rate) and fair value. The unpaid principal balance of the fixed rate loan portfolio amounted to \$709.3 million of which \$245.0 million relates to loans with no stated interest rate as of December 31, 2019 (\$369.5 million of which \$139.0 million relates to loans with no stated interest rate as of December 31, 2018). The unpaid principal balance of the variable rate loan portfolio amounted to \$1.4 billion as of December 31, 2019 (\$1.1 billion as of December 31, 2018). Variable rate loans generally reprice within one year. Base rates of variable rate loans reset at each repayment date at least annually or more frequently, but loan margins generally remain constant over the life of the variable rate loan. In the following disclosures, IDB Invest's loan portfolio is classified as financial institutions and corporates.

An age analysis, based on contractual terms, of loans outstanding by investment type is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019				
	1-90 days past due	>90 days past due	Total past due	Total current loans	Total loan portfolio
Financial institutions	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 799,116	\$ 799,116
Corporates	6,530	14,516	21,046	1,249,662	1,270,708
Total	\$ 6,530	\$ 14,516	\$ 21,046	\$ 2,048,778	\$ 2,069,824
As % of total loan portfolio	0.3 %	0.7 %	1.0 %	99.0 %	100.0 %
Allowance for loan losses					\$ (97,614)
Allowance as a % of total loan portfolio					4.7 %

	December 31, 2018				
	1-90 days past due	>90 days past due	Total past due	Total current loans	Total loan portfolio
Financial institutions	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 621,644	\$ 621,644
Corporates	1,733	12,828	14,561	877,606	892,167
Total	\$ 1,733	\$ 12,828	\$ 14,561	\$ 1,499,250	\$ 1,513,811
As % of total loan portfolio	0.1 %	0.8 %	1.0 %	99.0 %	100.0 %
Allowance for loan losses					\$ (65,776)
Allowance as a % of total loan portfolio					4.3 %

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The recorded investment in nonaccrual loans outstanding is summarized by investment type as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019			December 31, 2018		
	Past due	Current	Total nonaccrual	Past due	Current	Total nonaccrual
Corporates	\$ 19,415	\$ 11,851	\$ 31,266	\$ 11,836	\$ 16,569	\$ 28,405
Total nonaccrual loans	\$ 19,415	\$ 11,851	\$ 31,266	\$ 11,836	\$ 16,569	\$ 28,405
Loan portfolio	\$ 2,069,824			\$ 1,513,811		
As % of loan portfolio	0.9 %	0.6 %	1.5 %	0.8 %	1.1 %	1.9 %

A current nonaccrual loan is a loan that was placed in nonaccrual status where the borrower is now current on payments but for which ongoing monitoring is necessary to determine whether the borrower has sufficiently demonstrated performance before returning the loan to accrual status. Interest income collected and interest income recognized on loans in nonaccrual status was \$857 thousand for the year ended December 31, 2019 (\$1.3 million for the year ended December 31, 2018).

The investment in impaired loans as of December 31, 2019 was \$31.3 million (\$30.1 million as of December 31, 2018). The average investment in impaired loans for the year ended December 31, 2019 was \$30.3 million (\$31.3 million for the year ended December 31, 2018). The total allowance related to impaired loans was \$12.8 million as of December 31, 2019 (\$13.2 million as of December 31, 2018).

As of December 31, 2019, there were no troubled debt restructurings in the portfolio (two with an outstanding balance of \$3.9 million and specific allowance of \$3.7 million as of December 31, 2018).

The maturity structure of loans outstanding is (US\$ thousands):

	December 31	
	2019	2018
Due in one year or less	\$ 622,921	\$ 471,115
Due after one year through five years	878,165	636,524
Due after five years through ten years	406,723	307,083
Due after ten years and thereafter	166,746	103,628
Total loans outstanding, gross	\$ 2,074,555	\$ 1,518,350
Unamortized discounts	(4,731)	(4,539)
Total loans outstanding, net	\$ 2,069,824	\$ 1,513,811

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The weighted average rates by currency for loans outstanding are summarized below (US\$ thousands):

	December 31			
	2019		2018	
	Amount outstanding	Weighted average rate	Amount outstanding	Weighted average rate
Colombian peso (COP)	\$ 41,177	11.4 %	\$ 15,008	10.9 %
Dominican Republic peso (DOP)	9,418	10.5 %	—	
Mexican peso (MXN)	34,555	10.1 %	15,835	11.2 %
Paraguayan guarani (PYG)	4,650	9.0 %	5,040	9.0 %
United States dollar	1,735,029	5.7 %	1,338,972	6.2 %
Total loans outstanding, before discounted loans	\$ 1,824,829		\$ 1,374,855	
Discounted loans	244,995		138,956	
Total loans outstanding	\$ 2,069,824		\$ 1,513,811	

Changes in the allowance for loan losses by investment type are summarized below (US\$ thousands):

	Year ended December 31, 2019		
	Financial institutions	Corporates	Total
Beginning balance	\$ (24,602)	\$ (41,174)	\$ (65,776)
Loans written off, net	—	2,352	2,352
Recoveries	(133)	(44)	(177)
(Provision)/release of provision for loan losses ⁽¹⁾	(8,191)	(25,822)	(34,013)
Ending balance	\$ (32,926)	\$ (64,688)	\$ (97,614)

⁽¹⁾ Does not include changes in (Provision)/release of provision for guarantee losses of \$(2.7) million that are recorded in the same line item in the income statements.

	Year ended December 31, 2018		
	Financial institutions	Corporates	Total
Beginning balance	\$ (21,028)	\$ (28,657)	\$ (49,685)
Loans written off, net	—	1,948	1,948
(Provision)/release of provision for loan losses ⁽¹⁾	(3,574)	(14,465)	(18,039)
Ending balance	\$ (24,602)	\$ (41,174)	\$ (65,776)

⁽¹⁾ Does not include changes in (Provision)/release of provision for guarantee losses of \$(274) thousand that are recorded in the same line item in the income statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

A description of credit quality indicators and a summary of loans at amortized cost by credit quality indicator and investment type are as follows as of December 31, 2019 and December 31, 2018 (US\$ thousands):

Rating categories	Credit quality indicator	Internal credit risk classification range	Description
aa- and better	Very strong	aa- or higher	An obligor in these categories has a very strong capacity to meet its financial commitment.
a+ to a-	Strong	a+, a, a-	An obligor in these categories has a strong capacity to meet its financial commitment.
bbb+ to bbb-	Adequate	bbb+, bbb, bbb-	An obligor in these categories exhibits an adequate financial profile. However, adverse economic conditions or changing circumstances are more likely to lead to a weakening of the obligor's capacity to meet its financial obligations.
bb+ to bb-	Moderate	bb+, bb, bb-	An obligor in these categories can face major uncertainties or exposures to adverse business, financial, or economic conditions that could lead to its inadequate capacity to meet its financial obligations.
b+ to b-	Weak	b+, b, b-	An obligor in these categories is more vulnerable to nonpayment than obligations rated bb-, but the obligor currently has the capacity to meet its financial obligations. Adverse business, financial, or economic conditions will likely impair the obligor's capacity or willingness to meet its financial obligations.
ccc+ and lower	Very weak	ccc+ or lower	An obligor in these categories faces significant challenges, and default may also already be a virtual certainty. The obligor is currently vulnerable to nonpayment, and is dependent upon favorable business, financial, and economic conditions for the obligor to meet its financial obligations. In the event of adverse business, financial, or economic conditions, the obligor is not likely to have the capacity to meet its financial obligations.

Internal credit quality indicator	December 31, 2019		
	Financial institutions	Corporates	Total
Adequate	\$ 132,500	\$ 141,348	\$ 273,848
Moderate	402,726	484,971	887,697
Weak	246,458	537,470	783,928
Very weak	1,000	95,824	96,824
Total loans at amortized cost	\$ 782,684	\$ 1,259,613	\$ 2,042,297

Internal credit quality indicator	December 31, 2018		
	Financial institutions	Corporates	Total
Adequate	\$ 120,000	\$ 85,999	\$ 205,999
Moderate	282,726	397,051	679,777
Weak	218,918	365,709	584,627
Very weak	—	35,694	35,694
Total loans at amortized cost	\$ 621,644	\$ 884,453	\$ 1,506,097

Loans accounted for at fair value were \$27.5 million as of December 31, 2019 (\$7.7 million as of December 31, 2018). There were \$905 thousand net unrealized losses recognized in earnings for the year ended December 31, 2019 (none for the year ended December 31, 2018).

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Equity investments

As of December 31, 2019, IDB Invest's equity investments recorded at fair value were \$92.0 million that included LPs recorded at NAV as a practical expedient to fair value of \$64.7 million (\$52.3 million that included LPs recorded at NAV as a practical expedient to fair value of \$46.4 million as of December 31, 2018). Net unrealized gains recognized in earnings for the year ended December 31, 2019 relating to all equity investments carried at fair value and that are still held as of December 31, 2019 were \$329 thousand (net unrealized losses of \$1.0 million for the year ended December 31, 2018).

As of December 31, 2019, IDB Invest's equity investments recorded using the cost-based measurement alternative had a carrying value of \$4.7 million (\$14.2 million as of December 31, 2018). There were no measurement adjustments related to observable price changes and \$100 thousand related to impairment adjustments for the year ended December 31, 2019 (\$1.4 million in measurement adjustments and no impairment adjustment for the year ended December 31, 2018). During the fourth quarter of 2019, IDB Invest elected the FVO for equity investments previously recorded using the cost-based measurement alternative that had a carrying value of \$10.4 million as of December 31, 2019.

IDB Invest intends to hold investments in LPs until the final liquidation of the underlying assets of the LPs in order to participate fully in the performance of the LP. IDB Invest generally does not have redemption rights in any of these investments. IDB Invest estimates that the underlying assets of the LPs generally may be liquidated over a period of 10 years.

Debt securities

As of December 31, 2019, IDB Invest's development related investments accounted for as debt securities classified as held-to maturity were \$133.6 million (\$84.5 million as of December 31, 2018). There was no indication of other-than-temporary impairment losses on these debt securities for the year ended December 31, 2019 (none for the year ended December 31, 2018). Debt securities recorded at fair value were \$243.3 million as of December 31, 2019 (\$91.3 million as of December 31, 2018). Net unrealized gains on these securities were \$107 thousand for the year ended December 31, 2019 (\$12 thousand in net unrealized losses for the year ended December 31, 2018). For the year ended December 31, 2019, related interest income was \$17.3 million (\$3.4 million for the year ended December 31, 2018).

The maturity structure of development related investments in debt securities is as follows (US\$ thousands):

	<u>December 31, 2019</u>	<u>December 31, 2018</u>
Due in one year or less	\$ 24,132	\$ 442
Due after one year through five years	247,525	66,249
Due after five years through ten years	90,903	89,367
Due after ten years and thereafter	14,364	19,706
Total	\$ 376,924	\$ 175,764

Guarantees

Guarantees entered into by IDB Invest have maturities consistent with those of the loan portfolio. No notices of default have been received since inception of IDB Invest's guarantee program.

IDB Invest's current outstanding exposure for guarantees was \$46.6 million as of December 31, 2019 (\$17.1 million as of December 31, 2018). The maximum potential exposure, which represents the amounts that could be lost under the guarantees in the event the full guaranteed loan disbursed and there were a total default by the guaranteed party without taking into consideration possible recoveries under recourse provisions or from collateral held or pledged, amounted to \$66.4 million as of December 31, 2019 (\$37.1 million as of December 31, 2018). The allowance for losses on guarantees is \$3.2 million as of December 31, 2019 and is recorded in Accounts payable and other liabilities in the balance sheets (\$564 thousand as of December 31, 2018).

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Loan participations and co-financing arrangements

As of December 31, 2019, IDB Invest serviced loan participations and co-financing arrangements outstanding of \$1.8 billion (\$1.9 billion as of December 31, 2018) and recognized servicing fees of \$757 thousand for the year ended December 31, 2019 (\$366 thousand for the year ended December 31, 2018) included in Mobilization fees and other income in the income statements.

In addition, IDB Invest serviced co-financing arrangements outstanding of \$2.4 billion with IDB Group related parties as of December 31, 2019 (\$1.5 billion as of December 31, 2018). As explained in Note 11 income from these arrangements are included in SLA revenue.

Variable interest entities

Some of IDB Invest's development related investments are made through VIEs. These VIEs are mainly special purpose vehicles or investment funds, where the sponsor, the general partner or fund manager does not have substantive equity at risk.

IDB Invest has made development related investments amounting to approximately \$26.1 million in loans and \$3.0 million in debt securities as of December 31, 2019 to VIEs for which it is deemed to be the primary beneficiary (none as of December 31, 2018). IDB Invest's involvement with these three VIEs is limited to such development related investments, which are reflected as such in IDB Invest's financial statements. Based on the most recent available data, the size of these VIEs measured by total assets with a notional value of approximately \$31.5 million as of December 31, 2019, which is considered immaterial compared to the carrying value of \$29.1 millions, and thus not consolidated with IDB Invest's financial statements (none at December 31, 2018).

IDB Invest does not have a significant variable interest in any other VIE, which would require disclosure. Similarly, IDB Invest does not hold a controlling financial interest or majority voting interest in any other entity, and it does not have significant influence over any entities.

5. Receivables and Other Assets

Receivables and other assets are summarized below (US\$ thousands):

	December 31, 2019	December 31, 2018
Operating lease right-of-use asset	\$ 52,536	\$ —
Interest receivable on development related investments	22,538	14,971
Fixed and intangible assets	11,033	12,611
Other assets	3,906	15,411
Interest receivable on investment securities	3,589	6,459
Total receivables and other assets	\$ 93,602	\$ 49,452

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

6. Accounts Payable and Other Liabilities

Accounts payable and other liabilities are summarized below (US\$ thousands):

	Notes	December 31, 2019	December 31, 2018
Pension Plans, net liability	12	\$ 77,920	\$ 39,892
Operating lease liability	10	53,388	—
Postretirement Benefit Plan, net liability	12	17,798	4,135
Loan origination fees and costs, net		17,769	16,815
Deferred revenue		12,884	13,596
Employment benefits payable		12,288	8,905
Accounts payable and other liabilities		10,811	8,210
Due to IDB, net	11	8,426	4,738
Total accounts payables and other liabilities		\$ 211,284	\$ 96,291

As of December 31, 2019, and December 31, 2018, the Pension Plans net liability and PRBP net liability reflect the underfunded status of the Pension Plans and PRBP. Refer to Note 12 for additional details. Deferred revenue includes service fees collected from related parties. Additional information about IDB Invest's related party transactions is included in Note 11.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

7. Borrowings

Borrowings outstanding by currency are as follows (US\$ thousands):

	Maturity	Interest payment terms	December 31, 2019			December 31, 2018		
			Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate	Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate
Brazilian real (BRL):								
2018 BRL 120 million	2021	Quarterly	\$ 29,776	V	4.1 %	\$ 30,974	V	5.5 %
2019 BRL 20 million	2021	Quarterly	4,963	V	3.9 %	—		
2019 BRL 15 million	2021	Quarterly	3,722	V	3.8 %	—		
2019 BRL 15 million	2021	Quarterly	3,722	V	3.5 %	—		
2019 BRL 15 million	2021	Quarterly	3,722	V	3.7 %	—		
			<u>45,905</u>			<u>30,974</u>		
Colombian peso (COP):								
2019 COP 328.5 billion	2024	Monthly	100,192	V	4.6 %	—		
2018 COP 144 billion	2025	Semi-annual	43,937	F	6.6 %	44,369	F	6.6 %
2018 COP 35 billion	2030	Quarterly	10,782	V	8.3 %	10,888	V	8.0 %
2019 COP 27 billion	2030	Quarterly	8,262	V	8.3 %	—		
2019 COP 47 billion	2035	Semi-annual	14,335	V	7.9 %	—		
2019 COP 6 billion	2035	Semi-annual	1,830	V	8.4 %	—		
2019 COP 5 billion	2035	Semi-annual	1,525	V	8.4 %	—		
			<u>180,863</u>			<u>55,257</u>		
Dominican peso (DOP):								
2019 DOP 500 million	2022	Semi-annual	9,418	F	8.8 %	—		
			<u>9,418</u>			<u>—</u>		
Mexican peso (MXN):								
2018 MXN 1.5 billion	2021	Monthly	79,515	V	7.8 %	76,331	V	8.5 %
2019 MXN 1.5 billion	2022	Monthly	79,515	V	7.7 %	—		
			<u>159,030</u>			<u>76,331</u>		
Paraguayan guarani (PYG):								
2018 PYG 30 billion	2023	Semi-annual	4,650	F	6.1 %	5,040	F	6.1 %
			<u>4,650</u>			<u>5,040</u>		
United States dollar:								
2018 \$500 million	2021	Quarterly	500,000	V	2.1 %	500,000	V	2.6 %
2019 \$250 million	2021	Quarterly	250,000	V	2.1 %	—		
2019 \$500 million	2024	Annual	500,000	F	1.8 %	—		
2016 \$500 million	2019	Quarterly	—			500,000	V	2.8 %
2011 \$50 million	2021	Semi-annual	—			20,000	V	3.5 %
1997 \$100 million	2023	Semi-annual	—			100,000	V	3.1 %
			<u>1,250,000</u>			<u>1,120,000</u>		
Total borrowings, gross			<u>\$ 1,649,866</u>			<u>\$ 1,287,602</u>		
Unamortized premiums/ discounts and issuance costs, net			(1,720)			(1,230)		
Total borrowings, net			<u>\$ 1,648,146</u>			<u>\$ 1,286,372</u>		

⁽¹⁾ F: fixed; V: variable

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Availability under existing credit facilities by currency are as follows (US\$ thousands):

	Available until	Contractual amount	December 31, 2019	
			Available amount	Drawdown amount
Colombian peso (COP):				
2018 COP 370 billion	2021	\$ 112,850	\$ 76,116	\$ 36,734
Multi-currency:				
1997 \$300 million	2022	\$ 300,000	\$ 149,165	\$ 150,835

The Borrowings expense is as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2019	2018
Interest expense	\$ 43,433	\$ 26,120
Fees expense	693	209
Amortization of premiums/discounts and issuance costs, net	444	283
Total borrowings expense	\$ 44,570	\$ 26,612

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

8. Capital

IDB Invest's original authorized share capital was increased to \$705.9 million, equivalent to 70,590 shares, through a \$500.0 million general capital increase approved in 1999 (GCI-I), and several special increases. These increases allocated a total of \$505.9 million for subscriptions by new and existing member countries, with a par value and issuance price of \$10,000 per share.

On March 30, 2015, IDB Invest's Board of Governors authorized the Second General Capital Increase (GCI-II) for \$2.03 billion. The capital increase is comprised of: (i) \$1.305 billion in capital to be paid by IDB Invest shareholders during the 2016-2022 period; and (ii) annual transfers from the IDB, on behalf of its shareholders, to be paid to IDB Invest during the period 2018-2025, totaling \$725.0 million for the entire period, and conditional upon annual approval by the IDB Board of Governors. The GCI-II increases the authorized capital stock by 125,474 shares – 80,662 shares corresponding to capital contributions payable by the countries (Annex A Shares) and 44,812 shares corresponding to transfers from the IDB on behalf of its member countries (Annex B Shares) – with a share issuance price of \$16,178.60 per share. With this capital increase, total authorized shares amount to 196,064.

All Annex A Shares have been subscribed and are expected to be paid in over time. In the balance sheets, subscribed shares are recorded as Capital, par value, Additional paid-in capital and Receivable from members on the date of the subscription instrument at the share issuance price. Payments are due on October 31 of each year from 2016 to 2022, per a payment plan determined and communicated by management to each subscribing country. The Board of Executive Directors is authorized to extend payment deadlines. The price for Annex A Shares not paid within their corresponding annual installment is adjusted to reflect a 5.0% increase for each year of arrears; except that, shares corresponding to the first installment which were fully paid in by the end of the second installment were not subject to a price adjustment. The price adjustment for shares in arrears is recorded to Additional paid-in capital and to Receivable from members in the balance sheets.

Capital contributions of \$160.7 million were received during the year ended December 31, 2019 for a total of \$1.0 billion in contributions corresponding to Annex A Shares under GCI-II. In March 2019, the Board of Governors approved income distributions corresponding to Annex B Shares transfers from the IDB on behalf of its shareholders that are also member countries of IDB Invest. Following this approval, IDB Invest received \$49.5 million in income distributions (transfers) for a total of \$99.0 million contributions corresponding to Annex B Shares under GCI-II, which are included as part of Total paid-in capital in the balance sheets. Total capital contributions of \$1.1 billion have been received under GCI-II through December 31, 2019.

Under the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation, any member may withdraw from IDB Invest, which shall become effective on the date specified in the notice but in no event prior to six months from the delivery date of such notice. Even after withdrawing, a member shall remain liable for all obligations to IDB Invest to which it was subject on the date of delivery of the withdrawal notice. In the event a member withdraws, IDB Invest and the member may agree to the repurchase of the shares of said member on terms appropriate under the circumstances. If such agreement is not reached within three months of the withdrawal notice, or within a term agreed upon between both parties, the repurchase price of the member's shares shall be equal to the book value on the date when the member ceases to belong to IDB Invest, such book value to be determined by the audited financial statements. Payment for shares shall be made in such installments, times, and currencies as IDB Invest shall determine, taking into account its financial position.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The following table lists the capital and receivable from members (US\$ thousands, except for share and voting power information):

	December 31							
	Capital					Voting power		
	Shares ⁽¹⁾	Capital, par value	Additional paid-in capital ⁽²⁾	Receivable from members ⁽³⁾	Total paid in capital	Percent of total paid in capital ⁽⁴⁾	Number of votes	Percent of total votes ⁽⁴⁾
Argentina	18,078	\$ 180,780	\$ 61,953	\$ 234	\$ 242,499	13.23	16,331	12.12
Austria	896	8,960	3,419	1,683	10,696	0.58	792	0.59
Bahamas	320	3,200	1,106	518	3,788	0.21	288	0.21
Barbados	228	2,280	816	1,109	1,987	0.11	160	0.12
Belgium	189	1,890	128	—	2,018	0.11	189	0.14
Belize	108	1,080	46	—	1,126	0.06	108	0.08
Bolivia	1,454	14,540	4,974	2,297	17,217	0.94	1,312	0.97
Brazil	18,078	180,780	63,917	43,351	201,346	10.99	14,624	10.85
Canada	4,335	43,350	25,875	11,975	57,250	3.12	3,594	2.67
Chile	4,648	46,480	16,356	7,459	55,377	3.02	4,187	3.11
China	9,330	93,300	56,685	27,924	122,061	6.66	7,604	5.64
Colombia	4,648	46,480	15,842	—	62,322	3.40	4,200	3.12
Costa Rica	699	6,990	2,386	1,117	8,259	0.45	630	0.47
Croatia	3	30	19	—	49	0.00	3	0.00
Denmark	1,081	10,810	70	—	10,880	0.59	1,081	0.80
Dominican Republic	970	9,700	3,309	1,521	11,488	0.63	876	0.65
Ecuador	979	9,790	3,357	323	12,824	0.70	882	0.65
El Salvador	699	6,990	2,495	1,116	8,369	0.46	630	0.47
Finland	1,030	10,300	3,950	—	14,250	0.78	910	0.68
France	2,985	29,850	5,088	2,200	32,738	1.79	2,849	2.11
Germany	1,451	14,510	726	—	15,236	0.83	1,451	1.08
Guatemala	932	9,320	3,173	1,504	10,989	0.60	839	0.62
Guyana	265	2,650	912	341	3,221	0.18	239	0.18
Haiti	699	6,990	2,739	5,082	4,647	0.25	400	0.30
Honduras	699	6,990	2,453	1,187	8,256	0.45	625	0.46
Israel	400	4,000	1,419	749	4,670	0.25	315	0.23
Italy	4,740	47,400	15,935	7,522	55,813	3.05	4,275	3.17
Jamaica	455	4,550	227	—	4,777	0.26	455	0.34
Japan	5,259	52,590	17,099	7,539	62,150	3.39	4,793	3.56
Korea	8,293	82,930	50,278	24,769	108,439	5.92	6,762	5.02
Mexico	11,575	115,750	39,350	—	155,100	8.46	10,462	7.76
Netherlands	1,083	10,830	79	—	10,909	0.60	1,083	0.80
Nicaragua	699	6,990	2,384	1,117	8,257	0.45	630	0.47
Norway	1,026	10,260	3,919	1,925	12,254	0.67	907	0.67
Panama	1,000	10,000	4,161	1,990	12,171	0.66	877	0.65
Paraguay	733	7,330	2,512	1,197	8,645	0.47	659	0.49
Peru	5,265	52,650	19,659	1	72,308	3.95	4,683	3.47
Portugal	392	3,920	1,308	1,283	3,945	0.22	313	0.23
Slovenia	1	10	20	—	30	0.00	1	0.00
Spain	7,083	70,830	28,373	10,957	88,246	4.82	6,243	4.63
Suriname	106	1,060	38	—	1,098	0.06	106	0.08
Sweden	966	9,660	3,543	1,731	11,472	0.63	859	0.64
Switzerland	2,317	23,170	7,700	3,737	27,133	1.48	2,086	1.55
Trinidad and Tobago	697	6,970	2,777	6,175	3,572	0.19	340	0.25
United States	17,874	178,740	11,469	—	190,209	10.38	17,874	13.26
Uruguay	1,924	19,240	6,567	—	25,807	1.41	1,737	1.29
Venezuela	10,658	106,580	46,140	106,207	46,513	2.54	4,521	3.35
Total as of December 31, 2019	157,350	\$ 1,573,500	\$ 546,751	\$ 287,840	\$ 1,832,411	100	134,785	100
Total as of December 31, 2018	154,286	\$ 1,542,860	\$ 523,949	\$ 444,603	\$ 1,622,206		118,007	

(1) Includes Annex B shares for which income distributions (transfers) were made by IDB on behalf of its shareholders.

(2) Includes the amount in addition to par value for shares under GCI-II, partial payments in excess of full shares.

(3) Represents receivable from members under GCI-II.

(4) Data are rounded; detail may not add to total because of rounding.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

9. Fair Value Measurements

Many of IDB Invest's financial instruments are not actively traded in any market. Determining future cash flows for fair value estimation is subjective and imprecise, and minor changes in assumptions or methodologies may materially affect the estimated values. Therefore, while disclosure of estimated fair values of certain financial instruments is required, readers are cautioned about using these data for purposes of evaluating the financial condition of IDB Invest.

The methodologies and key assumptions used to estimate the fair values of IDB Invest's financial instruments are summarized below:

Cash and cash equivalents

The carrying amount reported in the balance sheets approximates fair value.

Investment securities

Fair values for investment securities are based on quoted prices in active markets for identical assets or liabilities or prices derived from alternative pricing models when these prices are not available from pricing vendors. These methodologies apply to certain investments in non-U.S. government obligations, agencies, supnationals and corporate bonds. Also included are commercial paper (CP) and certificates of deposit (CD) issued under large U.S. based CP or CD programs. For investments for which prices and other relevant information, generated by market transactions involving identical or comparable assets, are not available, the income approach valuation has been employed, using yield curves, bond or credit default swap spreads, and recovery rates based on collateral values as key inputs.

Loans and development related investments in debt securities

Loans and development related investments in debt securities for which a combination of observable and unobservable inputs is generally available, require the use of estimates and present value calculations of future cash flows. All loans measured at fair value are classified as Level 3. The fair value of loans is estimated using recently executed transactions, market price quotations (where observable), and market observable credit default swap levels along with proprietary valuation models where such transactions and quotations are unobservable. The lack of objective pricing standards adds a greater degree of subjectivity and volatility to these derived or estimated fair values.

IDB Invest's loans are generally carried at the principal amount outstanding. For disclosure purposes, IDB Invest estimates the fair value of its loan portfolio including impaired assets. Any excess or deficit resulting from the difference between the carrying amounts of the loan portfolio and the fair value disclosed does not necessarily reflect the realizable values since IDB Invest generally holds investments to maturity with the aim of realizing their contractual cash flows.

Equity investments

IDB Invest purchases the share capital of eligible private sector enterprises and also invests in LPs. In most cases, market prices are not available, and alternate valuation techniques require a significant degree of judgment.

Equity investments at fair value – Equity investments are valued at fair value if publicly traded in certain markets, or IDB Invest elects the FVO. IDB Invest also relies on the NAV as a practical expedient as reported by the fund manager for the fair value measurement of its LPs. The NAVs that have been reported by the fund manager are derived from the fair values of the underlying investments. If the NAV is not as of IDB Invest's measurement date, IDB Invest adjusts the most recent NAV, as necessary, to estimate a NAV for the investment that is calculated in a manner consistent with the fair value measurement principles.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Equity investments at cost-based measurement alternative – IDB Invest’s methodology to measure equity investments using the cost-based measurement alternative requires the use of estimates and present value calculations of future cash flows for impairments and/or observable price change adjustments. IDB Invest relies on third-party valuation specialists when available, internal estimates, or a combination of both.

Borrowings

IDB Invest’s borrowings are recorded at amortized cost. The fair value of IDB Invest’s borrowings is estimated using either quoted market prices or discounted cash flow analyses based on IDB Invest’s current borrowing rates for similar types of borrowing arrangements.

Other assets and liabilities

The carrying value of financial instruments included in Receivables and other assets, and Accounts payable and other liabilities approximates fair value due to their liquid or short-term nature.

Fair value of financial instruments

IDB Invest’s financial instruments recorded or disclosed at fair value have been categorized based on a fair value hierarchy in accordance with ASC 820 and are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019				
	Carrying amount	Level 1	Level 2	Level 3	Fair value
Investment securities					
Corporate securities	\$ 908,613	\$ —	\$ 908,613	\$ —	\$ 908,613
Government securities	269,492	2,995	266,497	—	269,492
Agency securities	136,336	—	136,336	—	136,336
Supranational securities	23,223	—	23,223	—	23,223
	1,337,664	2,995	1,334,669	—	1,337,664
Loans					
Amortized cost	2,042,297	—	—	2,099,284	2,099,284
Fair value	27,527	—	—	27,527	27,527
	2,069,824	—	—	2,126,811	2,126,811
Equity investments					
Cost-based measurement alternative	4,695	—	—	4,695	4,695
Fair value	27,239	1,298	—	25,941	27,239
NAV ⁽¹⁾	64,741	—	—	—	64,741
	96,675	1,298	—	30,636	96,675
Debt securities					
Held to maturity	133,624	—	—	144,720	144,720
Fair value	197,406	—	—	197,406	197,406
NAV ⁽¹⁾	45,894	—	—	—	45,894
	376,924	—	—	342,126	388,020
Borrowings	1,648,146	—	1,655,632	—	1,655,632

⁽¹⁾In accordance with ASC 820, investments that are recorded using net asset value per share as a practical expedient to fair value have not been classified in the fair value hierarchy. The fair value amounts presented in this table are intended to permit reconciliation of the fair value hierarchy to the amounts presented in the balance sheets.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

	December 31, 2018				
	Carrying amount	Level 1	Level 2	Level 3	Fair value
Investment securities					
Corporate securities	\$ 1,060,030	\$ —	\$ 1,060,030	\$ —	\$ 1,060,030
Government securities	118,752	—	118,752	—	118,752
Agency securities	233,279	—	233,279	—	233,279
Supranational securities	47,738	—	47,738	—	47,738
	<u>1,459,799</u>	<u>—</u>	<u>1,459,799</u>	<u>—</u>	<u>1,459,799</u>
Loans					
Amortized cost	1,506,097	—	—	1,480,392	1,480,392
Fair value	7,714	—	—	7,714	7,714
	<u>1,513,811</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>1,488,106</u>	<u>1,488,106</u>
Equity investments					
Cost-based measurement alternative	14,211	—	—	14,211	14,211
Fair value	5,994	5,994	—	—	5,994
NAV ⁽¹⁾	46,351	—	—	—	46,351
	<u>66,556</u>	<u>5,994</u>	<u>—</u>	<u>14,211</u>	<u>66,556</u>
Debt securities					
Held to maturity	84,469	—	—	79,458	79,458
Fair value	60,333	—	—	60,333	60,333
NAV ⁽¹⁾	30,962	—	—	—	30,962
	<u>175,764</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>139,791</u>	<u>170,753</u>
Borrowings	<u>1,286,372</u>	<u>—</u>	<u>1,286,691</u>	<u>—</u>	<u>1,286,691</u>

¹⁾In accordance with ASC 820, investments that are recorded using net asset value per share as a practical expedient to fair value have not been classified in the fair value hierarchy. The fair value amounts presented in this table are intended to permit reconciliation of the fair value hierarchy to the amounts presented in the balance sheets.

The following table presents changes in carrying value of IDB Invest's Level 3 financial instruments that are carried at fair value for the year ended December 31, 2019 and 2018 (US\$ thousands):

	Year ended December 31, 2019				
	Balance as of January 1, 2019	Net gains and losses included in earnings	Disbursements, purchases, fair value elections	Balance as of December 31, 2019	Net unrealized gains/(losses) included in earnings related to assets/liabilities held at December 31, 2019
Loans	\$ 7,714	\$ (905)	\$ 20,718	\$ 27,527	\$ (905)
Equity investments	—	1,141	24,800	25,941	1,141
Debt securities	60,333	(84)	137,157	197,406	(84)
Total assets at fair value	<u>\$ 68,047</u>	<u>\$ 152</u>	<u>\$ 182,675</u>	<u>\$ 250,874</u>	<u>\$ 152</u>

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Year ended December 31, 2018

	Balance as of January 1, 2018	Net gains and losses included in earnings	Disbursements, purchases, fair value elections	Balance as of December 31, 2018	Net unrealized gains/ (losses) included in earnings related to assets/liabilities held at December 31, 2018
Loans	\$ —	\$ —	\$ 7,714	\$ 7,714	\$ —
Debt securities	—	—	60,333	60,333	—
Total assets at fair value	\$ —	\$ —	\$ 68,047	\$ 68,047	\$ —

The following table presents the valuation techniques and significant unobservable inputs for development related investments classified as Level 3 as of December 31, 2019 and 2018 (US\$ thousands):

December 31, 2019

	Fair value	Valuation technique	Significant inputs	Range	Weighted average
Loans	\$ 26,096	Discounted cash flows	Discount rate	6.5%-15.0%	10.1%
	1,431	Recent transaction			
	27,527				
Equity investments	15,500	Recent transaction			
	10,441	Various techniques ⁽¹⁾			
	25,941				
Debt securities	177,524	Discounted cash flows	Discount rate	3.9%-9.3%	5.6%
	19,882	Listed price			
	197,406				
Total	\$ 250,874				

⁽¹⁾ Includes a combination of valuation techniques including discounted cash flows, recent transactions and valuation multiples.

December 31, 2018

	Fair value	Valuation technique	Significant inputs	Range	Weighted average
Loans ⁽¹⁾	\$ 7,714	Discounted cash flows	Discount rate	15.0%	15.0%
Debt securities	60,333	Recent transaction			
Total	\$ 68,047				

⁽¹⁾ No range is provided as all of the projects that use this valuations technique are with the same institution.

There were no transfers between levels during the year ended December 31, 2019 nor December 31, 2018.

10. Contingencies and Leases

In the ordinary course of business, IDB Invest is from time to time named as a defendant, codefendant or party in litigation matters inherent to and typical of the operations in which it is engaged. In the opinion of IDB Invest's management, the ultimate resolution of these legal proceedings would not have a material adverse effect on the financial position, results of operations, or cash flows.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Office Space Leases

IDB Invest has entered into office space leases with the IDB at headquarters and in its Regional Developing Member Countries that are accounted for as either short-term leases or operating leases. The current lease agreement with the IDB at headquarters will expire in 2020 and includes a renewal option to extend the lease term, of which IDB Invest is reasonably certain to exercise. The remaining current lease agreements with the IDB in the Regional Developing Member Countries are renewed annually with the exception of the Argentina, Brazil and Colombia offices which extend between 2019 and 2022. The lease agreements in Argentina and Colombia include renewal options to extend the lease term, all of which IDB Invest is reasonably certain to exercise for the duration established in the contract.

Refer to Notes 5 and 6 for additional information related to IDB Invest's operating lease right-of-use assets and operating lease liabilities outstanding as of December 31, 2019.

The following table details the lease expenses and quantitative disclosure requirements (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
Operating leases		
Operating lease expense	\$	6,109
Total lease expense	\$	6,109
Supplemental disclosure:		
Weighted average of lease terms (years)		10.90
Discount rate		3.1 %

Discount rate is determined as IDB Invest's incremental borrowing rate under the IDB multi-currency facility.

Maturity analysis of operating lease liabilities with the IDB are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019	
Undiscounted cash flows in 2020		5,238
Undiscounted cash flows in 2021		5,298
Undiscounted cash flows in 2022		5,232
Undiscounted cash flows in 2023		5,343
Undiscounted cash flows in 2024 and thereafter		42,167
Total operating leases	\$	63,278
Discount		(9,890)
Operating lease liability	\$	53,388

Prior to adoption of ASC 842, expenses incurred for leases amounted to \$4.6 million for the year end December 31, 2018 and expected payments under the prior year lease agreements with the IDB were as follows (US\$ thousands):

	2019	2020	2021	2022
Office space	\$ 5,305	\$ 5,203	\$ 216	\$ 49
Total	\$ 5,305	\$ 5,203	\$ 216	\$ 49

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

11. Related Party Transactions

IDB Invest and the IDB entered into SLAs whereby IDB Invest provides certain services to the IDB and the IDB provides certain services to IDB Invest. These services are further described below. IDB Invest has also entered into office space leases with the IDB discussed in Note 10.

Service Level Agreements

The SLAs with the IDB outline the duration, scope of work, roles and responsibilities, remuneration, and performance metrics of each institution.

Co-financing Arrangements and SLA Revenue

Following the IDB Group private sector and non-sovereign guaranteed (NSG) reorganization, all new NSG activities are originated by IDB Invest and largely co-financed by IDB Invest and the IDB. IDB Invest and the IDB maintain separate legal and economic interests in their respective share of the loan principal balance for a co-financed loan. IDB Invest's portion is defined as a percentage of the overall transaction subject to certain minimum amounts as agreed between IDB Invest and the IDB.

IDB Invest earns revenue from an annual renewable SLA under which IDB Invest provides loan origination, credit risk evaluation and monitoring, and certain loan administration services for the IDB related to its private sector operations including operations that are co-financed by IDB Invest and IDB. IDB Invest also provides certain advisory services to the IDB Group. These amounts are included in Service fees from related parties in the income statements.

Management of External Funds

IDB Invest administers on behalf of other related party entities, which include donors and member countries, funds restricted for specific uses that include the co-financing of certain projects, technical studies for borrowers, project-related studies, and research and training programs. These funds are held in trust by IDB Invest and are not commingled with IDB Invest's funds, nor are they included in the assets of IDB Invest. IDB Invest receives a management fee that is generally a percentage of the funds received. These fees are included in Service fees from related parties in the income statements.

Access to IDB Administered Funds

In addition to the aforementioned funds, IDB Invest provides certain services for trust funds administered by the IDB on behalf of the trust fund donors (the Trust Funds). IDB Invest receives an allocation of the IDB's related Trust Fund fees. Such fees are intended to cover internal and external costs associated with administering the NSG activities for the Trust Funds and related operations over the expected lives of the Trust Funds and the underlying operations. Costs expected to be incurred approximate the allocable fee. The Trust Fund organizational documents provide for either the payment of a lump sum or scheduled payments. The timing of the payments may not correspond to the incurrence of the related costs.

For the year ended December 31, 2019, IDB Invest received \$1.2 million for these services (\$5.4 million for the year ended December 31, 2018). As of December 31, 2019, IDB Invest has recorded deferred revenue of \$12.5 million related to these services (\$12.8 million as of December 31, 2018), which will be recognized as revenue as services are provided. Deferred revenue is presented as a component of Accounts payable and other liabilities in the balance sheets.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Revenue from related party transactions are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2019	2018
SLA revenue	\$ 73,652	\$ 74,621
Management of external funds revenue	2,202	2,119
IDB administered funds revenue	1,566	2,290
Total	\$ 77,420	\$ 79,030

SLA Expenses

IDB Invest purchases various general and administrative services from the IDB under a series of annual renewable SLAs. IDB Invest incurred expenses of \$14.6 million for receiving these SLA services from the IDB for the year ended December 31, 2019 (\$12.8 million for the year ended December 31, 2018) that are included in Administrative expenses in the income statements. Payables related to these SLA expenses are included in the total due to IDB, net of \$8.4 million as of December 31, 2019 (\$4.7 million as of December 31, 2018). Refer to Note 6.

Other Transactions with Related Parties

IDB Invest has a renewable credit facility with the IDB amounting to \$300.0 million. On September 21, 2018, this renewable credit facility was modified from a United States dollar facility to a multicurrency facility and the original expiration date of November 2020 was modified and extended to December 2022. As of December 31, 2019, IDB Invest's total drawdowns from the IDB multi-currency credit facility were \$150.8 million and \$149.2 million remain available (\$131.0 million total drawdowns and \$169.0 million available as of December 31, 2018). Refer to Note 7 for additional details.

12. Pension and Postretirement Benefit Plans

Both the IDB and IDB Invest are sponsors of the Pension Plans and PRBP and each employer presents its respective share of these plans using a December 31 measurement date.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Obligations and funded status

IDB Invest uses a December 31 measurement date for the Pension Plans and the PRBP. The following table summarizes the change in benefit obligation, change in plan assets, funded status of the Pension Plans and the PRBP, and the amounts recognized in the balance sheets (US\$ thousands):

	Pension Plans		PRBP	
	2019	2018	2019	2018
Reconciliation of benefit obligation				
Obligation as of January 1	\$ (224,152)	\$ (226,252)	\$ (136,934)	\$ (152,806)
Service cost	(12,303)	(13,551)	(5,228)	(5,586)
Interest cost	(9,317)	(7,900)	(5,525)	(5,105)
Participants' contributions	(3,458)	(3,204)	—	—
Plan amendments	—	—	—	78
Net transfers between IDB and IIC	1,590	(769)	1,516	(579)
Actuarial gains/(losses)	(62,204)	24,542	(35,997)	26,123
Benefits paid	3,346	2,982	1,695	952
Retiree Part D subsidy	—	—	(9)	(11)
Obligation as of December 31	\$ (306,498)	\$ (224,152)	\$ (180,482)	\$ (136,934)

Reconciliation of fair value of plan assets

Fair value of plan assets as of January 1	184,260	187,559	132,799	136,952
Net transfers between IDB and IIC	(1,590)	769	(1,516)	579
Actual return on plan assets	38,699	(10,870)	28,399	(8,113)
Benefits paid	(3,346)	(2,982)	(1,695)	(952)
Participants' contributions	3,458	3,204	—	—
Employer contributions	7,097	6,580	4,697	4,333
Fair value of plan assets as of December 31	\$ 228,578	\$ 184,260	\$ 162,684	\$ 132,799

Funded status

Funded/(Underfunded) status as of December 31	(77,920)	(39,892)	(17,798)	(4,135)
Net amount recognized as of December 31	\$ (77,920)	\$ (39,892)	\$ (17,798)	\$ (4,135)

Amounts recognized as assets/(liabilities) consist of:

Plan benefits assets/(liabilities)	(77,920)	(39,892)	(17,798)	(4,135)
Net amount recognized as of December 31	\$ (77,920)	\$ (39,892)	\$ (17,798)	\$ (4,135)

Amounts recognized in Accumulated other comprehensive income/(loss) consist of:

Net actuarial gains/(losses)	52,011	17,667	31,574	16,291
Prior service (credit)/costs	—	—	(1,836)	(2,273)
Net amount recognized as of December 31	\$ 52,011	\$ 17,667	\$ 29,738	\$ 14,018

The accumulated benefit obligation attributable to IDB Invest for the Pension Plans, which excludes the effect of future salary increases was \$248.4 million and \$183.7 million as of December 31, 2019 and 2018, respectively.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Components of net periodic benefit cost

Pension Plans and PRBP net periodic benefit costs recognized in the income statements consists of the following components (US\$ thousands):

	Year ended December 31			
	Pension Plans		PRBP	
	2019	2018	2019	2018
Service cost ⁽¹⁾	\$ 12,303	\$ 13,551	\$ 5,228	\$ 5,586
Interest cost ⁽³⁾	9,317	7,900	5,525	5,105
Expected return on plan assets ⁽²⁾⁽³⁾	(10,946)	(10,178)	(7,815)	(7,399)
Amortization of: ⁽³⁾				
Net actuarial (gain)/loss	107	1,388	130	1,304
Prior service (credit)/cost	—	—	(437)	(426)
Net periodic benefit cost	\$ 10,781	\$ 12,661	\$ 2,631	\$ 4,170

⁽¹⁾ Included in Administrative expenses.

⁽²⁾ The expected return of plan assets is 6.00% in 2019 and 6.00% in 2018.

⁽³⁾ Included in Other components of pension benefit costs, net.

Other changes in plan assets and benefit obligations recognized in Other comprehensive income/(loss) (US\$ thousands):

	Year ended December 31			
	Pension Plans		PRBP	
	2019	2018	2019	2018
Current actuarial (gain)/loss	\$ 34,451	\$ (3,494)	\$ 15,413	\$ (10,611)
Current year prior service (credit)/cost	—	—	—	(78)
Amortization of:				
Net actuarial (gain)/loss	(107)	(1,388)	(130)	(1,304)
Prior service (credit)/cost	—	—	437	426
Total recognized in other comprehensive (income)/loss	\$ 34,344	\$ (4,882)	\$ 15,720	\$ (11,567)
Total recognized in Net periodic benefit cost and Other comprehensive (income)/loss	\$ 45,125	\$ 7,779	\$ 18,351	\$ (7,397)

The estimated amounts that will be amortized from accumulated other comprehensive income into net periodic benefit cost during 2020 are actuarial losses of \$4.4 million for the Pension Plans and net prior service credits of \$2.6 million for the PRBP.

Actuarial assumptions

The actuarial assumptions used in the Pension Plans and PRBP valuations are based on financial market interest rates, past experience, and management's best estimate of future benefit changes and economic conditions. Changes in these assumptions will impact future benefit costs and obligations. Actuarial gains and losses occur when actual results are different from expected results. Actuarial gains and losses recognized in Accumulated other comprehensive income, which exceed 10% of the greater of the benefit obligation or market-related value of the plan assets at the beginning of the period, are amortized to income over the average remaining service period of active participants expected to receive benefits under the Pension Plans and PRBP, which is approximately 10.5 and 12.5 years, respectively.

Unrecognized prior service credit is amortized over a range of 3.4 years to 6.0 years for the PRBP.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The weighted-average assumptions used to determine the benefit obligation and the net periodic benefit cost were as follows:

	Pension Plans		PRBP	
	2019	2018	2019	2018
Weighted average assumptions used to determine benefit obligation as of December 31				
Discount rate	3.17 %	4.17 %	3.23 %	4.22 %
Inflation rate	2.20 %	2.21 %	2.20 %	2.21 %
Rate of compensation increase	4.34 %	4.27 %		

	Pension Plans		PRBP	
	2019	2018	2019	2018
Weighted average assumptions used to determine net periodic benefit cost for years ended December 31				
Discount rate	4.17 %	3.54 %	4.22 %	3.61 %
Expected long-term return on plan assets	6.00 %	6.00 %	6.00 %	6.00 %
Rate of compensation increase	4.27 %	4.14 %		

The expected long-term return on the Pension Plans and PRBP's assets represents Management's best estimate, after surveying external investment specialists, of the expected long-term (10 years or more) forward-looking rates of return of the asset categories employed by the Pension Plans and PRBP, weighted by the Pension Plans and PRBP's investment policy asset allocations. Accumulated and projected benefit obligations are measured as the present value of expected payments. The discount rate used is selected in reference to the year-end yield of AA corporate bonds within the approved Financial Times Stock Exchange Pension Liability Index, with maturities that correspond to the payment of benefits. For the assumed rate of inflation, the IDB has established a process by which a range of inputs is reviewed, including 10-year forward looking expert opinion forecasts, the average of the 10 year and 30 year U.S. Treasury Inflation Protected Securities (U.S. TIPS) breakeven inflation rate, and historical averages.

For participants assumed to retire in the United States, the accumulated postretirement benefit obligation was determined using the following health care cost trend rates at December 31:

	PRBP	
	2019	2018
Health care cost trend rates assumed for next year		
Medical, Non-Medicare	4.75 %	5.00 %
Medical, Medicare	2.75 %	3.00 %
Prescription drugs	6.50 %	7.00 %
Dental	4.50 %	4.50 %
Rate to which the cost trend rate is assumed to decline (the ultimate trend rate)		
Medical, Non-Medicare	4.50 %	4.50 %
Medical, Medicare	2.50 %	2.50 %
Prescription drugs	6.00 %	6.00 %
Dental	4.50 %	4.50 %
Year that the rate reaches the ultimate trend rate	2021	2021

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

For those participants assumed to retire outside of the United States, a 5.50% and 6.00% health care cost trend rate was used for 2019 and 2018, respectively with an ultimate trend rate of 4.50% in 2023.

Assumed health care cost trend rates have a significant effect on the amounts reported for the PRBP. A one-percentage-point change in assumed health care cost trend rates would have the following effects (US\$ thousands):

	Year ended December 31			
	One-percentage-point increase		One-percentage-point decrease	
	2019	2018	2019	2018
Effect on total of service and interest cost components	\$ 3,303	\$ 2,711	\$ (2,280)	\$ (1,895)
Effect on postretirement benefit obligation	45,672	33,244	(32,475)	(23,892)

Pension Plans and PRBP Assets

The assets of the Pension Plans and the PRBP are managed primarily by investment managers engaged by the IDB who are provided with investment guidelines that take into account the Pension Plans and PRBP investment policies. Investment policies with long-term strategic asset allocations have been developed so that there is an expectation of sufficient returns to meet long-term funding needs. The policies allocate 65% of the Pension Plans portfolio to growth-oriented assets (the Return Strategies), and 35% of assets to nominal and inflation-indexed U.S. fixed income (the Liabilities Hedging Strategies), to partially hedge the interest rate and inflation exposure in the Pension Plans and PRBP's liabilities, and to protect against disinflation.

The Pension and Managing Committees of the Pension Plans and PRBP approve Investment Policy Statements (IPS) and Strategic Asset Allocations (SAA), which comply with the IDB's Risk Appetite (RA) and Long-term Funding (LTF) policies.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The IPS SAA target allocations as of December 31, 2019, are as follows:

	Pension Plans	PRBP
U.S. equities	20%	20%
Non-U.S. equities	18%	18%
Emerging markets equities	4%	4%
Public real estate	3%	3%
Long duration diversified fixed income	27%	27%
Core fixed income	4%	4%
High yield fixed income	2%	2%
U.S. inflation-indexed fixed income	4%	4%
Emerging markets fixed income	3%	3%
Private real estate	5%	5%
Public Infrastructure	3%	3%
Private Infrastructure	2%	2%
Tactical Asset Allocation	5%	5%
Commodity index futures	0%	0%
Short-term fixed income funds	0%	0%
 Stabilization Reserve Fund:		
Core fixed income	50%	50%
U.S. inflation-indexed fixed income	0%	0%
Short-term fixed income funds	50%	50%

Investment and asset class risk is managed by the continuous monitoring of each asset category level and investment manager. Investments are rebalanced monthly within policy targets using cash flows and rebalancing exercises. Investment managers are generally not allowed to invest more than 5% of their respective portfolios in the securities of a single issuer other than the U.S. Government. The use of derivatives by an investment manager for the Pension Plans and PRBP is limited, and subject to specific approval by the Managing Committees of the Pension Plans and PRBP.

For the Pension Plans (SRP and CSRP) and PRBP, the included asset classes are described below:

- U.S. equities - For the Pension Plans and PRBP, commingled funds that invest, long-only, in U.S. common stocks. Management of the funds replicates or optimizes the all capitalization (cap) Russell 3000 Index, for the SRP and PRBP only, approximately 40% of U.S. equities assets are managed in separate accounts holding individual stocks;
- Non-U.S. equities - For the Pension Plans and PRBP, commingled funds that invest, long-only, in non-U.S. common stocks. Management of the funds replicates or optimizes the large/mid-cap MSCI WORLD EX-USA IMI Index and/or the large/mid-cap MSCI EAFE Index. For the SRP and PRBP only, 60% of non-U.S. equities assets are actively-managed in separate accounts holding individual stocks;
- Emerging markets equities - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds and/or mutual funds that invest, long-only, in emerging markets common stocks. Management of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the large/mid-cap MSCI Emerging Markets Free Index;
- Public real estate equities - For the SRP and PRBP, commingled funds that invest long-only, in real estate securities. Management of the funds replicates the MSCI U.S. REIT Index;

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

- Long duration diversified fixed income - For the SRP and PRBP, long duration fixed income assets are invested in separate accounts holding individual bonds generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Long Government/Credit Bond Index. For the CSR, actively managed commingled funds and/or mutual funds that invest, long-only, in long duration government and credit securities. Management of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Long Government/Credit Bond Index, as well as opportunistic investments in non-index securities;
- Core fixed income - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds that invest, long-only, in intermediate duration government and credit securities. Management of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond Index, as well as opportunistic investments in non-index securities;
- High yield fixed income - For the SRP, assets are actively managed in a separate account holding individual securities, and for the PRBP, in an actively managed commingled fund. For both the SRP and PRBP, the investible universe is generally comprised of the securities within the Bloomberg Barclays High Yield 2% Constrained Index, as well as opportunistic investments in non-index securities. High yield securities are financial obligations of U.S. companies, rated below investment-grade by at least one of the nationally recognized statistical rating organizations;
- U.S. inflation-indexed fixed income - For the Pension Plans and PRBP, investment in individual U.S. TIPS in accounts managed internally. For the SRP and PRBP, replicate or optimize the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation Notes 10+ Years Index. For the SRP and PRBP Stabilization Reserve Funds, replicate or optimize the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation TIPS 0-5 Years Index. For the CSR, replicates or optimizes the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation Notes 10+ Years Index;
- Emerging markets fixed income - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds that invest, long-only, in emerging markets fixed income. The funds invest in sovereign and sub-sovereign United States dollar- and local-denominated debt. Management of the funds invests in securities generally comprised within the J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index, as well as opportunistic investments in non-index securities;
- Private real estate - For the Pension Plans and PRBP, an open-end commingled funds which invest, long-only, in U.S. real estate properties. The funds are actively-managed based upon fundamental characteristics of the properties. The new asset class for the PRBP is not implement yet;
- Public Infrastructure - For the Pension Plans and PRBP, an enhanced index exchange-traded fund that invests, long-only, in U.S. and developed markets common stocks within the infrastructure industries. Management of the fund selects securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the MSCI World Infrastructure Index. For the SRP and PRBP only, approximately 60% of assets are actively managed in a separate account holding individual stocks;
- Private Infrastructure - For the SRP and PRBP only, an actively management, open-end commingled fund which invests, long-only, U.S. and developed markets private equity within the infrastructure sector. This new asset class is not implemented yet.
- Tactical Asset Allocation - For the SRP and PRBP only, actively managed commingled funds and mutual funds that invest in U.S. and developed markets equities, fixed income, commodities and currencies, investments could shift due to opportunistic behavior within these markets;

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

- Commodity index futures - For the CSRP, investment in a commingled fund that invests, long-only in commodity index futures, management of the fund replicates or optimizes the Bloomberg Commodity Index.
- Short-term fixed income funds - Commingled fund that invests, long-only, in U.S. Government securities with maturities of less than 18 months. Management of the fund invests in short-term government securities only, and it is benchmarked against the Merrill Lynch 3-month Treasury Bill Index.

Effective December 2015, the IDB Board of Executive Directors approved the Long-Term Funding Policy (LTF) for the Pension Plans (SRP and CSRP) and the PRBP that established stable contribution rates of 20% (SRP), 0.71% (CSRP) and 12% (PRBP) of applicable salaries and established the Stabilization Reserve Funds (SRFs) for the SRP and PRBP for the IDB Invest and IDB. The LTF Policy had a five-year initial term. In July 2019, following a review of the LTF Policy components, the Board adopted and enhanced version of the LTF policy as part of the ongoing financial policies of the IDB. The enhanced version of the LTF policy removes its sunset period, continues to keep the IDB Invest and IDB contribution rates at a stable level, and establishes a rules based mechanism to guide Management decision making to allocate IDB Invest and IDB contributions when the SRFs reaches its limits, as well as when the Pension Plans and PRBP reach their fully funded status. IDB Invest contributions made in excess (deficit) of the actuary's theoretical contribution rate are allocated (withdrawn) to (from) the SRFs. The approved Investment Policy Strategic Asset Allocation for the Reserve Funds is 50% cash and 50% Core Fixed Income.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

The following tables set forth the investments of the Pension Plans and the PRBP as of December 31, 2019 and 2018, which are measured at fair value and presented together with their weighted average allocation, by level within the fair value hierarchy. As required by the fair value measurements accounting framework, these investments are classified in their entirety based on the lowest level of input that is significant to the fair value measurement. Investments in funds that do not have a readily determinable fair value are measured at NAV as a practical expedient and are not classified within the fair value hierarchy (US\$ thousands).

	Pension Plans			
	December 31, 2019			
	Level 1	Level 2	Total	Weighted average allocations
Equity securities				
U.S. equities	16,489	28,172	44,661	20 %
Non-U.S. equities	25,756	14,101	39,857	17 %
Emerging markets equities	5,144	4,385	9,529	4 %
Public real estate equities	348	6,342	6,690	3 %
Public infrastructure	11,087	—	11,087	5 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	21,501	1,334	22,835	10 %
Long duration diversified fixed income	386	35,312	35,698	15 %
Core fixed income	—	13,731	13,731	6 %
Emerging markets fixed income	—	6,567	6,567	3 %
High yield fixed income	125	4,137	4,261	2 %
U.S. inflation-indexed fixed income	9,126	—	9,126	4 %
Tactical asset allocation	5,211	4,851	10,062	4 %
Short-term fixed income funds	1,359	6,168	7,527	3 %
	\$ 96,532	\$ 125,100	\$ 221,632	
Investments measured at NAV				
Private real estate fund			9,101	4 %
			\$ 230,733	100 %
Other assets / (liabilities), net ⁽¹⁾			(2,155)	
			\$ 228,578	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

	Pension Plans			
	December 31, 2018			
	Level 1	Level 2	Total	Weighted average allocations
Equity securities				
U.S. equities	\$ 12,125	\$ 27,938	\$ 40,063	22 %
Non-U.S. equities	17,475	16,818	34,293	19 %
Emerging markets equities	3,292	3,481	6,773	4 %
Public real estate equities	5,551	—	5,551	3 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	18,593	—	18,593	10 %
Long duration diversified fixed income	613	30,526	31,139	17 %
Core fixed income	—	16,910	16,910	9 %
Emerging markets fixed income	—	6,333	6,333	3 %
High yield fixed income	154	2,368	2,522	1 %
U.S. inflation-indexed fixed income	8,620	—	8,620	5 %
Commodity index futures	—	27	27	0 %
Short-term fixed income funds	1,068	4,876	5,944	3 %
	\$ 67,491	\$ 109,277	\$ 176,768	
Investments measured at NAV				
Private real estate fund			8,276	4 %
			\$ 185,044	100 %
Other assets / (liabilities), net ⁽¹⁾			(784)	
			\$ 184,260	

⁽¹⁾Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

	PRBP			Weighted average allocations
	December 31, 2019			
	Level 1	Level 2	Total	
Equity and equity funds				
U.S. equities	\$ 11,891	\$ 21,555	\$ 33,446	20 %
Non-U.S. equities	17,056	13,949	31,005	19 %
Emerging markets equities	3,217	3,243	6,460	4 %
Public real estate equities	245	4,487	4,732	3 %
Public Infrastructure	7,796	—	7,796	5 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	15,354	888	16,242	10 %
Long duration diversified fixed income	—	24,713	24,713	15 %
Core fixed income	—	11,289	11,289	7 %
Emerging markets fixed income	—	4,534	4,534	3 %
High yield fixed income	—	3,051	3,051	2 %
U.S. inflation-indexed fixed income	6,493	—	6,493	4 %
Tactical asset allocation	3,833	3,800	7,633	4 %
Short-term fixed income funds	7,027	31	7,058	4 %
	\$ 72,912	\$ 91,540	\$ 164,452	100 %
Other assets / (liabilities), net ⁽¹⁾			(1,768)	
			\$ 162,684	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

	PRBP			
	December 31, 2018			
	Level 1	Level 2	Total	Weighted average allocations
Equity and equity funds				
U.S. equities	\$ 8,819	\$ 20,768	\$ 29,587	23 %
Non-U.S. equities	10,614	18,024	28,638	22 %
Emerging markets equities	2,199	2,412	4,611	3 %
Public real estate equities	3,970	—	3,970	3 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	13,400	—	13,400	10 %
Long duration diversified fixed income	—	21,332	21,332	16 %
Core fixed income	—	12,790	12,790	10 %
Emerging markets fixed income	—	4,465	4,465	3 %
High yield fixed income	—	1,941	1,941	1 %
U.S. inflation-indexed fixed income	6,382	—	6,382	5 %
Short-term fixed income funds	5,211	(83)	5,128	4 %
	\$ 50,595	\$ 81,649	\$ 132,244	100 %
Other assets / (liabilities), net ⁽¹⁾			555	
			\$ 132,799	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value.

Investment securities that are measured at fair value based on quoted market prices in active markets, a valuation technique consistent with the market approach, include U.S., non-U.S. infrastructure individual equity holdings, public infrastructure exchange trade funds, fixed income mutual funds, U.S. treasury and U.S. inflation-indexed fixed income. Such securities are classified within Level 1 of the fair value hierarchy.

Investment securities that are measured at fair value based on quoted market prices for similar assets in active markets, or quoted prices for identical or similar assets in markets that are not active, a valuation technique consistent with the market approach, include corporate, non-U.S. government, high yield and municipal fixed income, and commercial mortgage backed securities. Also included are proprietary investment managers' commingled funds investing in U.S. and global equities, emerging markets fixed income, fixed income funds, and/or short-term fixed income investments. These commingled funds are not publicly traded and are measured at fair value based on the net asset per share, which are determined and published and are the basis for current transactions. Such securities are classified within Level 2 of the fair value hierarchy.

Proprietary investment managers' funds investing in private real estate and tactical asset allocation do not have RDFVs and are measured at the NAV as a practical expedient. Such investments are not classified within the fair value hierarchy.

Contributions

Contributions from IDB Invest to the Pension Plans and the PRBP during 2020 are expected to be approximately \$7.4 million and \$4.3 million, respectively. All contributions are made in cash.

Inter-American Investment Corporation

Notes to the Financial Statements

Estimated future benefit payments

The following table summarizes the benefit payments, which reflect expected future service, as appropriate, expected to be paid in each of the next five years and in the aggregate for the subsequent five years. These amounts are based on the same assumptions used to measure the benefit obligation as of December 31, 2019 (US\$ thousands).

	<u>Pension Plans</u>	<u>PRBP</u>
Estimated future benefit payments		
January 1, 2020 - December 31, 2020	\$ 4,403	\$ 1,444
January 1, 2021 - December 31, 2021	4,738	1,591
January 1, 2022 - December 31, 2022	5,148	1,760
January 1, 2023 - December 31, 2023	5,698	1,956
January 1, 2024 - December 31, 2024	6,293	2,158
January 1, 2025 - December 31, 2029	42,639	15,656

13. Subsequent Events

Management has evaluated subsequent events through March 3, 2020, which is the date the financial statements were issued. Management determined that there are no subsequent events that require disclosure under ASC Topic 855, *Subsequent Events*.

ANNEXE 2 : GROUPE DE TRAVAIL SUR LES INFORMATIONS FINANCIÈRES LIÉES AU CLIMAT

Le Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) du Conseil de stabilité financière du G20 a mis au point des recommandations pour que les entreprises et les investisseurs puissent évaluer et gérer les risques et opportunités liés au climat sur les marchés financiers. Ces recommandations sont organisées en quatre volets : gouvernance, stratégie, gestion des risques et mesures & cibles.

BID Invest a décidé d'adopter les recommandations TCFD en 2019 et a ajouté des cibles de financement climatique à sa stratégie ces trois dernières années. Sur cette période, BID Invest a non seulement doublé son financement climatique mais elle a également augmenté le pourcentage du financement d'adaptation qui est passé de 2 % à 40 % et elle a diversifié son portefeuille en augmentant la part du financement climatique consacrée aux secteurs hors énergie et infrastructure, de moins de 25 % à plus de la moitié en 2019.

Supervision de la gouvernance par le Conseil

BID Invest s'est engagée envers son Conseil d'administration à dépister les facteurs de risque climatique de tous ses investissements. L'institution est tenue de rendre compte au Conseil et d'atteindre les objectifs de financement climatique et de mesure climatique fixés dans le Cadre des résultats institutionnels. Le Conseil d'administration de BID Invest est informé chaque trimestre des mises à jour concernant les engagements de services-conseils liés au climat et chaque année sur le plan d'action climatique. Enfin, BID Invest commencera à rendre compte au Conseil de son alignement avec les recommandations TCFD.

Direction

La Direction a été informée des implications du changement climatique et des tendances des marchés financiers et elle y a répondu en explorant des stratégies visant à accroître le financement climatique. En outre, la Direction de BID Invest soutient publiquement les recommandations TCFD et la création d'un comité directeur interfonctionnel qui identifiera les stratégies pour l'amélioration continue des informations financières TCFD de BID Invest.

Stratégie

Tant l'adaptation au changement climatique que l'atténuation de ses effets sont des priorités stratégiques pour les activités d'investissement et d'assistance technique de BID Invest dans la région. Dans le cadre de son engagement envers le financement climatique, BID Invest investit dans l'atténuation et l'adaptation. BID Invest réduit systématiquement les risques de transition en préparation à une économie à faibles émissions de carbone ainsi que les risques physiques posés par le changement climatique. En outre, BID Invest a destiné 10 % de tout son financement à neuf petits États insulaires, ce qui présente une opportunité unique de financement pour l'adaptation. La directive qu'a donné la Direction d'aspirer à devenir une institution judicieuse au

niveau du climat implique intégrer les considérations climatiques transversalement dans l'ensemble de BID Invest. Une équipe dédiée de services-conseils développe et diffuse les connaissances, les outils et la capacité en matière de climat pour nos clients et pour les marchés. Afin de respecter nos engagements et nos objectifs, nous identifions et finançons un plus grand nombre de produits et de services qui sont dans la lignée des ambitions en matière d'action climatique mondiale. Nos unités de financement mixte et de mobilisation de ressources sont clés pour multiplier notre impact dans la région.

Maximiser l'impact sur le développement est au cœur de ce que nous faisons. Nous avons mis au point l'outil DELTA (Development Effectiveness Learning Tracking Assessment), qui donne une notation à chaque projet en fonction de son impact sur le développement, y compris le climat. Les notations ont un impact sur la prise de décision en matière d'investissements, notamment des seuils minimum clairs et l'équilibre par rapport aux rendements économiques. Nous nous servons des données analytiques DELTA pour mesurer les contributions des projets à chacun des 17 ODD des Nations Unies, rendant ainsi possible une approche axée sur les données pour maximiser notre impact positif dans la région.

Gestion des risques

Notre département de gestion des risques travaille en étroite collaboration avec notre département commercial. Chaque projet à l'étude et dans notre portefeuille est confié à un responsable des risques de crédit désigné ainsi qu'à un responsable environnemental et social. Ceci signifie que, dans le cadre de notre analyse et notre vérification préalable, nous examinons les éventuels problèmes liés au climat pour les investissements à hauts risques proposés. Nous sommes en train de mettre au point des outils afin de tenir compte des risques physiques et de transition liés au climat au cours du processus d'approbation de l'investissement. Si cela est jugé nécessaire, des actions visant à atténuer et gérer ces risques sont incorporés dans nos documents de financement en tant qu'exigences pour nos débiteurs. Enfin, nous identifions proactivement des opportunités et formulons des recommandations pour nos clients sur la réduction, la limitation ou la séquestration des émissions de GES ainsi que sur la contribution à la résilience (notamment la résilience socio-économique) ou l'adaptation au changement climatique en atténuant une vulnérabilité climatique donnée dans le contexte d'un projet.

Mesures et cibles

Nous assurons le suivi de notre pourcentage de financement climatique selon une méthodologie conjointe des banques multilatérales de développement et le mesurons par rapport aux cibles fixées dans notre Cadre des résultats institutionnels. Nous exigeons en outre de nos clients qu'ils mesurent les émissions brutes des projets ayant d'importantes émissions de GES et calculent les émissions nettes évitées pour certaines opérations selon la méthodologie conjointe. Ces données contribuent aux notations DELTA de nos projets. Le Programme de durabilité des entreprises gère et fixe des objectifs pour les objectifs concernant les émissions de type 1 et 2 ainsi

que les émissions de type 3 pertinentes pour le Groupe BID qui comprend BID Invest. La plus grande partie de l’empreinte de BID Invest, à savoir les émissions liées aux déplacements d’affaires, est compensée par les projets dans la région soigneusement sélectionnés chaque année par le programme.